



SEANCE ORDINAIRE DU 31 MARS 2015

Compte rendu

L'an deux mille quinze et le trente et un mars à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAUL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, Mme M.-P. PASDELOU, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS.

Pouvoir(s):

Mme M. FOURCADE à M. J.-M. ALAUZET, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme S. KERANGUEVEN à Mme K. PHOUTTHASANG.

Absent(es):

M. P. DUDIEUZERE

AFFAIRE N°1 : APPROBATION DE L'ORDRE DU JOUR

Monsieur le Président présente l'ordre du jour qui comporte 69 affaires.

Monsieur le Président propose de modifier l'ordre du jour. Une modification porte sur l'affaire n°7 relative à l'affectation des subventions. Il propose également le retrait de l'affaire 20 concernant la charte du PLU car toutes les communes n'ont pas encore délibéré.

L'ordre du jour modifié comporte 68 affaires.

L'ordre du jour modifié est adopté à l'unanimité.

AFFAIRE N°2 : APPROBATION DU PROCES-VERBAL DU JEUDI 5 MARS 2015

Monsieur Président soumet à l'approbation des élus le projet du procès-verbal du jeudi 5 mars 2015.

Le procès-verbal de la séance du jeudi 5 mars 2015 est adopté à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°3 : APPLICATION DE L'ARTICLE L.5211-10 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

N°D2014-833 - 06/03/15 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Décision relative au marché n°3860EA14 de prestations de service avec la société Prédicit Services pour l'aide à la décision en vue de la gestion des risques hydrométéorologiques sur le territoire métropolitain

Objet : Un marché de prestations de service est passé avec la société PREDICT SERVICES sise à Castelnau-le-Lez. Ce marché concerne une assistance en temps réel 24h/24h et 7j/7 aux services de la Métropole et à ses communes membres pour aider à gérer les risques hydrométéorologiques à travers des informations expertisées permettant d'anticiper les phénomènes générateurs d'inondations fluviale et par ruissellement, mais aussi générateurs de tempête, de submersion marine ou de fortes chutes de neige et d'accompagner la mise en œuvre à bon escient des actions de sauvegarde face à ces phénomènes à risque. Le marché prend effet à compter de sa date de signature. Sa durée est de 1 an. Le montant du marché s'élève à 31 000 € H.T.

N°D2014-857 - 10/03/15 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à l'avenant n°3 mandat d'études préalables - Site stratégique Plaine du Colombier - Commune de Baillargues

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier devenue Montpellier Méditerranée Métropole a confié à la SAAM un mandat portant sur la réalisation des études préalables d'aménagement du site de la Plaine du Colombier à Baillargues en juillet 2010. Un premier avenant signé en 2012 a eu pour effet d'élargir les missions confiées ainsi que les montants engagés, un second avenant signé en octobre 2013 a eu pour effet d'augmenter la durée du mandat jusqu'au 3 août 2015. Au vu de l'avancement des études, le présent avenant a pour effet la mobilisation d'une avance supplémentaire de 50 000 € au 1^{er} trimestre 2015.

N°D2015-1 - 26/02/15 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Décision relative à un marché n°3761EA14 pour une Mission de Contrôle Technique - Construction de la station d'épuration de Saint Georges d'Orques

Objet : Un marché est passé avec la société DEKRA INDUSTRIAL - MONTPELLIER, pour une mission de Contrôle Technique en vue de la conception et de la réalisation de la station d'épuration de Saint Georges d'Orques. Le marché est conclu pour une période d'une durée de 12 mois pour la phase conception et de 12 mois pour la phase de réalisation à compter de sa notification. Le montant du marché s'élève à 17 550 € H.T, soit 21 060 € T.T.C.

N°D2015-2 - 02/03/15 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Décision relative à un marché n°3702EA14 pour des prestations topographiques pour les aménagements de protection contre les inondations du Coulazou à Fabrègues

Objet : Un marché est passé avec une SeLARL BOTTRAUD, BARBAROUX et associés - CASTRIES pour une mission de prestations topographiques pour les aménagements de protection contre les inondations du Coulazou à Fabrègues. Le marché est conclu pour une période de 2 mois pour un montant de 19 518,50 € HT soit 23 422,20 € T.T.C. Ce montant résulte du détail quantitatif et estimatif du marché.

N°D2015-4 - 26/02/15 - Direction de la Prévention de la Gestion des Déchets

Marché n°3786bisGD14 conclu avec la société CES relatif à la vérification des équipements de lutte contre l'incendie des installations de la Régie de collecte - Autorisation de signer le marché

Objet : Les équipements de lutte contre l'incendie des installations de la Régie de collecte des déchets ménagers font l'objet de vérifications périodiques. Au terme d'une consultation des entreprises agréées, l'offre soumise par la société CES, sise à Villeneuve Loubet (06) représente l'offre économiquement la plus avantageuse pour la réalisation de cette prestation. Le marché prendra effet à sa notification, pour une période

d'un an. Il pourra être renouvelé pour deux périodes supplémentaires d'un an chacune. Le montant annuel du marché s'élève à un maximum de 2 500 € H.T.

N°D2015-7 - 26/02/15 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Décision relative à un marché n°3762EA14 pour une mission de Coordination Sécurité et Protection de la Santé pour la construction de la station d'épuration de Saint Georges d'Orques

Objet : Un marché est passé avec la SARL SPS SUD EST sise à MARTIGUES pour une mission de Coordination Sécurité et Protection de la Santé pour la construction de la station d'épuration de Saint Georges d'Orques. Le marché est conclu pour une période d'une durée de 12 mois pour la phase conception et de 12 mois pour la phase de réalisation à compter de la notification du présent marché pour un montant de 4 665 € H.T, soit 5 598 € T.T.C.

N°D2015-12 - 26/02/15 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Décision relative à un marché 3824EA14 de Mission d'Assistance à Maîtrise d'ouvrage pour l'analyse technique, administrative et financière des dossiers de remise d'ouvrages des réseaux (EU/AEP/EB) des ZAC

Objet : Un marché est passé avec la société BnB Ingénierie sise à MAUGUIO pour une Mission d'Assistance à Maîtrise d'ouvrage pour l'analyse technique, administrative et financière des dossiers de remise d'ouvrages des réseaux (EU/AEP/EB) des ZAC. Le marché est conclu pour une période d'une durée de 2 ans à compter de sa notification pour un montant total maximum des commandes de 80 000 € H.T.

N°D2015-27 - 16/02/15 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision relative à un marché n°3246UH13, étude urbaine des potentiels urbains autour de l'autoroute A9 - Avenant n°1

Objet : Un avenant n°1 au marché n°3246UH13 est passé avec le cabinet d'architecte F. GRETHER. Cet avenant porte sur la réalisation d'une note argumentaire concernant des hypothèses de modification des lignes à haute tension existant le long du tracé de la future autoroute A9 déplacée. Cette mission spécifique fait l'objet d'un additif au CCTP de l'étude urbaine. Afin de tenir compte du délai de réalisation de cette mission, ainsi que des aléas survenus jusqu'à cette date durant la réalisation de l'étude, la durée de l'étude urbaine est prolongée de 5 mois. Le présent avenant s'élève à 9 300 € H.T Le nouveau montant du marché s'élève à 150 250 € H.T.

N°D2015-31 - 26/02/15 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Décision relative à un marché subséquent n°3788EA14 - Renouvellement du réseau d'assainissement rue de la Prade - Commune de Lavérune - selon l'Accord Cadre n°3398EA13

Objet : Un marché subséquent n°3788EA14 relatif au Renouvellement du réseau d'assainissement rue de la Prade - Commune de Lavérune - selon l'Accord Cadre n°3398EA13, est attribué au groupement SCAM (mandataire)/FAURIE/BRAULT MTP domicilié à COURNONSEC. Le montant du marché s'élève à 160 186,00 € H.T soit 192 223,20 € T.T.C. Le marché prend effet à compter de sa notification pour une durée de 3 mois

N°D2015-33 - 16/02/15 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision relative à un marché n°3768TV14, nettoyage des voiries d'intérêt métropolitain

Objet : Un marché de fournitures courantes et services est passé avec la société S.M.N sise à Montpellier. Ce marché concerne le nettoyage des voiries d'intérêt métropolitain. Le marché prend effet à compter de la notification. Sa durée est de 2 ans pour un montant mini maxi de 48 000 € H.T et 195 000 € H.T.

N°D2015-39 - 26/02/15 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Décision relative à un marché n°3771EA14 - Lot 1 - Maîtrise d'œuvre pour la réalisation des réseaux gravitaires et de refoulement pour la construction de l'Intercepteur Est du giratoire Fesquet au lotissement Navitau et la modification de 2 pompes existants

Objet : Un marché n°3771EA14 - Lot 1 - de Maîtrise d'œuvre pour la réalisation des réseaux gravitaires et de refoulement pour la construction de l'Intercepteur Est du giratoire Fesquet au lotissement Navitau sur la commune de Clapiers est attribué au cabinet MERLIN sise à MONTPELLIER. La durée globale prévisionnelle d'exécution du marché est de 34 mois à compter de sa notification pour un montant de 35 197,50 € H.T soit 42 237,00 € T.T.C.

N°D2015-40 - 20/02/15 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société SOLEDGE au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega

Objet : Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la

société SOLEDGE jusqu'au 31 juillet 2015. La redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société pour la surface de 43,84 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Oméga s'élève à 637,87 € conformément au tarif applicable à ce jour, approuvé par délibération n°12667 du Conseil du 18/12/2014.

N°D2015-42 - 26/02/15 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Décision relative à un marché n° 3771EA14 - Lot 2 - de Maîtrise d'œuvre pour la construction de l'Intercepteur Est du giratoire Fesquet au lotissement Navitau et la modification de 2 pompages existants

Objet : Un marché n°3771EA14 - Lot 2 - de Maîtrise d'œuvre pour la modification des équipements de pompage aux postes de refoulement de Castelnau et de Lavalette est passé avec l'entreprise EGIS EAU sise à MONTPELLIER Cedex 2. Le marché est conclu pour une durée prévisionnelle de 34 mois à compter de sa notification pour un montant de 18 800 € H.T soit 22 560 € T.T.C.

N°D2015-48 - 02/03/15 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à l'acquisition de la parcelle BY 62- Commune de Lattes

Objet : Acquisition de la parcelle BY 62 - Commune de Lattes pour y implanter un poste de refoulement devant desservir le quartier Saint Hubert. Abrogation de la décision du Président n°2014-663 comportant une erreur sur le prix. Acquisition consentie et acceptée à l'euro symbolique.

N°D2015-52 - 26/02/15 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision relative à un avenant au marché 3292GD13 de collecte des papiers blancs de bureaux des producteurs non ménagers sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole

Objet : Un avenant au marché de collecte des papiers blancs de bureaux des producteurs non ménagers sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole est passé avec l'entreprise La Feuille d'Erable sise à PAULHAN (34230). Cet avenant a pour but de prolonger de 4 mois la durée du marché dont l'échéance arrive au 30/04/2014 (soit jusqu'au 30/08/2015), Il permettra d'assurer la continuité du service jusqu'à l'attribution d'un nouveau marché et n'aura aucune incidence financière.

N°D2015-55 - 20/02/15 - Direction de la Culture

Décision relative à une convention de mise à disposition temporaire du théâtre du hangar à la compagnie Athome

Objet : Une convention d'occupation temporaire du théâtre du Hangar est conclue à titre gracieux avec la compagnie Athome pour la période du 09 au 15 février 2015 inclus, du 26 au 28 février 2015 inclus et 1^{er} au 8 mars 2015 inclus.

N°D2015-56 - 02/03/15 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à un avenant à la convention du domaine public passée avec la société DP TECHNOLOGY EUROPE pour des locaux au sein du bâtiment MIBI

Objet : Un avenant à la convention d'occupation du domaine public en date du 1er mai 2013 est conclu avec la société DP TECHNOLOGY EUROPE pour l'extension de son activité sur une surface de 22,00 m² à compter de sa notification jusqu'au terme de la convention d'occupation initiale, soit jusqu'au 30 avril 2016. A compter du 1er mars 2015, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société DP TECHNOLOGY EUROPE pour la surface de 238,70 m² qu'elle occupe dans le MIBI s'élève à 3 224,84 € conformément au tarif applicable approuvé par la délibération n°12667 du Conseil en date du 18 décembre 2014.

N°D2015-57 - 05/03/15 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision relative à un marché 3844RH14 de prestations de médecine professionnelle et préventive à destination du personnel de Montpellier Méditerranée Métropole

Objet : Un marché de prestations de service est passé avec l'AMETRA sise à Montpellier. Il s'agit d'un marché de prestation de médecine professionnelle et préventive à destination du personnel de Montpellier Méditerranée Métropole. Ce marché prend effet à compter de sa notification pour une durée de un an et pour un montant global et forfaitaire de 182 592 € T.T.C.

N°D2015-58 - 02/03/15 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à un avenant à la convention d'occupation du domaine public passée avec la société FRUITION SCIENCES pour des locaux au sein du bâtiment MIBI

Objet : Un avenant à la convention d'occupation du domaine public en date du 1er juillet 2013 est conclu avec la société FRUITION SCIENCES pour l'extension de son activité sur une surface de 29,20 m² constituée du module B2.3 au sein du bâtiment MIBI à partir de sa date de notification jusqu'au terme de la convention d'occupation initiale, soit jusqu'au 30 juin 2016. A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société FRUITION SCIENCES pour la surface totale de 87,70 m² qu'elle occupe dans le MIBI s'élève à 1 184,83 € conformément au tarif applicable approuvé par la délibération n°12667 du Conseil en date du 18 décembre 2014.

N°D2015-59 - 06/03/15 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative au Marché 3863MG15 de fourniture d'un système de sonorisation, d'un écran et vidéoprojecteur mobiles pour le domaine de la Pompignane à Montpellier

Objet : Un marché de fourniture de matériels de sonorisation et vidéoprojection est passé avec l'entreprise AUDIO TECHNIC sise à Grabels, pour le lot 1 (système de sonorisation mobile type conférence), l'entreprise VIDELIO&IEC sise à SAINT AUNES pour le lot 2 (un vidéoprojecteur mobile) et l'entreprise SUD MEDIA SYSTEM sise à BAILLARGUES pour le lot 3 (un écran sur trépied). Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est d'un mois. Le montant du marché s'élève au total à 7 552,88 € H.T (9 063,46€ TTC) soit : 7 025,08 € H.T pour le lot 1, 382,80 € H.T pur le lot 2 et 145,00 € H.T pour le lot 3.

N°D2015-60 - 23/02/15 - Direction de la Culture

Décision relative à un avenant n°1 au marché n°3027DC12 d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour le diagnostic des pathologies du clos et du couvert du Corum et la prescription de mesures de sauvegarde

Objet : Un avenant n°1 au marché n°3027DC12 d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour le diagnostic des pathologies du clos et du couvert du Corum et la prescription de mesures de sauvegarde est conclu avec la société INGENCO sise à Jacou. Cet avenant a pour objet la prise en compte de 31 zones d'investigations complémentaires pour la recherche de fuites sur l'ensemble du bâtiment Corum. Le montant de l'avenant s'élève à 34 680 € H.T.

N°D2015-61 - 02/03/15 - Direction de la Culture

Décision relative à une convention de mise à disposition temporaire du théâtre du Hangar à la compagnie Théâtre au présent

Objet : Une convention d'occupation temporaire du théâtre du Hangar est conclue avec la Compagnie théâtre au présent l'organisation de répétitions pour la période du 14 au 28 février 2015. Cette mise à disposition est consentie à titre gracieux.

N°D2015-62 - 23/02/15 - Direction de la Culture

Fond d'Aide à la Diffusion Théâtrale pour le spectacle "Pleine"

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole participe à l'achat du spectacle Pleine diffusé à La Chapelle-Association Music Events. Ce marché est conclu avec la Compagnie La Raffinerie et La Chapelle-Association Music Events, diffuseur. Le montant du marché s'élève à 5 000 € T.T.C.

N°D2015-63 - 23/02/15 - Direction de l'Urbanisme et de l'Habitat

Décision relative à la passation du marché d'assistance à l'élaboration de la stratégie métropolitaine de cohésion sociale et urbaine de Montpellier Méditerranée Métropole

Objet : Un marché de prestation de service est passé avec la société RCT-Groupe Rouge Vif sise Ivry-sur-Seine. Ce marché concerne l'assistance à l'élaboration de la stratégie métropolitaine de cohésion sociale et urbaine. Il prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 13 semaines maximum pour la tranche ferme et de 4 semaines pour la tranche conditionnelle. Le montant du marché s'élève à 44 175 € H.T

N°D2015-65 - 09/03/15 - Direction de la Culture

Mission de maîtrise d'œuvre - marché n°3772DC14 -Site archéologique du Castellàs, Murviel-lès-Montpellier - Travaux de couverture des vestiges de l'aile Nord du forum

Objet : Un marché de mission de maîtrise d'œuvre pour les travaux de couverture des vestiges de l'aile Nord du forum sur le site archéologique du Castellàs, Murviel-lès-Montpellier est conclu avec Frédéric MARTORELLO architecte (34120 Pézenas), pour une durée de 31 mois et un montant de 22 830 € H.T

N°D2015-67 - 02/03/15 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée CB n° 4 - Commune de Lattes

Objet : Dans le cadre du projet de création d'une réserve foncière déclaré d'utilité publique dans le secteur Méjanelle - Pont Trinquat - Quartier Gare TGV sur le territoire de la Commune de Lattes, Montpellier Méditerranée Métropole acquiert à l'amiable la parcelle CB n° 4 appartenant à l'Indivision PUJOL. Le prix d'acquisition est de 78 616 € toutes indemnités comprises dont 8 056 € d'indemnités de remploi.

N°D2015-71 - 06/03/15 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision relative à un marché n°3677EA14 de prestations d'études hydrauliques et hydrologiques relatives à la connaissance et à la prévision des risques inondations sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole

Objet : Un marché de prestations d'études hydrauliques et hydrologiques relatives à la connaissance et à la prévision des risques inondations sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole est conclu avec la société EGIS EAU sise à Montpellier Le marché dure deux ans à compter de sa notification pour un montant de

commande maximum de 180 000 € T.T.C pour la durée totale du marché.

N°D2015-73 - 06/03/15 - Direction de la Culture

Décision relative à une convention de mise à disposition temporaire du grand auditorium de la médiathèque centrale Émile Zola

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole met à disposition temporaire de la Ville de Montpellier – Théâtre Jean Vilar le grand auditorium de la médiathèque centrale Emile Zola. Cette mise à disposition est consentie les 17 au et 18 mars 2015 de 18h à 23h, afin d'accueillir deux représentations du spectacle « Et je leur dirai quoi ? » de Nouridine Bara, ainsi que le 16 mars 2015 pour effectuer le montage. Une convention fixe les modalités de cette mise à disposition consentie à titre gracieux.

N°D2015-75 - 20/02/15 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de l'association LABSUD dans l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire à Montpellier

Objet : La candidature de l'association LABSUD est agréée en vue de la location dans l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire. Son activité est la fabrication numérique. Elle est candidate au renouvellement de la location du lot 12 de 272.50 m² pour une période de 6 mois.

N°D2015-76 - 20/02/15 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la société ALLIANCE TELECOM dans l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire à Montpellier

Objet : La candidature de la société ALLIANCE TELECOM est agréée en vue de la location dans l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire. Son activité est la conception, le développement, la gestion et la commercialisation de systèmes et de concept de télécommunication. Elle est candidate au renouvellement de la location des lots B4 et B11 de 354.24 m², jusqu'à démolition de l'immeuble prévue le 31 décembre 2017.

N°D2015-77 - 20/02/15 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la société SGE MEDICAL dans le VEAS Parc 2000 à Montpellier

Objet : La candidature de la société SGE MEDICAL est agréée en vue de la location dans le VEAS Parc 2000. Son activité est la réparation, l'entretien et la maintenance de matériel médical. Elle est candidate à la location du lot A11 de 221.64 m² pour une période de 36 mois. La société emploie actuellement 2 personnes.

N°D2015-78 - 20/02/15 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la société ACOBIOM dans le Biopôle Euromédecine à Grabels

Objet : La candidature de la société ACOBIOM est agréée en vue de la location dans l'immeuble CAP DELTA. Son activité est la biotechnologie. Elle est candidate à la location du lot B07 de 60 m² pour une durée de 3 ans. L'entreprise projette un effectif de 29 personnes dans 3 ans.

N°D2015-79 - 03/03/15 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la société AKSE SN dans le VEAS Hannibal à Cournonsec

Objet : La candidature de la société AKSE SN est agréée en vue de la location dans le VEAS Hannibal. Son activité est la vente et l'étude de matériels médicaux et matériels connexes. Elle est candidate à la location du lot A05 de 145.56 m² pour une période de 36 mois. Les sociétés prévoient 6 emplois à 3 ans.

N°D2015-80 - 20/02/15 - Service de Proximité et de Solidarité

Décision relative à un avenant n°1 au marché n°3280PS13 de fourniture de transmetteurs de téléalarme et déclencheurs convertibles, compatibles logiciel MEGALARM V3.1

Objet : Un avenant n°1 au marché n°3280PS13 de fourniture de transmetteurs de téléalarme et déclencheurs convertibles, compatibles logiciel MEGALARM V3.1 est passé avec la société SOLEM, sise à Clapiers et la société Tel 2S, Mondial Assistance Châtillon (92324). Cet avenant concerne :

- la modification de l'article 2.4 de l'acte d'engagement portant le seuil maximum de 66 000 € à 75 000 € H.T.,
- la modification de la durée du marché ramenée à un an et six mois.

Le présent avenant s'élève à 9 000 € H.T. Le nouveau montant du marché s'élève à 75 000 € H.T. maximum

N°D2015-82 - 26/02/15 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Décision relative à un marché n°3798EA14 de Maîtrise d'œuvre en vue de travaux d'amélioration sur la station d'épuration de Villeneuve les Maguelone.

Objet : Un marché est passé avec le groupement Entech/Studiograp/Solea domicilié à MEZE pour une mission de Maîtrise d'œuvre en vue de travaux d'amélioration sur la station d'épuration de Villeneuve les Maguelone.

La durée globale prévisionnelle d'exécution du marché est de 18 mois à compter de sa notification pour un montant de 40 259,30 H.T.

N°D2015-83 - 23/02/15 - Direction des Ressources Informatiques

Décision relative au marché n°3909RI15 d'installation d'une caisse billetterie, boutique et réservation au musée Henri Prades de Lattara

Objet : Un marché n°3909RI15 d'installation d'une caisse billetterie, boutique et réservation en ligne est conclu avec la société IREC sise à JAUNAY-CLAN. Ce marché concerne le musée Henri Prades de Lattara. Ce marché prend effet à compter de sa notification pour une durée de 1 an. Le montant de ce marché s'élève à 32 004,98 € T.T.C.

N°D2015-84 - 02/03/15 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrées section OI n° 181p - Commune de Montpellier

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole achète à l'amiable la parcelle cadastrée section OI n° 181p, d'une contenance de 229 m² au prix de 8 015 €. Cette parcelle est située à l'intérieur du périmètre de la ZAC Garosud et permettra l'élargissement de la rue de Cholet.

N°D2015-85 - 23/02/15 - Direction des Ressources Informatiques

Décision relative à un marché n°3874RI15 de maintenance logicielle du réseau des médiathèques de Montpellier Méditerranée Métropole

Objet : Un marché de maintenance logicielle est conclu avec la société ARCHIMED sise à LILLE. Il concerne les logiciels installés dans le réseau des médiathèques de Montpellier Méditerranée Métropole. Ce marché prend effet à compter de sa notification et court jusqu'au 31 décembre 2015. Il sera renouvelable par reconduction expresse par période d'un an, sans pouvoir excéder 2 renouvellements et sans que la durée totale du marché n'excède 3 ans. Le montant annuel de ce marché est compris entre un minimum de 50 246,33 € HT. et un maximum de 65 000 € H.T.

N°D2015-86 - 06/03/15 - Direction de la Culture

Décision relative à un contrat de cession avec l'Association "Archipels-Cie Dominique Pifarély"

Objet : Un marché de prestation de service est passé avec l'Association « Archipels-Cie Dominique Pifarély » sise à Poitiers. Ce marché concerne la cession des droits d'exploitation de deux classes de maître et de deux concerts de musiques actuelles amplifiées, prévus les 16 mars et 11 mai 2015 dans le cadre de la saison culturelle du Conservatoire à Rayonnement Régional. Le montant du marché s'élève à 2 000 € T.T.C.

N°D2015-89 - 03/03/15 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative au dépôt d'un permis de démolir - Parcelle RB n°19 - 2024 avenue Albert Einstein - Commune de Montpellier

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire d'un bâtiment sur la parcelle RB n° 19 - Commune de Montpellier. Afin d'éviter tout risque d'occupation illicite, il convient de procéder à la démolition de ce bâtiment.

N°D2015-91 - 02/03/15 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société MENTA au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega

Objet : Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public en date du 27 août 2008, est conclu avec la société MENTA pour une période complémentaire de six mois à compter de sa date de notification jusqu'au 31 août 2015. A compter du 1er mars 2015, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société pour la surface de 89,76 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Oméga s'élève à 1 306,01 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n°12667 du Conseil en date du 18 décembre 2014.

N°D2015-92 - 03/03/15 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à la constitution d'une servitude de passage en tréfonds d'une canalisation d'eaux usées - Commune de Clapiers

Objet : Dans le cadre de la réalisation des travaux d'assainissement induit par la mise en œuvre du Schéma Directeur d'Assainissement, une servitude de passage en tréfonds d'une canalisation d'eaux usées est nécessaire sur la parcelle cadastrée section BM n°3 commune de Clapiers. Cette servitude est consentie et acceptée moyennant une indemnité globale et forfaitaire de 1 320 €

N°D2015-93 - 02/03/15 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à l'acquisition de la parcelle BW n° 82p - Commune de Castelnau-le-Lez

Objet : Acquisition de la parcelle BW n°82p, commune de Castelnau-le-Lez, d'une contenance de 93m² nécessaire à l'implantation d'un poste de refoulement des eaux usées dans le cadre des travaux de renforcement des ouvrages d'assainissement du Mas de Caylus. Cette acquisition est consentie et acceptée moyennant le versement d'une indemnité globale et forfaitaire de 1 368,42 €

N°D2015-94 - 03/03/15 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à la constitution d'une servitude de passage en tréfonds d'une canalisation d'eaux usées - parcelles AW 57 - 58 - 59 - 60 et 61 - Commune de Saint Jean de Védas

Objet : Dans le cadre du schéma directeur d'assainissement, une servitude tréfonds pour une canalisation d'eaux usées est nécessaire sur les parcelles cadastrées section AW n° 57-8-59-60 et 61 - commune de Saint Jean de Védas, propriété de la commune. La servitude est consentie et acceptée à titre gratuit.

N°D2015-95 - 23/02/15 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision relative à un marché n°3731bisRI14, acquisition de licences de logiciels pour Montpellier Méditerranée Métropole

Objet : Un marché public de techniques de l'information et de la communication est passé avec la société SCC sis à Nanterre. Ce marché concerne l'acquisition de licences de logiciels pour Montpellier Méditerranée Métropole. Le marché prend effet à compter de la notification pour une durée de 12 mois. Le montant annuel minimum du marché s'élève à 85 000 € H.T et le montant annuel maximum s'élève à 206 000€ H.T.

N°D2015-96 - 26/02/15 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à la cession de sept véhicules à l'Hôtel des ventes de Montpellier

Objet : Les véhicules immatriculés 3784ZY34, AA268N, 3783ZY34, 84AQW34, 1698ZX34, 785ANS34 et 537ADM34, à réformer, sont cédés à l'Hôtel des ventes chemin de Poutingon à Montpellier pour être vendus aux enchères. Le prix de cession résultera de la vente aux enchères.

N°D2015-97 - 16/02/15 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à une convention d'occupation temporaire pour travaux au profit du de SNCF Réseau - Parcelles Section SP n° 73p ; SO n° 34p, 5p, 33p ; SN n° 37p - Commune de Montpellier

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole consent à titre gratuit une COTT, jusqu'au 31 décembre 2015, renouvelable une fois pour une période d'un an, au bénéfice de SNCF Réseau qui souhaite utiliser cette emprise pour y faire réaliser notamment des diagnostics, des sondages et y aménager une aire de stockage de matériaux divers en vue de la réalisation de travaux de la gare nouvelle Montpellier Sud de France.

N°D2015-98 - 06/03/15 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision relative à un marché n°3733GD14 de travaux d'extension et de modernisation du point propre de Castelnau-le-lez

Objet : Un marché de travaux d'extension et de modernisation du point propre de Castelnau-le-lez est conclu avec

- lot 1 " terrassement, voirie, réseaux humides, génie civil" : entreprise EUROVIA MEDITERRANEE sise à Juvignac pour un montant global et forfaitaire de 344 760 € T.T.C.

- lot 2 "réseaux secs, vidéosurveillance" : groupement CEGELEC / IPERION sis à Saint Jean de Védas pour un montant global et forfaitaire de 65 970, 98 €T.T.C.

- lot 4 " espaces verts" : BRL ESPACES NATURELS sise NIMES pour un montant global et forfaitaire de 25 800 € T.T.C. Le délai d'exécution des travaux de l'ensemble des lots est de 6 mois dont un mois de préparation.

N°D2015-99 - 06/03/15 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à l'acquisition de véhicules pour le Parc Autos de Montpellier Méditerranée Métropole

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole a besoin, pour le bon fonctionnement de ses services, de faire l'acquisition de sept véhicules (un scooter, 5 Renault twingo et un Renault scenic) auprès de l'Union des Groupements d'Achats Publics (UGAP). Le montant de cette acquisition s'élève à 58 089,96 € H.T. Cette dépense est prévue au budget de la Métropole

N°D2015-100 - 04/03/15 - Direction de la Culture

Décision relative au marché n°3854DC15 de conception et maîtrise d'œuvre de l'exposition "l'Art à Naples, un siècle d'Or"

Objet : Le marché de conception et maîtrise d'oeuvre de l'exposition "l'Art à Naples, un siècle d'Or" est passé avec la Société Vitamine, sise à Frémainville. Ce marché prend effet à compter de sa notification pour une

durée de 5 mois. Le montant du marché s'élève à 25 000 € H.T (soit 30 000 € T.T.C)

N°D2015-104 - 02/03/15 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à l'acquisition des parcelles cadastrées section AB n° 40 - 41 - 91 - 231 et 240p - 391 Rue de la Font Froide - Commune de Montpellier

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de Télédiffusion de France (TDF) sa propriété sise commune de Montpellier, rue de Font Froide avec possibilité de substitution en tout ou partie par l'EPF LR. Les parcelles en cause peuvent être, soit pour les terrains nus, destinées à la création de réserves foncières à moyen terme, soit pour la partie bâtie, transformée rapidement pour le développement économique et les besoins de Montpellier Méditerranée Métropole. La vente est consentie moyennant la somme de 4 000 000 €. (Cette décision abroge la décision du Président n°D2014-817)

N°D2015-105 - 02/03/15 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société IVAOS au sein de la pépinière d'entreprises Cap Oméga

Objet : Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public en date du 26 février 2010, est conclu avec la société IVAOS pour une période de 6 mois à compter du 1er mars 2015, soit jusqu'au 31 août 2015. A compter du 1er mars 2015, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société IVAOS pour la surface de 29,44 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Oméga s'élève à 428,35 € conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n°12667 du Conseil en date du 18 décembre 2014.

N°D2015-106 - 02/03/15 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la société DEINOVE dans l'immeuble CAP SIGMA à Grabels

Objet : La candidature de la société DEINOVE est agréée en vue de la location dans l'immeuble CAP SIGMA. Son activité est la biotechnologie (biocarburant, chimie verte). Elle est candidate à la location du lot 2.3 de 436 m² pour une période de 4 ans.

N°D2015-107 - 26/02/15 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision d'ester en justice "Youssef TARHRI requête n°1500676-8"

Objet : La défense de Montpellier Méditerranée Métropole est confiée à la SCP d'Avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" suite au dépôt de la requête en référé expertise n°1500676-8 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 9 février 2015 par Monsieur Youssef TARHRI consécutivement à une chute dont il a été victime sur la voie publique, rue Zamenhoff à Montpellier, le 19 février 2012.

N°D2015-109 - 06/03/15 - Direction des Ressources Informatiques

Décision relative à une convention de mise à disposition de l'infrastructure de communications électroniques Très Haut Débit entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'opérateur Completel

Objet : Une convention de mise à disposition de l'infrastructure de communications électroniques Très Haut Débit est conclue avec l'opérateur Completel, sis à Montpellier. Cette convention concerne l'infrastructure numérique Très Haut Débit mise à disposition par Montpellier Méditerranée Métropole à l'opérateur Completel pour les besoins de développement de son réseau sur tout le territoire de la Métropole. Cette convention prend effet à compter de sa notification et court jusqu'au 31 décembre 2015. La redevance est calculée en fonction du mètre linéaire de fibre optique mis à disposition de l'opérateur au tarif de 2,44 € H.T. du mètre linéaire par an et par paire de fibre optique. La longueur exacte du tronçon mis à disposition étant de 5 221,22 mètres, le montant de la recette s'élève à 12 739,78 € H.T.

N°D2015-110 - 26/02/15 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision d'ester en justice "Saïd LARBI"

Objet : La défense de Montpellier Méditerranée Métropole est confiée à la Société d'Avocats "PARME" près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°1500509-5 le 30 janvier 2015 par Monsieur ou Madame Saïd Larbi contre la décision prise par le Conseil pédagogique du Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier le 19 juin 2014 émettant un avis défavorable à la poursuite des études musicales en violon de leur fils Aymran LARBI.

N°D2015-112 - 02/03/15 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à la constitution d'une servitude de passage de réseaux publics d'assainissement et d'implantation d'un poste de refoulement Parcelle section BL n° 113 - Commune de Castelnau-le-Lez

Objet : Servitude pour canalisation eaux usées et implantation d'un poste de refoulement sur la parcelle BL n°113 – Commune de Castelnau-le-Lez – Schéma Directeur d'Assainissement – Secteur Navitau. Cette convention est consentie et acceptée moyennant une indemnité globale et forfaitaire de 2 320 €.

N°D2015-113 - 06/03/15 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à une convention d'occupation temporaire pour travaux - Poste de refoulement sur la parcelle BL n° 113 - Commune de Castelnau-le-Lez - Secteur Navitau

Objet : Il s'agit d'une convention pour occupation temporaire pour une canalisation d'eaux usées et l'implantation d'un poste de refoulement sur la parcelle BL n° 113 sur la commune de Castelnau-le-Lez, secteur Navitau. Cette convention est consentie et acceptée à titre gratuit et subordonnée à la mise en place d'équipements et leur entretien ainsi qu'à la réalisation par Montpellier Méditerranée Métropole du raccordement au réseau public d'assainissement de l'habitation existante située sur la même parcelle.

N°D2015-116 - 06/03/15 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à une convention d'occupation temporaire pour travaux - Parcelle cadastrée section CT n° 114 - commune de Lattes

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole consent au profit de la Société Bouygues Travaux Publics une convention d'occupation temporaire d'une durée de 3 mois sur la parcelle CT n°114 sur la commune de Lattes afin de permettre la mise en œuvre des travaux de déplacement de l'autoroute A9.

La convention est consentie et acceptée à titre gratuit.

N°D2015-118 - 06/03/15 - Direction des Ressources Informatiques

Décision relative à un marché n°3873RI15 de maintenance logicielle du réseau des médiathèques de Montpellier Méditerranée Métropole

Objet : Un marché n°3873RI15 de maintenance logicielle est conclu avec la société INFOR GLOBAL SOLUTIONS sise à GARCHES. Ce marché concerne les logiciels installés dans le réseau des médiathèques de Montpellier Méditerranée Métropole. Il prend effet à compter de sa notification et court jusqu'au 31 décembre 2015. Il sera renouvelable par reconduction expresse par période d'un an, sans pouvoir excéder 2 renouvellements et sans que la durée totale du marché n'excède 3 ans. Le montant annuel de ce marché est compris entre un minimum de 46 745,23 € H.T. et un maximum de 65 000,00 € H.T.

N°D2015-125 - 06/03/15 - Direction des Ressources Informatiques

Décision relative à un contrat de maintenance et de support du logiciel de supervision Oracle en temps réel D.SIDE

Objet : Un contrat de maintenance et de support informatiques est conclu avec la société D.SIDE SOFTWARE sise à SOPHIA ANTIPOLIS. Ce contrat concerne le logiciel de supervision de la base de données Oracle en temps réel D.SIDE installé à la Direction des Ressources Informatiques. Il prend effet à compter de sa notification et court jusqu'au 31 décembre 2015. Il sera renouvelable par reconduction expresse par période d'un an du 1er janvier au 31 décembre, sans pouvoir excéder 2 renouvellements, soit jusqu'au 31 décembre 2017. Le montant annuel de ce contrat s'élève à 2 520,00 € T.T.C.

N°D2015-127 - 06/03/15 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision d'ester en justice "requête n°1500054-3"

Objet : La défense de Montpellier Méditerranée Métropole est confiée à la SCP d'Avocats Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés suite au dépôt de la requête n°1500054-3 d'un agent de Montpellier Méditerranée Métropole près le Tribunal administratif de Montpellier le 9 janvier 2015 tendant à obtenir réparation pour préjudices subis.

N°D2015-129 - 06/03/15 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision relative à un marché n°3588RI14, mise en place de capteurs connectés et d'infrastructures de communication associées

Objet : Un marché public de techniques de l'information et de la communication est passé avec la société Apical sise à Marseille. Ce marché concerne la mise en place de capteurs connectés et d'infrastructure de communication associées. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 24 mois. Le montant minimum du marché s'élève à 60 000 € H.T et le montant maximum s'élève à 140 000 € H.T pour la durée du marché.

N°D2015-131 - 06/03/15 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision d'ester en justice "LEON GROSSE - Requête n°1500813-4"

Objet : La défense de Montpellier Méditerranée Métropole est confiée à la SCP d'Avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°1500813-4 par la Société Léon Grosse le 13 février 2015 tendant à obtenir réparation consécutivement à la résiliation pour motif d'intérêt général du marché de travaux du musée de l'Histoire de la France en Algérie la liant au groupement LEON GROSSE/VILLENEUVE.

N°D2015-135 - 06/03/15 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision relative au marché n°3730DC14 de "Maintenance des moyens de secours des bâtiments culturels et administratifs de Montpellier Méditerranée Métropole - Lots 1 et 2"

Objet : Un marché de maintenance des moyens de secours des bâtiments culturels et administratifs de Montpellier Méditerranée Métropole est passé, pour les lots n°1 (maintenance des moyens de secours des bâtiments culturels) et n°2 (maintenance des moyens de secours des bâtiments administratifs) avec l'entreprise SLMI sise BAILLARGUES. Le marché prend effet à compter de la date de notification pour une durée d'un an, reconductible deux fois. Pour le lot n° 1, le montant annuel du marché s'élève à 3 850,40 € H.T. soit 4 620,48 € T.T.C. pour les prestations forfaitaires. Les prestations ponctuelles sont limitées à un seuil maximum annuel de 25 000 € H.T.

Pour le lot n° 2, le montant annuel du marché s'élève à 1 481,04 € H.T. soit 1 777,25 € T.T.C. pour des prestations forfaitaires. Les prestations ponctuelles sont limitées par un seuil maximum annuel de 5 000 € H.T.

N°D2015-137 - 06/03/15 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision relative à un marché n°3835AJ14, transcription de réunions et débats organisés par Montpellier Méditerranée Métropole

Objet : Un marché de fournitures courantes et services est passé avec la société UBIQUS sise à Paris. Ce marché concerne la transcription de réunions et débats organisés par Montpellier Méditerranée Métropole. Le marché prend effet à compter de la notification jusqu'au 31/12/2015. Le marché peut être reconduit pour une période d'1 an, sans que le délai ne puisse excéder le 31/12/2016. Le montant minimum annuel du marché s'élève à 6 000 € H.T et le montant maximum annuels s'élève à 100 000 € H.T.

N°D2015-143 - 06/03/15 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision relative à l'avenant n° 1 au marché 3427DC13 de "Travaux de sécurisation du site : création d'un mur et d'une clôture périphérique du Domaine Bonnier de la Mosson"

Objet : Un avenant n°1 au marché n°3427DC13 de travaux est passé avec l'entreprise PIERRES ET TRADITIONS sise à POUSSAN. Cet avenant concerne quelques aléas de chantier liés au caractère particulier de l'opération (reconstruction d'une enceinte du XVIIIème siècle, hétérogénéité et état de dégradation important de l'existant, présence d'une végétation rendant difficile une connaissance pointue de l'enceinte d'origine, incidences des forts épisodes pluvieux de l'automne 2014), ainsi que des adaptations faisant suite aux recommandations sur chantier du STAP (Service Territorial de l'Architecture et du Patrimoine) ou afin de pérenniser les ouvrages. Le présent avenant s'élève à 18 930 € H.T. soit 22 716 € T.T.C. Le nouveau montant de la tranche ferme s'élève à 348 625,10 € H.T. soit 418 350,12 € T.T.C. Le montant total du marchés s'élève à 583 291,10 € H.T. soit 699 949,32 € T.T.C.

Le Conseil prend acte de ces décisions.

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°4: HORS COMMISSION – VŒU DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE - EN ROUTE VERS COP21

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Chaque année, les Etats ayant ratifié la convention de Rio sur le climat organisent une Conférence des Parties ou COP. Cette année, la 21^{ème} édition se déroule à Paris. Cette Conférence de décembre 2015, est l'une des plus importantes jamais organisée. Elle doit conduire à l'adoption d'un accord international dans le but de contenir le dérèglement climatique et faire oublier l'échec de Copenhague. La COP 21 « Paris 2015 » doit poser le cadre de la transition vers des sociétés et économies résilientes et sobres en carbone. L'accord recherché doit être suffisamment ambitieux pour contenir le réchauffement global à + 2°C, mais avec une volonté de reconnaître l'opportunité du changement de paradigme (actions de lutte contre le changement climatique créatrices d'emplois et de richesses, inventions de nouveaux modes de production et de consommation).

Face à cette réalité climatique ne faisant aujourd'hui plus l'objet de débat scientifique, Montpellier Méditerranée Métropole s'est engagée, au travers de son Plan Climat 2013-2018, dans la baisse de la production des émissions de gaz à effet de serre et la transition énergétique. Véritable projet de territoire, recouvrant huit orientations stratégiques, le Plan Climat de la Collectivité fait partie des 200 projets lauréats de l'appel à initiatives gouvernemental « Territoires à énergie positive pour la croissance verte » annoncés le lundi 9 février 2015 par Ségolène Royal, Ministre de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie.

Dans le cadre de la loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, Montpellier Méditerranée Métropole acquiert, outre les compétences transférées en urbanisme, voirie, habitat et politique de la ville, développement et aménagement économique... de nouvelles compétences dans le domaine de l'énergie : la contribution à la transition énergétique, le soutien aux actions de maîtrise de la demande en énergie, les concessions de la distribution d'électricité et de gaz, des réseaux de chaleur et de froid. De plus, le projet de loi sur la transition énergétique, ratifié par le Sénat en séance du 3 mars dernier, porte une nouvelle ambition pour la croissance verte et développe des réponses concrètes à plusieurs enjeux tels que la rénovation thermique des logements, la production d'énergie renouvelable... dont Montpellier Méditerranée Métropole saura se saisir.

Conciliant attractivité démographique et rayonnement culturel avec un développement durable et des liens sociaux et de solidarité, le projet de Montpellier Méditerranée Métropole se décline autour de six piliers :

- la santé ;
- le numérique ;
- le tourisme ;
- les mobilités ;
- l'agroécologie et l'alimentation ;
- la culture, le patrimoine et l'égalité des chances.

Leur intégration au sein des politiques publiques a pour ambition d'asseoir l'identité de la Métropole, de dynamiser son économie et de structurer ses fonctions territoriales.

À travers ces 6 piliers, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite s'associer pleinement et activement à cette ambition COP21 « Paris 2015 ». Un programme concret d'actions sera décliné dans les prochaines semaines. Plusieurs politiques publiques peuvent dès à présent être identifiées comme marqueur de cet élan : l'agroécologie et l'alimentation dont les bénéfices attendus, au-delà de la viabilisation des exploitations et de la pérennisation des emplois créés, porteront sur la santé et une gestion durable des ressources et des risques ; la mise en œuvre d'une politique de l'eau cohérente au travers de la régie publique ; l'aménagement durable de notre territoire à l'exemple des projets de l'EcoCité ; le schéma directeur des mobilités en inscrivant l'offre de déplacements dans une démarche d'amélioration continue ; le contrat de ville qui doit être l'occasion, au travers de la rénovation des logements, de lutter contre la précarité énergétique des plus démunis ; la sensibilisation de la population sur le territoire métropolitain à la préservation des ressources naturelles au travers des équipements de Montpellier Méditerranée Métropole.

Certaines de ces actions sont d'ores et déjà à l'œuvre : la rénovation thermique des logements au travers de la réponse à deux appels à candidature, l'un portant sur la volonté de la collectivité de faciliter le parcours du citoyen depuis le projet de rénovation jusqu'à la réalisation et la livraison des travaux, l'autre portant sur une démarche exploratoire sur les modalités de soutien à la rénovation thermique des copropriétés ; la mise en place d'une tarification attractive facilitant l'accès aux transports publics au plus grand nombre ; l'expérimentation du concept de « cité intelligente » sur le territoire de l'EcoCité...

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- adopter ce vœu ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°5 : FINANCES – RÈGLEMENT BUDGÉTAIRE ET FINANCIER - ADOPTION

M. M. LEVITA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux finances, rapporte :
La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (dite « MAPTAM ») définit l'organisation et le fonctionnement institutionnel des métropoles.

S'agissant des règles financières, le principe est posé selon lequel les métropoles sont, comme les autres établissements publics de coopération intercommunale, soumises au régime budgétaire, financier et comptable applicable aux communes.

Toutefois, compte tenu de l'étendue des compétences des métropoles, des dispositions ont été introduites afin d'harmoniser les règles budgétaires et comptables avec celles des départements et régions. A ce titre, l'ordonnance n°2014-1490 du 11 décembre 2014 stipule par l'article L. 5217-10-8 qu'« Avant le vote de la première délibération budgétaire qui suit son renouvellement, le conseil de la métropole établit son règlement budgétaire et financier. »

En outre, elle indique que le règlement budgétaire et financier de la métropole précise notamment :

« 1° Les modalités de gestion des autorisations de programme, des autorisations d'engagement et des crédits de paiement y afférents, et notamment les règles relatives à la caducité et à l'annulation des autorisations de programme et des autorisations d'engagement ;

2° Les modalités d'information du conseil de la métropole sur la gestion des engagements pluriannuels au cours de l'exercice.

Il peut aussi préciser les modalités de report des crédits de paiement afférents à une autorisation de programme, dans les cas et conditions fixés par arrêté conjoint du ministre chargé des collectivités territoriales et du ministre chargé du budget. »

Ainsi, il vous est proposé un règlement budgétaire et financier qui a vocation à rappeler les règles de comptabilité publique et notamment de l'instruction budgétaire et comptable M57 applicable aux Métropoles, et à préciser les choix de gestion et d'organisation propres à Montpellier Méditerranée Métropole.

Ce présent règlement s'articule autour des thèmes suivants:

- Le cadre budgétaire
- L'exécution budgétaire
- La gestion pluriannuelle

Applicable dès son adoption, ce document reste évolutif et peut être complété ou amandé en fonction des modifications législatives réglementaires ainsi que des adaptations nécessaires des règles de gestion.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- adopter le règlement budgétaire et financier de Montpellier Méditerranée Métropole tel qu'il est présenté en annexe ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux votes contre).

Ont voté contre : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°6 : FINANCES – BUDGET PRIMITIF 2015 - ADOPTION

M. M. LEVITA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux finances, rapporte :

Lors de la séance du Conseil de Métropole du 05 mars 2015, s'est tenu le débat d'orientation budgétaire, conformément aux dispositions combinées des articles L. 2312-1 et L. 5211-36 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Monsieur le Président soumet au Conseil le projet du Budget Primitif de Montpellier Méditerranée Métropole pour l'exercice 2015.

Ce budget se présente de la façon suivante :

BUDGET PRINCIPAL

- Section de fonctionnement :	432 390 584 euros
- Section d'investissement :	180 380 150 euros
Total	612 770 734 euros

La répartition par chapitre du Budget Primitif 2015 est la suivante :

FONCTIONNEMENT - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
930	Administration Générale	25 561 965		25 561 965
931	Sécurité et salubrité publiques	18 083 638		18 083 638
933	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	86 827 801		86 827 801
935	Aménagement des territoires et habitat	7 456 592		7 456 592
936	Action économique	12 720 349		12 720 349
937	Environnement	100 028 477		100 028 477
938	Transports	75 003 399		75 003 399
940	Impositions directes	21 510 911		21 510 911
943	Opérations financières	13 430 000		13 430 000
946	Transferts entre les sections		26 400 000	26 400 000
953	Virement à la section d'investissement		45 367 452	45 367 452
Total		360 623 132	71 767 452	432 390 584

FONCTIONNEMENT - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
930	Administration Générale	1 733 846		1 733 846
931	Sécurité et salubrité publiques	528 000		528 000
933	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	8 864 238		8 864 238
935	Aménagement des territoires et habitat	440 769		440 769
936	Action économique	3 144 855		3 144 855
937	Environnement	8 003 377		8 003 377
938	Transports	17 844 640		17 844 640
940	Impositions directes	243 920 000		243 920 000
941	Autres impôts et taxes	73 110 859		73 110 859
942	Dotations et participation	63 800 000		63 800 000
946	Transferts entre les sections		11 000 000	11 000 000
Total		421 390 584	11 000 000	432 390 584

INVESTISSEMENT - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
900	Administration Générale	3 890 270		3 890 270
901	Sécurité et salubrité publiques	392 000		392 000
903	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	22 005 281		22 005 281
905	Aménagement des territoires et habitat	44 667 006		44 667 006
906	Action économique	17 410 800		17 410 800
907	Environnement	14 317 800		14 317 800
908	Transports	33 627 993		33 627 993
923	Dettes et autres opérations financières	32 919 000		32 919 000
925	Opérations patrimoniales		150 000	150 000
926	Transferts entre sections		11 000 000	11 000 000
Total		169 230 150	11 150 000	180 380 150

INVESTISSEMENT - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
900	Administration Générale	80 000		80 000
901	Sécurité et salubrité publiques	32 000		32 000
903	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	1 099 000		1 099 000
905	Aménagement des territoires et habitat	7 959 000		7 959 000
906	Action économique	1 320 000		1 320 000
907	Environnement	50 000		50 000
908	Transports	8 393 921		8 393 921
921	Taxes non affectées	1 604 035		1 604 035
922	Dotations et participations	8 705 000		8 705 000
923	Dettes et autres opérations financières	76 855 742		76 855 742
95	Produits de cessions d'immobilisation	2 364 000		2 364 000
925	Opérations patrimoniales		150 000	150 000
926	Transferts entre sections		26 400 000	26 400 000
951	virement de la section de fonctionnement		45 367 452	45 367 452
Total		108 462 698	71 917 452	180 380 150

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le Budget Primitif 2015 du Budget Principal par chapitre en section de fonctionnement et en section d'investissement,

- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

BUDGET ANNEXE DES SERVICES FUNÉRAIRES

- Section d'exploitation : **1 368 466 euros**

- Section d'investissement : **577 172 euros**

Total 1 945 638 euros

La répartition par chapitres de ce budget est la suivante :

EXPLOITATION - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
011	Charges à caractère général	22 130		22 130
012	Charges de personnel et frais assimilés	607 164		607 164
65	Autres Charges de gestion courante	72 000		72 000
66	Charges financières	20 000		20 000
67	Charges exceptionnelles	20 000		20 000
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés	50 000		50 000
023	Virement à la section d'investissement		56 206	56 206
042	Opérations d'ordre de transferts entre sections		520 966	520 966
Total		791 294	577 172	1 368 466

EXPLOITATION - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
013	Atténuations de charges	572 500		572 500
70	Ventes de produits	30 000		30 000
75	Produits divers de gestion courante	520 000		520 000
77	Produits exceptionnels	245 966		245 966
Total		1 368 466	0	1 368 466

INVESTISSEMENT - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
16	Emprunts et dettes assimilées	31 000		31 000
21	Immobilisations incorporelles	546 172		546 172
Total		577 172	0	577 172

INVESTISSEMENT - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
021	Virement de la section d'exploitation		56 206	56 206
040	Opérations d'ordre de transferts entre sections		520 966	520 966
Total		0	577 172	577 172

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le Budget Primitif 2015 des Services Funéraires par chapitre budgétaire en section d'exploitation et en section d'investissement, conformément à la nomenclature M4,
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

BUDGET ANNEXE DU SERVICE D'ASSAINISSEMENT

- Section d'exploitation : **27 620 170 euros**
- Section d'investissement : **33 859 750 euros**
- Total **61 479 920 euros**

La répartition par chapitre de ce budget est la suivante :

EXPLOITATION - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
011	Charges à caractère général	2 646 335		2 646 335
012	Charges de personnel et frais assimilés	2 743 569		2 743 569
65	Autres charges de gestion courante	1 828 750		1 828 750
66	Charges financières	3 530 000		3 530 000
67	Charges exceptionnelles	285 100		285 100
023	Virement à la section d'investissement		8 458 616	8 458 616
042	Opérations d'ordre de transferts entre sections		8 127 800	8 127 800
Total		11 033 754	16 586 416	27 620 170

EXPLOITATION - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
013	Atténuation de charges	105 000		105 000
70	Ventes de produits	21 046 570		21 046 570
74	Subventions d'exploitation	3 563 300		3 563 300
75	Autres produits de gestion courante	366 100		366 100
042	Opérations d'ordre de transferts entre sections		2 539 200	2 539 200
Total		25 080 970	2 539 200	27 620 170

INVESTISSEMENT - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
16	Emprunts et dettes assimilées	6 000 000		6 000 000
20	Immobilisations incorporelles	315 500		315 500
21	Immobilisations corporelles	3 095 050		3 095 050
23	Immobilisations en cours	20 410 000		20 410 000
040	Opérations d'ordre de transferts entre sections		2 539 200	2 539 200
041	Opérations patrimoniales		1 500 000	1 500 000
Total		29 820 550	4 039 200	33 859 750

INVESTISSEMENT - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
13	Subventions investissement	862 700		862 700
16	Emprunts et dettes assimilées	11 560 634		11 560 634
23	Immobilisations en cours	1 850 000		1 850 000
27	Autres immobilisations financières	1 500 000		1 500 000
021	Virement de la section d'exploitation		8 458 616	8 458 616
040	Opérations d'ordre de transferts entre sections		8 127 800	8 127 800
041	Opérations patrimoniales		1 500 000	1 500 000
Total		15 773 334	18 086 416	33 859 750

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le Budget Primitif 2015 du Service d'Assainissement par chapitre budgétaire en section d'exploitation et en section d'investissement, conformément à la nomenclature M49,
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

BUDGET ANNEXE DU SERVICE D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

- Section d'exploitation :	46 505 euros
- Section d'investissement :	1 590 euros
Total	48 095 euros

La répartition par chapitre de ce budget est la suivante :

EXPLOITATION - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
011	Charges à caractère général	6 915		6 915
65	Autres charges de gestion courante	37 000		37 000
67	Charges exceptionnelles	1 000		1 000
042	Opérations d'ordre de transferts entre sections		1 590	1 590
Total		44 915	1 590	46 505

EXPLOITATION - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
70	Ventes de produits	39 005		39 005
74	Subventions d'exploitation	7 500		7 500
Total		46 505	0	46 505

INVESTISSEMENT - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
21	Immobilisations corporelles	1 590		1 590
Total		1 590	0	1 590

INVESTISSEMENT - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
040	Opérations d'ordre de transferts entre sections		1 590	1 590
Total		0	1 590	1 590

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le Budget Primitif 2015 du Service d'Assainissement Non Collectif par chapitre budgétaire en section d'exploitation et en section d'investissement, conformément à la nomenclature M49,
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

BUDGET ANNEXE DE L'EAU BRUTE

- Section d'exploitation :	240 700 euros
- Section d'investissement :	230 700 euros
Total	471 400 euros

La répartition par chapitre de ce budget est la suivante :

EXPLOITATION - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
011	Charges à caractère général	146 800		146 800
65	Autres charges de gestion courante	28 400		28 400
66	Charges financières	0		0
67	Charges exceptionnelles	2 000		2 000
023	Virement à la section d'investissement		42 100	42 100
042	Opérations d'ordre de transferts entre sections		21 400	21 400
Total		177 200	63 500	240 700

EXPLOITATION - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
70	Ventes de produits	220 000		220 000
042	Opérations d'ordre de transferts entre sections		20 700	20 700
Total		220 000	20 700	240 700

INVESTISSEMENT - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
21	Immobilisations corporelles	10 000		10 000
23	Immobilisation en cours	200 000		200 000
040	Opérations d'ordre de transferts entre sections		20 700	20 700
Total		210 000	20 700	230 700

INVESTISSEMENT - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
16	Emprunts et dettes assimilées	167 200		167 200
021	Virement de la section d'exploitation		42 100	42 100
040	Opérations d'ordre de transferts entre sections		21 400	21 400
Total		167 200	63 500	230 700

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le Budget Primitif 2015 de l'Eau Brute par chapitre budgétaire en section d'exploitation, et en section d'investissement conformément à la nomenclature M49,
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

BUDGET ANNEXE DE L'EAU POTABLE

- Section d'exploitation : **11 560 700 euros**

- Section d'investissement : **10 123 390 euros**

Total 21 684 090 euros

La répartition par chapitre de ce budget est la suivante :

EXPLOITATION - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
011	Charges à caractère général	3 969 975		3 969 975
012	Charges de personnel et frais assimilés	651 082		651 082
65	Autres charges de gestion courante	32 000		32 000
66	Charges financières	134 000		134 000
67	Charges exceptionnelles	5 000		5 000
023	Virement à la section d'investissement		4 704 543	4 704 543
042	Opérations d'ordre de transferts entre sections		2 064 100	2 064 100
Total		4 792 057	6 768 643	11 560 700

EXPLOITATION - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
013	Atténuation de charges	89 500		89 500
70	Ventes de produits	11 010 100		11 010 100
74	Subventions d'exploitation	32 000		32 000
75	Autres produits de gestion courante	298 000		298 000
042	Opérations d'ordre de transferts entre sections		131 100	131 100
Total		11 429 600	131 100	11 560 700

INVESTISSEMENT - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
13	Subventions d'investissement	988 900		988 900
16	Emprunts et dettes assimilées	490 000		490 000
20	Immobilisations incorporelles	171 000		171 000
21	Immobilisations corporelles	1 502 890		1 502 890
23	Immobilisations en cours	6 561 500		6 561 500
040	Opérations d'ordre de transferts entre sections		131 100	131 100
041	Opérations patrimoniales		278 000	278 000
Total		9 714 290	409 100	10 123 390

INVESTISSEMENT - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
13	Subventions investissement	996 900		996 900
16	Emprunts et dettes assimilées	1 801 847		1 801 847
27	Autres immobilisations financières	278 000		278 000
021	Virement de la section d'exploitation		4 704 543	4 704 543
040	Opérations d'ordre de transferts entre sections		2 064 100	2 064 100
041	Opérations patrimoniales		278 000	278 000
Total		3 076 747	7 046 643	10 123 390

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le Budget Primitif 2015 de l'Eau Potable par chapitre budgétaire en section d'exploitation et en section d'investissement, conformément à la nomenclature M49,
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

BUDGET ANNEXE DES TRANSPORTS

- Section d'exploitation :	120 285 400 euros
- Section d'investissement :	110 990 000 euros
Total	231 275 400 euros

La répartition par chapitre de ce budget est la suivante :

EXPLOITATION - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
011	Charges à caractère général	416 700		416 700
012	Charges de personnel et frais assimilés	523 338		523 338
014	Atténuations de produits	1 230 000		1 230 000
65	Autres charges de gestion courante	69 698 390		69 698 390
66	Charges financières	17 300 000		17 300 000
67	Charges exceptionnelles	0		0
023	Virement à la section d'investissement		14 755 972	14 755 972
042	Opérations d'ordre de transferts entre sections		16 361 000	16 361 000
Total		89 168 428	31 116 972	120 285 400

EXPLOITATION - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
70	Ventes de produits	40 000		40 000
73	Produits issus de la fiscalité	82 500 000		82 500 000
74	Subventions d'exploitation	32 095 000		32 095 000
75	Autres produits de gestion courante	1 057 400		1 057 400
77	Produits exceptionnels	1 000		1 000
042	Opérations d'ordre de transferts entre sections		4 592 000	4 592 000
Total		115 693 400	4 592 000	120 285 400

INVESTISSEMENT - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
13	Subventions d'investissement			0
16	Emprunts et dettes assimilées	26 500 000		26 500 000
20	Immobilisations incorporelles	623 000		623 000
21	Immobilisations corporelles	5 050 000		5 050 000
23	Immobilisations en cours	37 785 000		37 785 000
040	Opérations d'ordre de transferts entre sections		4 592 000	4 592 000
041	Opérations patrimoniales		36 440 000	36 440 000
Total		69 958 000	41 032 000	110 990 000

INVESTISSEMENT - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
13	Subventions investissement	13 624 000		13 624 000
16	Emprunts et dettes assimilées	28 969 028		28 969 028
27	Autres immobilisations financières	840 000		840 000
021	Virement de la section d'exploitation		14 755 972	14 755 972
040	Opérations d'ordre de transferts entre sections		16 361 000	16 361 000
041	Opérations patrimoniales		36 440 000	36 440 000
Total		43 433 028	67 556 972	110 990 000

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le Budget Primitif 2015 du budget annexe des transports par chapitre budgétaire en section d'exploitation et en section d'investissement, conformément à la nomenclature M43,
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (quatre abstentions et deux votes contre).

Se sont abstenus : Mme Perla DANAN, M. Jacques DOMERGUE, M. Gérard LANNELONGUE, M. Hervé MARTIN.

Ont voté contre : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET

AFFAIRE N°7 : FINANCES – AFFECTATION DES SUBVENTIONS - BUDGET PRIMITIF 2015 - ADOPTION

M. M. LEVITA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux finances, rapporte :

Dans le cadre du Budget Primitif 2015 et pour soutenir l'action des différentes structures œuvrant dans les domaines de compétences de Montpellier Méditerranée Métropole, il est proposé l'affectation des subventions de fonctionnement telles que décrites dans le tableau ci-dessous :

Ces montants intègrent les sommes affectées en décembre 2014 avant le vote du budget primitif (délibération n°12695).

Article	Nom de l'organisme bénéficiaire	Montant de la subvention
6574	ASSOCIATION DES ACCIDENTES DE LA VIE - FNATH	1 500
6574	ASSOCIATION MONTPELLIER HERAULT POUR LE DEPISTAGE DU CANCER DU SEIN (AMHDCS)	15 000
6574	COMITE D'ACTION SOCIALE, SPORTIVE ET CULTURELLE (CASSC)	451 250
6574	AMICALE DES RETRAITES DE L'AGGLOMERATION	2 000
6574	AGENCE LOCALE DE L'ENERGIE (ALE)	45 000
930	TOTAL SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT SERVICES GENERAUX	514 750
6574	SOCIETE PROTECTRICE DES ANIMAUX (SPA)	75 000

931	TOTAL SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT SECURITE	75 000
6574	MONTPELLIER HERAULT SPORT CLUB (FOOTBALL) CENTRE DE FORMATION (SASP)	1 267 500
6574	ASSOCIATION MONTPELLIER HERAULT SPORT CLUB	300 000
6574	MONTPELLIER LATTES AGGLOMERATION BASKET	900 000
6574	MONTPELLIER AGGLOMERATION HANDBALL (MAHB)	1 136 756
6574	ASSOCIATION MONTPELLIER HANDBALL (MHB)	630 000
6574	MONTPELLIER VOLLEY UNIVERSITE CLUB	475 000
6574	MONTPELLIER RUGBY CLUB (SASP)	964 340
6574	MONTPELLIER RUGBY CLUB (MRC)	1 335 000
6574	MONTPELLIER CASTELNAU BASEBALL	28 500
6574	MONTPELLIER AGGLOMERATION CANOË KAYAK-UC	60 000

Article	Nom de l'organisme bénéficiaire	Montant de la subvention
6574	MONTPELLIER GRS	100 000
6574	ECHECS CLUB DE MONTPELLIER	15 000
6574	MONTPELLIER WATER-POLO	350 000
6574	MONTPELLIER AGGLO. NATATION UC (MANUC)	256 500
6574	MONTPELLIER AGGLOMERATION PATINAGE	110 000
6574	MONTPELLIER AGGLOMERATION HOCKEY CLUB (MAHC)	163 000
6574	MONTPELLIER AGGLOMERATION TRIATHLON	30 000
6574	MONTPELLIER ASPTT TENNIS	20 000
6574	COMITE DEPARTEMENTAL OLYMPIQUE ET SPORTIF DE L'HERAULT (CDOS)	7 000
6574	COMITIE REGIONAL OLYMPIQUE ET SPORTIF (CROS)	7 000
6574	MONTPELLIER AGGLOMERATION BEACH VOLLEY	25 000
6574	AQUALOVE SAUVETAGE	10 000
6574	MONTPELLIER AGGLOMERATION TAEKWONDO	20 000
6574	MONTPELLIER NAT'SYNCHRO	10 000

6574	ASA HERAULT CRITERIUM DES CEVENNES	20 000
6574	FISE MONTPELLIER	300 000
6574	BALLE AU TAMBOURIN	23 000
6574	BLUE FOX - CLUB DES SUPPORTERS MONTPELLIER AGGLOMERATION HANDBALL (MAHB)	5 000
6574	COMITE DEPARTEMENTAL DE TENNIS DE L'HERAULT	50 000
6574	FONDS SPECIAL SPORTS	50 000
6574	VOLLEY BEACH MASTERS	10 000
6574	KITE & WIND SURF MAGUELONE	30 000
6574	FEDERATION FRANCAISE DE BASKET BALL	250 000
6574	FEDERATION FRANCAISE DE GYMNASTIQUE	150 000
6574	TROPHEE TAURIN METROPOLE	100 000
6574	JUMPING MONTPELLIER GRAMMONT	20 000
6574	APPEL A PROJET ANIMATIONS ET ACTIONS SOCIALES	20 000
6574	ORGANISATION CHAMPIONNAT DU MONDE DE HANDBALL	50 000
6574	MONTPELLIER XIII	10 000

Article	Nom de l'organisme bénéficiaire	Montant de la subvention
657382	CENTRE NATIONAL DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE (CNRS) FOUILLES DU CASTELLAS - MURVIEL LES MONTPELLIER	55 000
657382	CENTRE NATIONAL DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE (CNRS) FOUILLES ARCHEOLOGIQUES LATTARA	25 000
6574	OPERA ET ORCHESTRE NATIONAL DE MONTPELLIER LANGUEDOC ROUSSILLON	13 000 000
6574	FESTIVAL RADIO FRANCE ET DE MONTPELLIER LANGUEDOC ROUSSILLON	394 000
6574	MONTPELLIER DANSE	1 538 050
6574	THEATRE DES TREIZE VENTS - CENTRE DRAMATIQUE NATIONAL	663 212
6574	FESTIVAL INTERNATIONAL DU CINEMA MEDITERRANEEN DE MONTPELLIER (CINEMED)	410 000
6574	STAND'ART - VICTOIRE 2	166 250
6574	ALDEBARAN	9 500
6574	ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES DU CONSERVATOIRE A RAYONNEMENT REGIONAL (APEC)	800
6574	LES AMIS DU MUSEE FABRE	4 000

6574	THEATRE THALERS LA RAMPE THEATRE INTERREGIONAL OCCITAN (TIO)	40 000
6574	ART MIXTE	4 750
6574	THEATRE JACQUES COEUR - LATTES	45 000
6574	LA BARONNIE DE CARAVETES	2 000
6574	CLUB DE LA PRESSE	10 000
6574	ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ART DRAMATIQUE (ENSAD)	161 500
6574	MAISON DE LA POESIE	2 000
6574	ATTITUDE	30 000
6574	CULTURE ET SPORT SOLIDAIRES 34	10 000
6574	CHRETIENS ET CULTURES	7 600
6574	JETEZ L'ENCRE	2 000
6574	LES ECRIVAINS MEDITERRANEENS	1 000
6574	LE REVEIL COURNONTERRALAIS	1 000
6574	RESEAU EN SCENE LANGUEDOC ROUSSILLON	15 000
6574	LES AMIS DU FESTIVAL DE MAGUELONE	10 000
6574	UNIVERSITE DU TIERS TEMPS	3 000
6574	CLAQUETTES EN VOGUE	1 000
6574	ASSOCIATION CULTURELLE DES BERBERES DE KABYLIE (ACBK)	5 000
6574	ENSEMBLE VOCAL DE MONTPELLIER	1 000
6574	MISSION BANDE DESSINEE EN LANGUEDOC ROUSSILLON	5 000
933	TOTAL SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT CULTURE, JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS	25 931 258

Article	Nom de l'organisme bénéficiaire	Montant de la subvention
65733	CONTRAT TERRITORIAL – ENQUÊTE MENAGES DEPLACEMENTS -CONSEIL GENERAL DE L'HERAULT (CG34)	122 930
6574	AIR LR	45 003
6574	SYSTEMES D'INFORMATIONS GEOGRAPHIQUES EN LANGUEDOC ROUSSILLON (SIG LR)	10 000
6574	MAISON DE L'ARCHITECTURE LR (Ma'LR)	2 000
6574	ATELIER PERMANENT D'INITIATION A L'ENVIRONNEMENT URBAIN (APIEU)	8 950
6574	AGENCE LOCALE DE L'ENERGIE (ALE)	25 000
6574	ARCHITECTURE ET MAÎTRE D'OUVRAGE (AMO)	5 000
6574	UNIVERSITE MONTPELLIER III (UM3)	1 000
6574	SOUTIEN AUX ASSOCIATIONS ACTEURS DU LOGEMENT	24 500

6574	URO HABITAT	8 000
657381	GROUPEMENT D'INTERÊT PUBLIC DEVELOPPEMENT SOCIAL ET URBAIN (GIP-DSU)	196 023
6574	SOUTIEN AUX ASSOCIATIONS - CUCS 2015	50 000
6574	GAMMES	10 000
935	TOTAL SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT AMENAGEMENT DES TERRITOIRES ET HABITAT	508 406
6574	INSTITUT DE L'AUDIOVISUEL ET DES TELECOMMUNICATIONS EN EUROPE (IDATE) DIGIWORLD SUMMIT (DGWS)	22 500
6574	MANIFESTATIONS CORUM	70 000
6574	CENTRE DE COOPERATION INTERNATIONALE EN RECHERCHE AGRONOMIQUE POUR LE DEVELOPPEMENT (CIRAD)	5 000
6574	CONGRES - EFFICACITE DES INTERVENTIONS NON MEDICAMENTEUSE - ASSOCIATION CONGRES EPSYLON (ACE)	1 500
6574	COLLOQUE INTERNATIONAL EUROFILLERS POLYMER BLENDS - ECOLE DES MINES D'ALES	3 000
6574	CONGRES INTERNATIONAL ITM - CENTRE NATIONAL DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE (CNRS) RHONE AUVERGNE (LaMP UMR6016)	1 500
6574	AGROPOLIS INTERNATIONAL CONGRES INTERNATIONAL ET EUROPEEN POUR LA CONSERVATION DE LA BIODIVERSITE (ICCB-ECCB)	10 000
6574	CONGRES INTERNATIONAL DE LA VIROLOGIE VETERINAIRE - CENTRE DE COOPERATION INTERNATIONALE EN RECHERCHE AGRONOMIQUE POUR LE DEVELOPPEMENT (CIRAD) BIOS	4 000
6574	CONGRES AGRO 2015 - AGROPOLIS INTERNATIONAL INTERNATIONAL SYMPOSIUM FOR FARMING SYSTEMS DESIGN	5 000
6574	JOURNEES DE LA FEDERATION FRANCAISE D'ETUDE DE LA REPRODUCTION - ASSOCIATION MONTPELLIERAINE POUR LA RECHERCHE EN OBSTETRIQUE GYNECOLOGIQUE (AMROG)	5 000
6574	JOURNEES FRANCAISES DE L'EPILEPSIE - LIGUE FRANCAISE CONTRE L'EPILEPSIE (LFCE)	5 000
6574	ASSISES NATIONALES DES PECHEES DE LOISIR EN MER ET DE LA PLAISANCE - FEDERATION NATIONALE DES PECHEURS PLAISANCIERS ET SPORTIFS DE FRANCE (FNPPSF)	15 000
6574	JOURNEES DE THERAPIE PSYCHOMOTRICE - SYNDICAT NATIONAL D'UNION DES PSYCHOMOTRICIENS (SNUP)	5 000
6574	JOURNEES RESEAUX DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR DE LA RECHERCHE - GIP RENATER	20 000
6574	CONGRES LES MANAGERIALES 2015 - ASSOCIATION DE L'ACADEMIE DE MANAGEMENT ET DE MARKETING EUROPEENS (AMME)	1 000
6574	SEMINAIRE EAU DE L'ECOLE D'INGENIEURS POLYTECH - ECOLE POLYTECHNIQUE UNIVERSITAIRE DE MONTPELLIER UNIVERSITE DE MONTPELLIER II (UM2)	1 000
6574	CONGRES DE LA FEDERATION NATIONALE DES SYNDICATS D'INTERNES EN PHARMACIE ET EN BIOLOGIE MEDICALE - ASSOCIATION DES INTERNES EN PHARMACIE DE MONTPELLIER NIMES (AIPMN)	1 500
6574	JOURNEES NATIONALES JURISUP 2015 - SARL CORALYS	1 500
6574	FORUM REGIONAL DU CONCOURS « FAITES DE LA SCIENCE » UNIVERSITE MONTPELLIER - IUT MONTPELLIER SETE	1 000
Article	Nom de l'organisme bénéficiaire	Montant de la subvention

6574	CONFERENCE FRANCOPHONE D'EPIDEMIOLOGIE CLINIQUE - INSTITUT REGIONAL DU CANCER DE MONTPELLIER (ICM)	1 000
6574	COLLOQUE « LE PATRIMOINE DE LA PERSONNE PHYSIQUE A L'EPREUVE DES PROCEDURES COLLECTIVES » - FEDERATION NATIONALE POUR LE DROIT DE L'ENTREPRISE	1 500
6574	CONGRES INTERNATIONAL DE LA SOCIETE DE SOCIOLOGIE DU SPORT DE LANGUE FRANCAISE – ASSOCIATION CORPS ET CULTURE	1 000
6574	CONGRES ANNUEL DE L'ASSOCIATION D' HISTOTECHNOLOGIE ASSOCIATION FRANCAISE D'HISTOTECHNOLOGIE (AFH)	1 000
6574	CONGRES DE L'ASSOCIATION DES CHIRURGIENS DE LA FACE ASSOCIATION FRANCAISE DES CHIRURGIENS DE LA FACE (AFCF)	1 000
6574	CONGRES INTERNATIONAL SUR LES ANTHOCYANES - INSTITUT NATIONAL DE LA RECHERCHE AGRONOMIQUE (INRA)	1 000
6574	SALON DE L'ECOLOGIE - ASSOCIATION DU SALON DES METIERS ET DES PROFESSIONNELS DE L'ECOLOGIE (ASMPE)	1 500
6574	DAVOS DES PME 2015 - ASSOCIATION DES ANCIENS ELEVES DE L'INSTITUT D'ADMINISTRATION DES ENTREPRISES DE MONTPELLIER	1 000
6574	COLLOQUES MALADIES RARES - EUROBIOMED	20 000
6574	UNION SOCIALE POUR L'HABITAT (USH)	45 000
6574	URO HABITAT	15 000
6574	PROSPECTION SECTORIELLE A L'IMPLANTATION D'ENTREPRISES INTERNATIONALES	36 000
6574	MAISON INTERNATIONALE	20 000
6574	VIN EN CHINE AVEC EUPIC	60 000
6574	FONDATION ENTREPRENDRE	10 000
6574	COMMUNAUTE D'UNIVERSITES ET ETABLISSEMENTS (COMUE)	38 300
6574	ETABLISSEMENT DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	100 000
6574	PARTENARIAT ACTEURS ECO	30 000
6574	AGROPOLIS	38 113
6574	PARTENARIAT POLITIQUE AGRO	30 000
6574	OFFICE DE TOURISME	100 000
6574	UNIVERSITE DE MONTPELLIER (UM1) - LABEX ENTREPRENDRE	7 500
6574	PARTENARIAT LEADER	5 000
6574	FABLAB	5 000
6574	SOUTIEN MANIFESTATION MONTPELLIER METROPOLE NUMERIQUE	15 000
6574	KYOMED (EX CENTRE DE RECHERCHE ET D'INNOVATION INDUSTRIELLE - CR2I)	66 500
6574	SOUTIEN MANIFESTATION MONTPELLIER CAPITALE SANTE	15 000
6574	POLE EUROBIOMED	20 000
6574	TRANSFERTS LR	20 000
6574	CHANTIERS INSERTION	90 000

6574	MISSION LOCALE DES JEUNES DE L'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER (MLJAM)	416 490
6574	ETUDE INGENIERIE - INSERTION ECONOMIQUE	30 000
6574	MISSION LOCALE DES JEUNES DE L'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER (MLJAM)	17 000
Article	Nom de l'organisme bénéficiaire	Montant de la subvention
6574	CREALEAD	30 000
6574	MISSION LOCALE DES JEUNES DE L'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER (MLJAM) - CELLULE AMO	11 265
6574	AIRDIE	50 000
6574	SOUTIEN A LA CREATION	30 000
6574	ASSOCIATION EURO MEDITERRANEENNE POUR LE TRAVAIL ET L'ECHANGE (AETE) ANTENNE EST OUEST	10 000
6574	ASSOCIATION EURO MEDITERRANEENNE POUR LE TRAVAIL ET L'ECHANGE (AETE) ANTENNE MOSSON	10 500
6574	BGE MONTPELLIER - AEDE	14 500
6574	UNION REGIONALE DES SOCIETES COOPERATIVES (URSCOOP)	20 000
6574	COMIDER MARKETON	2 000
6574	CAP EMPLOI HANDIJOB	6 000
6574	PLEIADES EMPLOI SERVICE (PES34)	15 000
6574	CONTRAT DE VILLE	45 000
6574	CREER - MAISON DES CHOMEURS	5 000
6574	UNICITES	20 000
6574	ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE (ESS)	150 000
6574	UNION PROFESSIONNELLE ARTISANALE (UPA)	10 000
6574	LES RESTAURANTS DU CŒUR	100 000
6574	UNION NATIONALE DES SYNDICATS AUTONOMES (UNSA)	50 000
936	TOTAL SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT ACTION ECONOMIQUE	2 016 668
6574	CONSOMMATION, LOGEMENT ET CADRE DE VIE (CLCV)	3 700
6574	MESSAGER DU TRI ET DE LA PREVENTION – AMENAGEMENT ET CONSTRUCTION DE MONTPELLIER (ACM)	25 000
6574	CENTRE REGIONAL DES ŒUVRES UNIVERSITAIRES ET SCOLAIRES (?CROUS)	10 000
6574	ATELIER PERMANENT D'INITIATION A L'ENVIRONNEMENT URBAIN (APIEU)	7 000
937	TOTAL SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT ENVIRONNEMENT	45 700
657382	SYNDICAT MIXTE DES TRANSPORTS EN COMMUN DE L'HERAULT (SMTCH)	9 883 000
938	TOTAL SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT TRANSPORTS	9 883 000

En outre, il est proposé d'affecter les subventions d'équipement suivant le tableau ci-dessous :

Article	Nom de l'organisme bénéficiaire	Montant de la subvention
20421	ECOLE SUPERIEURE DES BEAUX ARTS DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE (ESBAMA)	40 000
903	TOTAL SUBVENTION D'INVESTISSEMENT CULTURE, JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS	40 000
2041712	POLE MULTIMODAL SAINT ROCH - SNCF GARES ET CONNEXIONS	710 000
204183	ETUDE DEVIATION RN 113 - DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AMENAGEMENT ET DU LOGEMENT (DREAL)	167 000
2041723	RESEAU FERRE DE FRANCE (RFF) SOLDE CONVENTION N°2 LIGNE NOUVELLE MONTPELLIER PERPIGNAN (LNMP)	47 000
2041723	RESEAU FERRE DE FRANCE (RFF) LIGNE NOUVELLE MONTPELLIER PERPIGNAN (LNMP)	125 000
2041723	RESEAU FERRE DE FRANCE (RFF) CONTOURNEMENT NIMES MONTPELLIER - ACCORD CADRE	16 000 000
20423	DEPLACEMENT DE L'A9 - AUTOROUTES DU SUD DE LA FRANCE (ASF)	720 000
2041422	POLE D'ECHANGE MULTIMODAL - CONSEIL REGIONAL LANGUEDOC ROUSSILLON	260 000
204132	POLE D'ECHANGE MULTIMODAL - CONSEIL GENERAL DE L'HERAULT	60 000
2041412	POLE D'ECHANGE MULTIMODAL OUVRAGE HYDRAULIQUE - COMMUNE DE BAILLARGUES	311 000
204181	POLE D'ECHANGE MULTIMODAL - RESEAU FERRE DE FRANCE (RFF)	187 000
2041411	RESEAU NATURA 2000	1 000
2041411	ETUDE PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU)	33 000
2041411	PLAN LOCAL DE DEPLACEMENT (PLD) - SAINT JEAN DE VEDAS	7 398
2041411	PLAN LOCAL DE DEPLACEMENT (PLD)	12 500
2041411	ETUDES THEMATIQUES URBANISME	50 000
20421	CONSERVATOIRE D'ESPACES NATURELS LANGUEDOC ROUSSILLON (CEN LR) PLAN DE GESTION DES SALINES	10 000
2041411	INGENIERIE - OPAH CEVENNES	13 000
2041411	INGENIERIE - OPAH RU GFNE	15 000
2041411	INGENIERIE - OPAH RU SGLSC	15 000
2041411	INGENIERIE - PDS LE PETIT BARD	44 000
204182	AIDES AUX LOGEMENTS - FONDS PROPRES - PARC PUBLIC : OPH	2 500 000

204182	AIDES AUX LOGEMENTS - CREDITS DELEGUES OPERATEURS PUBLICS	2 000 000
204182	AIDES AUX LOGEMENTS - CREDITS DELEGUES OPERATEURS PRIVES	2 000 000
20422	AIDES AUX LOGEMENTS - FONDS PROPRES PARC PUBLIC - OPERATEURS PRIVES	1 000 000
20422	AIDES AUX LOGEMENTS - FONDS PROPRES PARC PRIVE - OPAH RU / TRAVAUX PIG	500 000
20422	AIDES AUX LOGEMENTS - CREDITS DELEGUES PERSONNES DE DROIT PRIVE - ANAH	3 000 000
204182	PLAN DE RENOVATION URBAINE ETABLISSEMENTS PUBLICS - VILLE, ACM	300 000
20422	PLAN DE RENOVATION URBAINE ETABLISSEMENTS PRIVES	300 000
2041412	MURVIEL LES MONTPELLIER - CATASTROPHE NATURELLE	3 490
905	TOTAL SUBVENTION D'INVESTISSEMENT AMENAGEMENT DES TERRITOIRES ET HABITAT	30 391 388
20421	AIDES A L'IMPLANTATION D'ENTREPRISES - MINIMIS	140 000
20421	AUTRES AIDES ENTREPRISE COMPUTACENTER	250 000
20421	POLE OPTITEC	15 000
20421	POLE EUROBIOMED	40 000
20421	POLE QUALIMED	30 000
20421	POLE EAU	40 000
20421	POLE DERBI	30 000
20421	CHAMBRE DES METIERS DE L'ARTISANAT (CMA)	20 000
20421	PARTENARIAT UNIVERSITES, LABORATOIRES	20 000
20421	CLUSTER NUMERIQUE	45 000
204181	ENFOUISSEMENT LIGNES HAUTE TENSION - RESEAU DES TRANSPORTS D'ELECTRICITE (RTE)	273 000
20421	SOCIETE D'ACCELERATION DU TRANSFERT DE TECHNOLOGIES (SATT)	200 000
906	TOTAL SUBVENTION D'INVESTISSEMENT ACTION ECONOMIQUE	1 103 000
2041531 2	REHABILITATION DECHARGES COMMUNALES - FONDS DE CONCOURS - SAINT GEORGES D'ORQUES	24 000
20421	AIDE A L'ACHAT DE LOMBRICOMPOSTEURS	3 000
204182	BAS RHONE LANGUEDOC (BRL) AQUA DOMITIA - MAILLON VAL D'HERAULT	1 400 000
204182	BAS RHONE LANGUEDOC (BRL) OPERATION NORD GARDIOLE	116 250
907	TOTAL SUBVENTION D'INVESTISSEMENT ENVIRONNEMENT	1 543 250

Budget annexe transport :

Article	Nom de l'organisme bénéficiaire	Montant de la subvention
6574	GROUPEMENT POUR L'INSERTION DES PERSONNES HANDICAPEES PHYSIQUES (GIHP)	1 200 000
6574	COMITE DE LIAISON DES ASSOCIATIONS DE PERSONNES HANDICAPEES	10 000
6574	VIEUX BICLOU	4 000
6574	AMICALE DES RETRAITES TaM	1 220
	TOTAL SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT BUDGET ANNEXE TRANSPORTS	1 215 220

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider de l'octroi des subventions de fonctionnement et des subventions d'équipement, telles que décrites dans les tableaux ci-dessus,
- dire que les subventions seront versées sous réserve de la signature d'une convention d'attribution à intervenir avec les structures bénéficiaires,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Ne prennent pas part au débat et ne participent pas au vote :

Concernant les subventions de fonctionnement :

- Services généraux : I TOUZARD, C MEUNIER, P BONNAL, R BUONO, JL COUSQUER, R REVOL, V PEREZ, P MIRALLES, E LLORET, R REVOL, I GIANIEL, Y PELLET, G BALAZUN, JL MEISSONNIER, T BREYSSE, J GALABRUN BOULBES, A MOYNIER, JL SAVY, G CASTRE, J RAYMOND.
- Culture, jeunesse, sports et loisirs : B TRAVIER, J L COUSQUER, C COUR, G BARRAL, C LEVY RAMEAU, I MARSALLA, M BODKIN, R BUONO, JL SAVY, J GALABRUN-BOULBES, R CAIZERGUES, P MIRALLES, C DARDE.
- Aménagement des territoires et habitat : S JANNIN, I TOUZARD, C MEUNIER, I GIANIEL, N SEGURA, P SAUREL, C DARDE, C LEVY RAMEAU, R COTTE, R REVOL, A YAGUE, P KRZYZANSKI, S BOUALLAGA.
- Action économique : C MARION, P SAUREL, J DOMERGUE, E PENSO, M LEVITA, JL COUSQUER, I TOUZARD, C MEUNIER, G PASTOR, I GUIRAUD, P MIRALLES, C DARDE, JP RICO, C MARION
- Environnement : B TRAVIER, G CASTRE, P MIRALLES, R COTTE, C LEVY RAMEAU, JL SAVY
- Transports : I GIANIEL, L JAOL, A EL KANDOUSSI, JL MEISSONNIER, S JANNIN, P BONNAL, C DONADA, JF AUDRIN, A MOYNIER, JM LUSSERT, JP GRAND, N SEGURA.

Concernant les subventions d'investissement :

- Culture, jeunesse, sports et loisirs : I MARSALA, I TOUZARD, J GALABRUN-BOULBES, T BREYSSE, B TRAVIER, G BARRAL, R CAIZERGUES, C HART.
- Action économique : C MARION, M LEVITA, C MEUNIER, T DEWINTRE.

Concernant les subventions de fonctionnement relatif aux transports : P MIRALLES, C DARDE.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (2 abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°8 : FINANCES – ORGANISME EXTÉRIEUR - ASSOCIATION DES COMMUNAUTÉS URBAINES DE FRANCE (ACUF) - ADHÉSION 2015 - APPROBATION

M. M. LEVITA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux finances, rapporte :
Montpellier Méditerranée Métropole s'inscrit dans une logique permanente et continue de développement de partenariat dans l'action et l'organisation territoriale.

Pour cela, elle souhaite adhérer à l'Association des Communautés Urbaines de France (ACUF) créée en 1985 sous l'appellation d'Association des Présidents des Communautés Urbaines, qui regroupe aujourd'hui les communautés urbaines et métropoles de France. Elle dispose d'un site d'échange, de rencontre et de coordination localisé à Paris.

L'ACUF a pour missions principales de contribuer à confronter les expériences propres aux communautés urbaines et métropoles en les positionnant comme acteurs incontournables de l'organisation des territoires et ainsi être leur porte-parole.

De ce fait, l'association, par l'adoption de résolutions, prend souvent position sur les grands dossiers tels que les politiques contractuelles, le financement des transports en commun, la fiscalité locale, les évolutions institutionnelles ou les transferts de compétences.

Elle s'appuie sur les réflexions de groupes de travail thématiques autour de sujets tels que les finances, les ressources humaines, l'habitat, la communication, l'organisation institutionnelle, les achats publics, le développement durable, les systèmes d'information, l'urbanisme et l'aménagement.

Son fonctionnement s'articule autour d'un conseil d'administration qui est chargé de régler les affaires courantes et d'une assemblée générale qui délibère sur les propositions réalisées par les membres de l'association.

Il est donc proposé au Conseil d'adhérer à cette association et de payer à ce titre une cotisation pour l'exercice 2015 qui s'élève à 43 430,90 euros ; soit 0,10 € par habitant rapporté à la population exacte résultant du dernier recensement, à savoir 434 309 habitants.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'adhésion 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole à l'ACUF pour un montant de 43 430,90 €
- confirmer la désignation de M. Lévit, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, afin de la représenter auprès de ladite association, notamment lors des votes au conseil d'administration et aux assemblées générales,
- dire que les crédits sont prévus au budget 2015, chapitre 930,
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°9 : FINANCES – VOTE EN AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CRÉDITS DE PAIEMENT EN LIEN AVEC LE BUDGET PRIMITIF 2015 - NOUVELLE OPÉRATION - RÉVISION - CLÔTURES - MODIFICATIONS - ADOPTION

M. M. LEVITA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux finances, rapporte :

Dans le cadre de travaux à caractère pluriannuel, et conformément au Code Général des Collectivités Territoriales (article L5217-10-7), Montpellier Méditerranée Métropole a mis en place une gestion par autorisations de programme (AP) et crédits de paiement (CP).

Ces autorisations de programme définissent l'évaluation financière globale du projet et permettent une gestion des dépenses sur plusieurs exercices à travers un échéancier de crédits de paiement représentant la répartition des dépenses prévisionnelles.

Elles constituent la limite supérieure des dépenses qui peuvent être engagées pour le financement des investissements et incluent l'actualisation prévisionnelle des prix.

I. Nouvelle autorisation de programme et crédits de paiement votée dans le cadre du BP 2015.

BUDGET PRINCIPAL

Chapitre 905 Aménagement des territoires et habitat

FONCIER ET AMENAGEMENT OPERATIONNEL

Intitulé du programme	Montant initial de l'AP	Montant révisé de l'AP	Réalisations antérieures	CP 2015	CP 2016	CP 2017
Acquisitions foncières	18 855 000		0	7 454 000	4 063 000	7 338 000

II. Révision du montant d'une autorisation de programme et crédits de paiement votée dans le cadre du BP 2015.

BUDGET PRINCIPAL

Chapitre 906 Action économique

FONCIER ET AMENAGEMENT OPERATIONNEL

Intitulé du programme	Montant initial de l'AP	Montant révisé de l'AP	Réalisations antérieures	CP 2015	CP 2016	CP 2017	CP 2018 et +
Route de la mer travaux	10 000 000	16 500 000	8 421 327	3 000 000	1 000 000	1 000 000	3 078 673

III. Clôtures d'autorisations de programme et crédits de paiement votées dans le cadre du BP 2015.

BUDGET PRINCIPAL

Chapitre 903 Culture, jeunesse, sports et loisirs

SPORTS

Intitulé du programme	Montant initial de l'AP	Montant révisé de l'AP	Réalisations antérieures
Réhabilitation du stade de la Mosson	56 000 000		3 090 533

Chapitre 905 Aménagement des territoires et habitat

FONCIER ET AMENAGEMENT OPERATIONNEL

Intitulé du programme	Montant initial de l'AP	Montant révisé de l'AP	Réalisations antérieures
Acquisitions foncières	32 000 000	54 482 587	54 391 513

Chapitre 907 Environnement

PREVENTION ET GESTION DES DECHETS

Intitulé du programme	Montant initial de l'AP	Montant révisé de l'AP	Réalisations antérieures
Plateforme de Grammont	1 100 000	1 130 262	1 124 197

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la création de l'autorisation de programme relative aux acquisitions foncières,
- approuver la révision du montant de l'autorisation de programme relative aux travaux route de la mer / avenue Georges Frêche,
- approuver la clôture des opérations relatives à la réhabilitation du stade de la Mosson, aux acquisitions foncières et à la réalisation de la plate forme de Grammont,
- retenir comme échéancier des crédits de paiement les tableaux susmentionnés,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux votes contre).

Ont voté contre : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°10 : FINANCES – M57 ET M43 - AMORTISSEMENT - SEUIL ET DURÉE - APPROBATION

M. M. LEVITA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux finances, rapporte :

La délibération 12696 du 18 décembre 2014 met en place un budget annexe relatif aux transports urbains. Vu l'instruction budgétaire et comptable M43, Il est proposé au Conseil d'appliquer un seuil de 1000€ TTC en dessous duquel les immobilisations sont amorties en 1 an et d'amortir les immobilisations supérieures à ce montant selon le tableau suivant :

IMMOBILISATIONS	DUREE
Frais d'étude	5
Frais d'insertion	5
Logiciel	5
Autres immobilisation incorporelles	5
Autres constructions	40
Matériel et outillage industriel	15
Installations complexes spécialisées	40
Installations et outillages techniques	20
Matériel de transport d'exploitation : tramway	40
Matériel de transport d'exploitation : bus	15
Véhicules	10
Matériel informatique et matériel de bureau	5
Mobilier	15
Autres immobilisations corporelles	5

Dans le cadre de la loi MAPTAM du 27 janvier 2014, le Conseil d'Agglomération a acté le principe d'un passage en Métropole à la date du 1er janvier 2015. Ce passage s'est accompagné d'un changement de nomenclature budgétaire et comptable.

L'arrêté du 29 décembre 2014 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M. 57 applicable aux collectivités territoriales uniques, aux métropoles et à leurs établissements publics administratifs et l'ordonnance n°2014-1490 du 11 décembre 2014 indiquent les règles budgétaires, financières, fiscales et comptables applicables aux métropoles.

La M57 prévoit un périmètre d'amortissement élargi. Toutes les immobilisations corporelles et incorporelles

sont amortissables sauf les réseaux et la voirie, les terrains autres que les terrains de gisement et les collections et œuvres d'art.

Il est proposé au Conseil d'appliquer un seuil de 1000€ TTC en dessous duquel les immobilisations sont amorties en 1 an et d'amortir les immobilisations supérieures à ce montant selon le tableau suivant :

IMMOBILISATIONS	DUREE
Frais plan d'urbanisme	5
Frais d'étude	5
Frais d'insertion	5
Subvention d'équipement de bien ou étude	5
Subvention d'équipement de bât. ou installation	15
Subvention d'équipement d'infrastructure d'intérêt national	30
Aide à l'investissement des entreprises	5
Logiciel	5
Autres immobilisations incorporelles	5
Aménagement de terrains	20
Bâtiments administratif	30
Bâtiments culturels et sportifs	30
Equipement cimetière	30
Autres bâtiments publics	30
Immeubles de rapport	30
Installations générales, agencements, aménagent des constructions	20
Autres constructions	30
Bât et installations techniques de collecte et traitement déchets	30
Installations de voirie autre	20
Installation de voirie : jalonnement	10
Réseaux câblés : fibre optique SDAN	20
Autres réseaux câblés	20
Autres réseaux	20
Autre mat et outillage incendie et défense civile	10
Matériel roulant de voirie	20
Autre matériel et outillage de voirie	20
Autre matériel et outillage technique	15
Installations et outillages techniques	20
Bus	15
Equipement véhicules	5
Véhicules	10
Véhicules de collecte	8
Vélos	5
Matériel informatique infrastructure	10
Ordinateurs PC, portables ou tablettes et accessoires	5
Petit matériel informatique autre	3

Périphériques informatiques : scanner, imprimante, traceur...	5
Photocopieurs	7
Mobilier	15
Cheptel	10
Fax - Téléphone	3
Fonds documentaires	5
Instruments de musique	10
Matériel administratif	5
Matériel audio et vidéo, jeux vidéo et appareil photo	5
Matériel de collecte déchet : bacs, colonnes...	7
Matériel électroménager - équipement de cuisine	5
Matériel sportif et pédagogique	5
Matériel technique	5

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la durée d'amortissement des immobilisations du budget principal en M57, et du budget annexe des transports en M43 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°11 : FINANCES – M57 - MOUVEMENTS DE CRÉDITS DE CHAPITRE À CHAPITRE - AUTORISATION

M. M. LEVITA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux finances, rapporte :
 Dans le cadre de la transformation, de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en métropole, il a été décidé d'adopter, dès le 1^{er} janvier 2015, le référentiel budgétaire et comptable applicable aux métropoles (M57). Cette nomenclature retrace en effet les nouvelles compétences exercées et reprend les mécanismes budgétaires et comptables les plus modernes des différentes nomenclatures M14 (communes et EPCI), M52 (départements) et M71 (régions).

A cet égard, l'ordonnance n°2014-1490 du 11 décembre 2014 complétant et précisant les règles budgétaires et comptables applicables aux métropoles, autorise le Conseil de Métropole à déléguer au Président la possibilité de procéder à des virements de crédits de chapitre à chapitre dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chacune des sections, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel.

Dans la mesure où cette disposition apporte de la souplesse à la gestion budgétaire tout en garantissant sa transparence, le Président informant l'assemblée métropolitaine de ces mouvements de crédits lors de sa plus proche séance, il est proposé d'adopter cette disposition.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à procéder à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chacune des sections;
- dire que le Président informera l'assemblée métropolitaine de ces mouvements de crédits lors de sa plus proche séance.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux votes contre).

Ont voté contre : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°12 : FINANCES – FISCALITÉ DIRECTE - TAUX ET PRODUITS 2015 - ADOPTION

M. M. LEVITA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux finances, rapporte :

1 .Taux 2015 des quatre taxes directes locales

Depuis la réforme de taxe professionnelle, la Métropole se prononce sur l'adoption du taux des 4 taxes directes locales : taxe d'habitation, taxe sur le foncier bâti, taxe sur le foncier non bâti et cotisation foncière des entreprises (CFE).

Les autres taxes transférées, cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE), Imposition Forfaitaire sur les Entreprises de Réseaux(IFER) et TAXe sur les Surfaces COMmerciales (TASCOM) se voient appliquer un taux national.

Les bases nettes d'imposition notifiées par la Direction Régionale des Finances Publiques le 13 mars dernier s'établissent comme suit :

- Cotisation Foncière des Entreprises : 152 238 000€,
- Taxe d'Habitation : 662 337 000€,
- Taxe sur le Foncier Bâti : 568 803 000€,
- Taxe sur le Foncier Non Bâti : 2 085 000€.

En appliquant pour 2015 les taux identiques à 2014, soit une évolution de 0%, conformément aux engagements de stabilité de la fiscalité :

- Cotisation Foncière des Entreprises : 36,58%,
- Taxe d'Habitation : 12,08%,
- Taxe sur le Foncier Bâti : 0,167%,
- Taxe sur le Foncier Non Bâti : 5,69%.

Le produit attendu s'élève à :

- Cotisation Foncière des Entreprises : 55 688 660€
- Taxe d'Habitation : 80 010 310€,
- Taxe sur le Foncier Bâti : 949 901€,
- Taxe sur le Foncier Non Bâti : 118 637€.

A titre d'information, la DRFIP a également notifié les montants suivants :

- Allocations compensatrices : 5 204 545€
- Taxe Additionnelle au Foncier Non Bâti : 596 970€
- Impositions Forfaitaires sur les Entreprises de Réseaux : 1 483 158€
- Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises : 29 618 410€
- TAXe sur les Surfaces COMmerciales : 5 638 061€

Par ailleurs, la Métropole est contributrice au Fonds National de Garantie Individuelle des Ressources à hauteur de 18 616 655€.

II Taux 2015 de Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères (TEOM)

Les bases nettes de TEOM notifiées par la DRFIP s'élèvent à 583 618 627€. Le produit attendu à taux constant s'élève à 65 657 096€

III Synthèse des produits prévisionnels pour 2015

Taxes	Bases d'imposition 2015	Taux d'imposition 2015	% d'évolution des taux en 2015	Produit d'imposition 2015 (en euros)
Taxe d'habitation	662 337 000	12,08%	0%	80 010 310
Taxe sur le Foncier Bâti	568 803 000	0,167%	0%	949 901
Taxe sur le Foncier Non Bâti	2 085 000	5,69%	0%	118 637
Cotisation Foncière des Entreprises	152 238 000	36,58%	0%	55 688 000
Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères	583 618 627	11,25%	0%	65 657 096
Total				202 424 603

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- maintenir le taux de Cotisation Foncière des Entreprises à 36,58%,
- maintenir le taux de Taxe d'Habitation à 12,08%,
- maintenir le taux de Taxe sur le Foncier Bâti à 0,167%,
- maintenir le taux de Taxe sur le Foncier Non Bâti à 5,69%,
- maintenir le taux de Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères à 11,25%,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux votes contre).

Ont voté contre : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°13 : HORS COMMISSION – ORGANISMES EXTÉRIEURS - SYNDICAT HÉRAULT ÉNERGIE (SHE) - ELECTION

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Le Syndicat Mixte Hérault Energie regroupe 324 communes et exerce à titre principal la compétence d'autorité organisatrice des missions de service public afférentes au développement et à l'exploitation du réseau de distribution d'électricité et à titre optionnel plusieurs compétences directement liées aux domaines de l'énergie. Vingt-quatre communes de la Communauté d'Agglomération de Montpellier désormais transformée en Métropole adhèrent à ce syndicat.

Montpellier Méditerranée Métropole, en application de l'article L 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose de la compétence concession de distribution d'électricité et représente désormais ces 24 communes membres au sein du syndicat.

Le Comité Syndical du Syndicat Mixte Hérault Energie, lors de sa séance du 5 mars a notamment modifié ses statuts pour prendre en compte cette nouvelle situation et définir un nombre de siège au sein de l'assemblée délibérante, proportionnel à la population des communes adhérentes, membres de Montpellier Méditerranée Métropole qui dispose désormais de 6 délégués titulaires et 6 délégués suppléants.

Il est donc proposé, conformément à l'article 7 des nouveaux statuts du Syndicat Mixte Hérault Energie et de l'article L 5711-1 du Code Général des Collectivités Territoriales de procéder à l'élection de 6 délégués titulaires et 6 délégués suppléants, le choix du conseil de la Métropole pouvant porter sur l'un de ses membres ou tout conseiller municipal d'une commune membre.

La liste (liste n°1) proposée par Monsieur le président est composée comme suit :

Représentants titulaires :

Laurent JAOUL,
Jackie GALABRUN-BOULBES,
Chantal MARION,
Stéphanie JANNIN,
Isabelle GUIRAUD,
Jean-Luc MEISSONNIER.

Représentants suppléants :

Eliane LLORET,
Régine ILLAIRE,
Pierre BONNAL,
Carole DONADA,
Michel TEISSIER, Adjoint au Maire de Cournonterral,
Guillaume BUREL, Conseiller municipal de Clapiers.

Aucune autre liste n'est proposée.

Après approbation des modalités d'organisation du scrutin par l'assemblée, il est procédé à l'élection à bulletin secret.

Présent (émargements) : 89

Votants : 85

Bulletins nuls (bulletins litigieux à déduire art L.65 et L.66 du Code électoral) : 3

Bulletins blancs : 3

Suffrages exprimés : 79

Majorité absolue : 40

La liste 1 est élue à 79 voix.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- procéder à l'élection au scrutin secret de six représentants titulaires et six représentants suppléants de Montpellier Méditerranée Métropole au sein du Comité Syndical d'Hérault Énergie (SHE) et les autoriser à exercer toutes fonctions dans ce cadre,
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à bulletin secret, la liste 1 est élue. Les représentants de Montpellier Méditerranée Métropole élus au sein du Comité Syndical du Syndicat Mixte Hérault Énergie sont :

Représentants titulaires :

Laurent JAOUL,
Jackie GALABRUN-BOULBES,
Chantal MARION,
Stéphanie JANNIN,
Isabelle GUIRAUD,
Jean-Luc MEISSONNIER.

Représentants suppléants :

Eliane LLORET,
Régine ILLAIRE,
Pierre BONNAL,
Carole DONADA,
Michel TEISSIER, Adjoint au Maire de Cournonterral,
Guillaume BUREL, Conseiller municipal de Clapiers.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Métropole prend acte.

AFFAIRE N°14 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – MODIFICATION DE LA CONVENTION TYPE DE FINANCEMENT DES PROJETS DE MATURATION DE LA SATT AXLR - APPROBATION

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

Dans le cadre du Grand Emprunt Investissement d'Avenir, un appel à projets a été lancé en 2010 par l'Agence Nationale de la Recherche pour la création de 10 Sociétés d'Accélération du Transfert de Technologie (SATT) sur le territoire national.

Détenues par des groupements d'établissements et d'organismes de recherche, les SATT ont vocation à accélérer la vente des brevets et technologies issus de la recherche publique vers le secteur privé. Cette « valorisation économique » de la recherche peut se faire soit au travers de la création d'entreprises innovantes soit par le biais de partenariat avec des entreprises existantes pour améliorer leur compétitivité.

Le 1^{er} août 2012, la SATT dénommée AxLR a été créée en Languedoc-Roussillon, avec à ce jour, 11 actionnaires : Caisse des dépôts et Consignation, Centre National de la Recherche Scientifique, Université de Montpellier, Université Paul Valéry, Université de Perpignan Via Domitia, Université de Nîmes, Centre National de la Recherche Scientifique, Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale, Institut National de Recherche en Sciences et Technologies pour l'Environnement et l'Agriculture, Institut de Recherche pour le Développement, Ecole Nationale Supérieure de Chimie de Montpellier, Centre International d'Etudes Supérieures en Sciences Agronomiques.

Elle est dotée d'un fonds de 45 M€ sur 10 ans, au travers du Fonds National de Valorisation (FNV) afin de financer les projets de maturation des établissements de recherche actionnaires en vue d'un transfert technologique vers l'entreprise.

Pour appuyer cette initiative localement, la Région Languedoc-Roussillon, la Direction Régionale de la Recherche et de la Technologie (DRRT) et Montpellier Méditerranée Métropole ont souhaité s'engager sur la mobilisation de financements complémentaires au FNV pour un montant de 5 M€ les 3 premières années avec un investissement de 3 M€ de la Région, 1,5 M€ du FEDER et 0,5 M€ de la métropole de Montpellier. Ces sommes ont vocation à cofinancer les projets d'intérêt régional soutenus par la SATT.

Conformément à la délibération n°4846 du 18 septembre 2002 définissant l'intérêt communautaire concernant les actions d'accompagnement du développement économique et notamment le cofinancement d'opérations menées par les centres de recherche publics à condition qu'elles entraînent directement une forte valorisation économique, le Conseil de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Montpellier Méditerranée Métropole au 1^{er} janvier 2015, a délibéré favorablement en date du 28 juillet 2011 sur une participation financière de 500 000 € sur 3 ans pour abonder le financement des projets de maturation soutenus par la SATT AxLR.

Les projets sont portés par des unités de recherche publiques. Les fonds versés aux projets de maturation accompagnés par la SATT AxLR permettent aux porteurs de projets sélectionnés de fabriquer un prototype, réaliser des tests de faisabilité, les études marketing, etc., aboutissant à la mise sur le marché de produits ou services d'intérêt pour la compétitivité, la création et le développement des entreprises du territoire métropolitain.

A ce jour, chaque projet retenu en comité d'investissement, a fait l'objet d'une convention entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'organisme ou établissement de recherche concerné, détaillant les modalités d'attribution de cette participation. Ainsi, depuis le 19 décembre 2013, huit conventions de financement ont été signées entre Montpellier Méditerranée Métropole et les établissements et organismes de recherche actionnaires de la SATT. Ces conventions intègrent le soutien financier du Fonds Régional de Maturation (FRM) doté de 500 000€ sur 3 ans, en application de la délibération n°10304 du 28 juillet 2011.

Après 18 mois d'expérimentation, si l'apport du FRM est un atout majeur pour le développement des projets en maturation et pour le fonctionnement de la SATT, les modalités de financements demandent une révision. En effet, actuellement les subventions sont directement versées aux établissements auxquels sont rattachées les unités de recherche porteuses du projet.

Ceci a pour conséquence :

- d'une part, de complexifier considérablement le transfert de propriété vers le projet de start-up à terme,
- d'autre part, d'empêcher que les investissements matériels réalisés par les laboratoires, grâce à la subvention de la Métropole, soient valorisés pour d'autres projets de maturation.

Aussi, pour répondre à ces problématiques, il est proposé de modifier les modalités d'attribution des financements de la Métropole en les versants directement à la SATT AxLR.

En vertu de la réglementation établie par l'Union Européenne en matière d'aide aux entreprises, il est en effet possible pour une collectivité ou un établissement public de coopération intercommunal d'attribuer un financement à une entreprise privée dont l'activité, en l'occurrence la maturation, ne constitue pas une activité économique et de ce fait n'est pas soumise aux règles des aides d'Etat.

Afin de contrôler aux plus près les dépenses réalisées dans le cadre des projets de maturation et la juste affectation des fonds publics attribués, la SATT tiendra une comptabilité analytique permettant de vérifier la nature, le montant et la légitimité des dépenses liées au programme subventionné.

Il est donc proposé de modifier la convention-type de financement relative aux modalités de versement de la subvention de Montpellier Méditerranée Métropole à la SATT AxLR pour le financement des projets de maturation ayant vocation à aboutir à la création de start-up.

Par ailleurs, conformément à la loi Maptam du 27 janvier 2014, Montpellier Méditerranée Métropole porte à la connaissance de la SATT son souhait de rentrer au capital de la Société, suivant des modalités qui restent à définir, sous réserve de l'approbation des actionnaires de la SATT conformément à ses statuts. Cette participation ouvrira de droit, pour la Métropole, à un siège au Conseil d'Administration de la SATT.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le modèle type de convention de financement des projets modifié ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire ;
- affirmer la volonté de Montpellier Méditerranée Métropole de rentrer au capital de la société SATT AxLR dans un délai et selon des modalités à définir.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°15 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – SOUTIEN À LA MISE EN PLACE D'UNE FILIÈRE LOCALE DÉDIÉE À L'ÉCO-CONSTRUCTION - AUTORISATION DE SIGNATURE DES CONVENTIONS ET AVENANTS RÉALISÉS ENTRE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ ET L'ÉTAT DANS LE CADRE DU PLAN LOCAL DE REDYNAMISATION DE MONTPELLIER (PLR 2011 - 2014)

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

Par délibération n°10660 en date du 29 février 2012, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Montpellier Méditerranée Métropole au 1^{er} janvier 2015, a approuvé la mise en oeuvre d'un Plan Local de Redynamisation bâti avec l'Etat et la Ville de Montpellier.

Le Plan Local de Redynamisation de Montpellier (PLR) a pour objectif de favoriser la création d'activités économiques et d'emplois en compensation des pertes économiques liées au départ des deux écoles militaires : l'Ecole d'application de l'infanterie (EAI), qui assurait chaque année la formation de plus de 1 500 cadres destinés à servir dans les régiments d'infanterie, et l'Ecole militaire supérieure d'administration et de management (EMSAM), créée en 2001. Le départ des écoles militaires constitue une perte économique importante évaluée à 1656 emplois et 92 millions d'euros de PIB.

Le PLR de Montpellier, construit pour être adapté aux politiques locales menées par la ville de Montpellier et par Montpellier Méditerranée Métropole, se décline en 4 axes :

Axe 1 : Proposer une programmation urbaine innovante pour la reconversion des sites de l'EAI et de l'EMSAM.

Axe 2 : Développer des infrastructures économiques performantes.

Axe 3 : Accroître l'attractivité et la compétitivité du Territoire.

Axe 4 : Favoriser l'insertion des publics prioritaires.

Le PLR a été conclu à hauteur de 5,26 millions d'euros, dont 1,5 million d'euros apporté par l'Etat au titre du fonds de restructuration de la Défense (FRED) pour deux tiers et du fonds national d'aménagement et de développement du territoire (FNADT) pour un tiers. Les collectivités territoriales signataires consolident les engagements de l'Etat par un concours financier complémentaire permettant d'accompagner et de réussir les objectifs fixés.

Aussi, le Plan Local de Redynamisation intègre, sur proposition de Montpellier Méditerranée Métropole, des actions favorisant l'émergence et la structuration d'une filière locale dédiée à l'éco-construction. Ce soutien à la filière éco-construction regroupe 3 mesures inscrites au Plan Local de Redynamisation :

1. Développer la filière éco-construction (*mesure n°6 de l'axe 3 du PLR – accroître l'attractivité et la compétitivité du territoire*).
2. Elaboration d'un schéma directeur des Villages d'Entreprises Artisanales et de Services (VEAS) et positionnement du nouveau VEAS (*mesure n° 3 de l'axe 2 du PLR – Développer des infrastructures performantes*).
3. Réalisation d'un VEAS dédié à la filière éco-construction (*mesure n° 4 de l'axe 2 du PLR – Développer des infrastructures performantes*).

1- Développer la filière éco-construction :

L'étude relative à cette action, intitulée « Appui à la définition d'une stratégie locale visant à soutenir l'éco construction », a été réalisée en 2013 par le prestataire Languedoc Roussillon Agence Développement (LRAD) pour un montant de 59 979, 40 euros TTC ;

Cette étude a permis de conforter et de consolider le positionnement de Montpellier Méditerranée Métropole concernant :

- Les constructions neuves : construire des passerelles entre R&D et entreprises locales ;
- La rénovation de bâtiments : encourager la demande privée ; soutenir la rénovation thermique des copropriétés par des dispositifs adaptés ; accompagner la rénovation thermique des parcs de logements sociaux ; développer une exigence en matière de confort d'été ; lutter contre la précarité énergétique
- La structuration de filières : intégrer les exigences d'Eco-Construction dans les documents de planification et de réglementation ; programmer et créer un VEAS Eco-Construction.

2- Elaboration d'un schéma directeur de Village d'Entreprises Artisanales et de Services (VEAS) et positionnement du nouveau VEAS :

L'étude relative à cette action, intitulée « Schéma Directeur des Villages d'Entreprises Artisanales et de Services (VEAS) et pré-programmation d'un VEAS Eco construction » a été réalisée en 2013 par le prestataire Argo & Siloé pour un montant total de 34 893,30 euros TTC ; Les conclusions de l'étude permettent de consolider le positionnement de Montpellier Méditerranée Métropole sur l'opportunité de la réalisation d'un village d'entreprises artisanales et de services dédié à la filière éco-construction, en particulier pour les raisons suivantes :

- Un VEAS de type éco-construction est un outil pertinent par rapport aux enjeux de la filière et correspond aux attentes des entreprises.

- L'environnement partenarial est favorable avec les représentants de cette filière.
- Le marché de la construction durable est appelé à se développer.
- Le territoire métropolitain possède des atouts indéniables en matière de R&D.
- Le secteur du bâtiment est très bien représenté sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole.
- Un secteur des énergies renouvelables et de la construction durable estimé autour de 350 entreprises est présent sur le territoire métropolitain.

3- Réalisation d'un VEAS dédié à la filière éco-construction :

Concernant cette action inscrite au PLR et pour laquelle un budget global prévisionnel de 1 050 000 euros a été proposé lors du dernier comité PLR de Montpellier en date du 04 novembre 2014, il s'agit pour Montpellier Méditerranée Métropole de constituer une offre foncière et immobilière adaptée aux artisans et au développement de la filière éco-construction sur son territoire. Le financement de l'Etat relatif à cette action a été fixé, dans le cadre du PLR, à hauteur de 440 000 euros. Des demandes auprès des Fonds Européen de Développement Economique et Régional (FEDER), de l'Etat, de la Région LR et du département permettront de compléter le financement global de l'opération.

Cette réalisation complètera l'offre de VEAS actuelle du territoire, et doit permettre à Montpellier Méditerranée Métropole de poursuivre son ambition en matière de développement durable et de développement économique.

De plus, la réalisation d'un VEAS dédié à l'éco-construction répondra à plusieurs enjeux essentiels pour la création d'emplois, le savoir-faire local, la compétitivité du territoire, les secteurs de l'artisanat, du bâtiment, de la construction et des filières d'avenir :

- Développer une véritable vitrine de l'éco-construction avec un bâtiment démonstrateur en matière d'éco-construction.
- Répondre aux attentes des entreprises artisanales en leur proposant des locaux et des services adaptés.
- Augmenter la compétitivité des entreprises par la mise en commun de moyens, humains et/ou matériels, par l'échange de savoirs et d'informations.
- Favoriser le développement de la filière du bâtiment présente sur le territoire en aidant les entreprises à se développer et à saisir des opportunités sur les marchés émergents induits par le développement durable.
- Sensibiliser les entreprises artisanales à l'éco-construction.
- Revaloriser l'image des métiers du bâtiment qui souffre d'une mauvaise représentation notamment vis-à-vis des jeunes.
- Valoriser l'artisanat comme vecteur de développement durable et le rendre plus attractif notamment auprès des jeunes.
- Faciliter la constitution d'offre groupée de compétences.

Il est proposé que le bâtiment qui accueillera ce village d'entreprises artisanales et de services soit implanté sur la commune de Montpellier, parcelle cadastrée n° AB0240.

Au cours du mois d'avril 2015, des travaux relatifs à l'aménagement de cette parcelle nécessaires pour démarrer les chantiers d'éco-rénovations sur le bâtiment existant (sanitaires, raccordement, aménagements intérieurs, extensions bois) seront engagés pour permettre la réalisation des ateliers et bureaux dédiés aux activités des artisans de l'éco-construction.

Aussi, il est prévu que ce VEAS, composé dans un premier temps de 6 lots, puisse faire l'objet d'une extension de type Eco-construction sur site par la suite.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'avenant à la convention initiale relative à l'étude d' « appui à la définition d'une stratégie locale visant à soutenir l'éco-construction », réalisée entre l'État et Montpellier Méditerranée Métropole dans le cadre du Plan Local de Redynamisation de Montpellier et permettant le financement de cette action par l'État à hauteur de 29 989,70 € TTC ;
- approuver l'avenant à la convention initiale relative à l'étude « Schéma Directeur des Villages d'Entreprises Artisanales et de Services (VEAS) et pré-programmation d'un VEAS Eco-construction », réalisée entre l'État et Montpellier Méditerranée Métropole dans le cadre du Plan Local de Redynamisation et permettant le financement de cette action par l'État à hauteur de 17 446,00 € TTC ;

- approuver la convention réalisée entre l'État et Montpellier Méditerranée Métropole dans le cadre du Plan Local de Redynamisation de Montpellier, concernant la réalisation du village d'entreprises et de services Eco-construction permettant le financement par l'État de cette action à hauteur de 440 000 euros.
- solliciter des financements complémentaires auprès de l'Europe, de l'État, de la Région et du Département.
- autoriser Monsieur le Président à signer la convention de financement, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°16 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – SOUTIEN AUX MANIFESTATIONS - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS - CONVENTIONS - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

Le Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès facilite l'accueil de manifestations scientifiques d'envergure nationale ou internationale sur Montpellier, s'appuyant sur le potentiel de recherche local.

Ces événements contribuent à la notoriété de Montpellier Méditerranée Métropole et représentent une activité économique à part entière. En effet, selon une étude de l'Office du Tourisme de Montpellier, un congressiste dépense en moyenne 305 € par jour (estimation de 2013).

Dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès prévu au Budget Primitif 2015, il est proposé d'affecter les subventions aux manifestations suivantes :

Les Managériales 2015 – 16^{ème} édition

L'Association de l'Académie de Management et de Marketing Européens (A.M.M.E.), sous l'autorité de son Président, Monsieur Gérard MARTINEZ, a organisé le 24 janvier 2015, à l'ISEM de Montpellier (Institut des Sciences de l'Entreprise et du Management de l'Université Montpellier 1), une manifestation intitulée « Les Managériales 2015 – 16^{ème} édition ».

Ce concours national a été l'occasion de rencontres et de confrontations entre des participants venus d'horizons différents sur le thème de la gestion et du management d'entreprise. Ce rendez-vous allie l'univers de la formation académique et celui du monde de l'entreprise, avec au programme une mise en compétition des équipes sur des marchés économiques en présence de plus de 200 personnes.

Une subvention de 1 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

14^{ème} édition du Séminaire Eau de l'école d'ingénieurs Polytech Montpellier

L'Ecole Polytechnique universitaire de Montpellier UM2, Département Sciences et Technologies de l'Eau, sous l'autorité de son Directeur, Monsieur Serge PRAVOSSOUDOVITCH, a organisé du 23 au 25 février 2015, à l'Université Montpellier II, une manifestation intitulée « 14^{ème} Séminaire Eau de l'école d'ingénieurs Polytech Montpellier ».

Ce congrès scientifique sur la thématique de l'Eau a permis, au travers d'une succession de conférences présentées par des professionnels et des experts reconnus, d'aborder des sujets innovants et d'actualité comme les mesures et incertitudes en hydrométrie, l'objectif zéro pesticide et le traitement des boues de stations d'épuration des collectivités. Cette mise en contact des élèves avec le monde industriel et socio-économique a déplacé près de 300 personnes.

Une subvention de 1 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

Conférence Internationale sur l'Agriculture climato intelligente – Climate-Smart Agriculture 2015

Le CIRAD de Montpellier, sous l'autorité de son Directeur Général Délégué à la Recherche et à la Stratégie, Monsieur Patrick CARON, a organisé du 16 au 18 mars 2015, au Corum de Montpellier, une manifestation intitulée « Conférence Internationale sur l'Agriculture climato intelligente – Climate-Smart Agriculture 2015 ».

Cette troisième conférence scientifique mondiale a eu pour objectif d'approfondir et d'actualiser les connaissances scientifiques sur l'ensemble des problématiques de l'agriculture climato intelligente. Les thématiques de la sécurité alimentaire, de l'adaptation au changement climatique et sa limitation ont été abordées tout en permettant d'alimenter la COP21 « Paris Climat 2015 ». Environ 500 participants, chercheurs, enseignants-chercheurs, doctorants mais aussi acteurs du monde agricole, décideurs et personnels des centres Internationaux de Recherche Agronomique se sont déplacés.

Une subvention de 5 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

Congrès Epsilon 2015 – L'efficacité des interventions non médicamenteuses

L'Association Congrès Epsilon (ACE), sous l'autorité de son Président, Monsieur Raphaël TROUILLET, a organisé du 19 au 21 mars 2015, au Corum de Montpellier, une manifestation intitulée « Congrès Epsilon 2015 – L'efficacité des interventions non médicamenteuses ». Ce congrès scientifique a permis de développer une réflexion sur la durée de vie des malades chroniques en évaluant les bénéfices santé, psychologiques, sociaux et économiques des interventions non médicamenteuses. Cet événement a réuni 700 professionnels des secteurs de la santé (chercheurs en Sciences Humaines et Santé, psychologues praticiens, associations santé et prévention, étudiants et grand public).

Une subvention de 1 500 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès.

Congrès de la Fédération Nationale des Syndicats d'Internes en Pharmacie et en Biologie Médicale – FNSIP-BM

L'Association des Internes en Pharmacie de Montpellier Nîmes (AIPHMN), sous l'autorité de sa Présidente, Madame Chloé DURAN, a organisé du 20 au 22 mars 2015, à la Faculté de Pharmacie de Montpellier, une manifestation intitulée « Congrès de la Fédération Nationale des Syndicats d'Internes en Pharmacie et en Biologie Médicale – FNSIP-BM ».

Ce congrès a réuni les membres des 24 villes hospitalo-universitaires lors de conférences sur l'actualité de la profession, les réformes en cours au niveau national et Européen ou encore les décisions ou projets ministériels concernant la présentation de nouveaux médicaments (essais cliniques, présentations de laboratoires ...). Parallèlement des ateliers plus orientés sur la formation professionnelle ont été animés. Environ 150 internes en pharmacie et en biologie médicale se sont déplacés.

Une subvention de 1 500 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès.

10èmes Journées Nationales Jurisup 2015

La SARL Coralys, sous l'autorité de son Chef de projet, Madame Lahiana ROSSI, organisera du 1^{er} au 03 avril 2015, à la Faculté de Médecine et à la Faculté de Droit de Montpellier, une manifestation intitulée « 10èmes Journées Nationales Jurisup 2015 ».

Cette manifestation nationale a pour objectif de mutualiser et professionnaliser l'enseignement supérieur et de la recherche autour de la notion d'université et territoires. Cet événement s'inscrit dans le cadre des processus de fusion et de réformes tant universitaires que territoriales. Environ 150 personnes, agents publics principalement, sont attendues.

Une subvention de 1 500 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès.

Forum régional du concours « Faites de la Science »

L'Université de Montpellier – IUT Montpellier-Sète, sous l'autorité de son Directeur, Monsieur Matteo VALENZA, organisera le 08 avril 2015, à l'IUT de Montpellier, une manifestation intitulée « Forum régional du concours Faites de la Science ».

Ce forum national, conférence des doyens et directeurs des UFR scientifiques des universités françaises, a l'objectif de développer l'intérêt des jeunes pour les sciences, par la réalisation de projets concrets ou techniques proposés au sein des établissements du second degré en soutenant les initiatives de sensibilisation des jeunes à la recherche scientifique. Environ 2 000 élèves encadrés par 200 enseignants ont prévu de participer.

Une subvention de 1 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès.

Colloque international Eurofillers Polymer Blends 2015

L'Ecole des Mines d'Alès, sous l'autorité de son Directeur, Monsieur Bruno GOUBET, organisera du 26 au 30 avril 2015, au Corum de Montpellier, une manifestation intitulée « Colloque international Eurofillers Polymer Blends 2015 ».

Cet événement scientifique européen mettra en évidence les tendances actuelles et futures dans le domaine des mélanges de polymères qui offrent de nouvelles fonctionnalités à des produits avec une large gamme d'applications industrielles. Plus de 300 personnes sont attendues, dont une majorité de chercheurs académiques et industriels étrangers.

Une subvention de 3 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès.

34^{ème} Congrès international ITM – International Technical Meeting on Air Pollution Modelling and its Application

Le CNRS Rhône Auvergne (LaMP_UMR6016), sous l'autorité de son Délégué Régional, Monsieur Frédéric FAURE, organisera du 4 au 8 mai 2015, au Corum de Montpellier, une manifestation intitulée « 34^{ème} Congrès international ITM – International Technical Meeting on Air Pollution Modelling and its Application ».

Ce congrès international sur la pollution atmosphérique aura pour thème général la qualité de l'air et sa représentation dans les modèles de pollution à échelle globale et régionale. Plus de 180 participants d'organisations internationales comme l'EPA (Environmental Protection Agency des Etats-Unis) sont attendus.

Une subvention de 1 500 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès.

9^{ème} Conférence francophone d'Epidémiologie Clinique – EPICLIN 2015 et 22^{èmes} Journées des Statisticiens des Centres de Lutte Contre le Cancer

L'Institut régional du Cancer de Montpellier (ICM), sous l'autorité de son Directeur Général, Professeur Jacques DOMERGUE, organisera du 20 au 22 mai 2015, à la Faculté d'Economie AES de Montpellier, une manifestation intitulée « 9^{ème} Conférence francophone d'Epidémiologie Clinique – EPICLIN 2015 et 22^{èmes} Journées des Statisticiens des Centres de Lutte Contre le Cancer ».

Ce congrès national de chercheurs et professionnels francophones est un moment privilégié d'échanges de connaissances permettant de faire un état des lieux sur les méthodes et les travaux récents dans les domaines de l'épidémiologie clinique et des biostatistiques. Co-organisées par l'Institut du Cancer de Montpellier, les CHRU de Montpellier et de Nîmes et l'Université de Montpellier, ces journées vont réunir plus de 200 participants.

Une subvention de 1 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès.

Colloque « Le Patrimoine de la personne physique à l'épreuve des procédures collectives : quels nouveaux enjeux ? »

La Fédération Nationale pour le Droit de l'entreprise, sous l'autorité de son Président, Monsieur Jacques RAYNARD, organisera le 29 mai 2015, à la Faculté de Droit et Science politique de Montpellier, une manifestation intitulée « Le Patrimoine de la personne physique à l'épreuve des procédures collectives : quels nouveaux enjeux ? ».

Ce colloque réunira les plus grands spécialistes nationaux et européens de droit des entreprises en difficultés, thème au cœur de l'actualité législative. Les interventions d'universitaires et de praticiens seront l'occasion d'envisager l'évolution des textes, leurs objectifs et leurs lacunes ainsi que les enjeux pratiques de cette mise en exergue du patrimoine de la personne physique.

Une subvention de 1 500 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès.

8^{ème} Congrès International de la Société de Sociologie du Sport de Langue Française « Le Sport face aux institutions, interactions et transformations réciproques »

L'Association Corps et Culture, sous l'autorité de son Trésorier, Monsieur Eric PERERA, organisera du 3 au 5 juin 2015, à l'Université Montpellier 1, une manifestation intitulée « 8^{ème} Congrès International de la Société de Sociologie du Sport de Langue Française – Le Sport face aux institutions, interactions et transformations réciproques ».

Ce congrès, organisé tous les deux ans, est le plus important rassemblement de sociologie du sport sur le plan national. Cette manifestation s'intéressera aux différentes institutions qui utilisent le sport et aux multiples usages qu'elles en font, l'enjeu étant d'étudier les relations et interpénétrations entre ces institutions et le sport. Environ 150 scientifiques et étudiants venant de toutes les Universités françaises, dont 15% d'étrangers, sont attendus.

Une subvention de 1 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès.

28^{ème} Congrès annuel de l'Association Française d'Histotechnologie – AFH

L'Association Française d'Histotechnologie, sous l'autorité de sa Présidente, Madame Nathalie ACCART, organisera du 11 au 12 juin 2015, au Campus SupAgro de Montpellier, une manifestation intitulée « 28^{ème} Congrès annuel de l'Association Française d'Histotechnologie – AFH ».

Ce congrès AFH sera consacré à l'histologie, branche de la biologie et de la médecine qui étudie les tissus biologiques, et à ses nouvelles techniques. Echanges entre techniciens, ingénieurs et chercheurs autour de différentes conférences du domaine végétal ou animal seront organisés, démontrant la transdisciplinarité des thèmes avec une mise en valeur des structures, des compétences techniques et des expertises scientifiques locales. Environ 130 participants, ingénieurs, techniciens et étudiants chercheurs sont attendus.

Une subvention de 1 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès.

4^{ème} Congrès de l'Association Française des Chirurgiens de la Face

L'Association Française des Chirurgiens de la Face (AFCF), sous l'autorité de son Secrétaire Général, Monsieur Eric SORREL DEJERINE, organisera du 18 au 20 juin 2015, à la Faculté de Médecine de Montpellier, une manifestation intitulée « 4^{ème} Congrès de l'Association Française des Chirurgiens de la Face ».

Ce congrès abordera les thèmes des greffes adipocytaires et des thérapies cellulaires dont l'utilisation est émergente et permettra aux différents spécialistes présents de faire le point et de perpétuer l'esprit de transversalité sur ces procédés chirurgicaux tant en ORL, Ophtalmologie, Chirurgie plastique que maxillo-faciale. Plus de 250 médecins, chirurgiens et internes sont attendus.

Une subvention de 1 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès.

27^{ème} Congrès International pour la Conservation de la Biodiversité (ICCB) et 4^{ème} Congrès Européen pour la Conservation de la Biodiversité (ECCB)

Agropolis International, sous l'autorité de son Président, Monsieur Bernard HUBERT, organisera du 02 au 06 août 2015, au Corum de Montpellier, de deux manifestations intitulées « 27^{ème} Congrès International pour la Conservation de la Biodiversité (ICCB) et 4^{ème} Congrès Européen pour la Conservation de la Biodiversité (ECCB) ».

Agropolis International et la Fondation française pour la Recherche sur la Biodiversité (FRB) organisent cet événement regroupant les deux principales manifestations internationales dans le domaine de la biodiversité. Programmes scientifiques complets, conférences, ateliers, posters, formations, groupes de discussion et visites de terrain vont constituer ce vaste forum avec présentation des nouvelles recherches et développements de la conservation. Plus de 1 500 chercheurs, professionnels et étudiants en provenance du monde entier sont attendus.

Une subvention de 10 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès.

10^{ème} Congrès International de la Virologie vétérinaire – ESVV 2015 « 10th International Congress of veterinary virology »

Le CIRAD BIOS, sous l'autorité du Directeur Département Systèmes Biologiques (BIOS), Monsieur Daniel BARTHELEMY, organisera du 31 août au 03 septembre 2015, au Corum de Montpellier, une manifestation intitulée « 10^{ème} Congrès International de la Virologie vétérinaire – ESVV 2015 – 10th International Congress of veterinary virology » Colloque international Eurofillers Polymer Blends 2015 ».

Ce congrès qui va rassembler les chercheurs européens et internationaux impliqués sur les maladies virales animales et zoonotiques, sera l'occasion de présenter les derniers résultats de recherche dans le domaine des maladies infectieuses ou à transmission directe, de discuter de nouveaux concepts tout en nouant de nouveaux partenariats. Environ 400 participants et une centaine d'accompagnants sont attendus.

Une subvention de 4 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès.

Agro 2015 – The 5th International Symposium for Farming Systems Design « Multi-functional farming systems in a changing world »

Agropolis International, sous l'autorité de son Président, Monsieur Bernard HUBERT, organisera du 07 au 10 septembre 2015, au Corum de Montpellier, une manifestation intitulée "Agro 2015 – The 5th International Symposium for Farming Systems Design – Multi-functional farming systems in a changing world ». Cette conférence scientifique internationale qui s'inscrit à la suite de toute une série de conférences mondiales, est organisée conjointement par la Société Européenne d'Agronomie (ESA) et Agropolis International. Elle vise à promouvoir la visibilité du pôle scientifique Agropolis sur le thème de la conception de Systèmes Agricoles innovants, à mettre en avant le dynamisme et les actions de Montpellier et la Région en matière de développement durable et écologique et de promouvoir le rôle de plateforme d'enseignement de Montpellier en agronomie. Entre 400 et 600 personnes, venues de la France et du monde entier, sont attendues.

Une subvention de 5 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès.

8^{ème} Congrès International sur les Anthocyanes – IWA 2015

L'Institut National de Recherche (INRA), sous l'autorité du Président du Centre INRA, Monsieur Laurent BRUCKLER, organisera du 16 au 18 septembre 2015, sur le campus SupAgro de Montpellier, une manifestation intitulée « 8^{ème} Congrès International sur les Anthocyanes – IWA 2015 ».

Ce congrès international rassemblera des scientifiques, universités, instituts de recherche et industries travaillant dans des domaines de recherche vastes, de la chimie à la santé en passant par l'écologie et la sélection végétale, avec comme point commun les anthocyanes, afin de développer les échanges entre chercheurs, étudiants et industriels. Des débats et conférences de haut niveau, assurées par les leaders de l'étude des anthocyanes, seront proposés. Environ 200 personnes, de domaines d'activité allant de la recherche académique à la recherche développement et industrie sont attendues.

Une subvention de 1 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès.

20^{èmes} Journées de la FFER – Fédération Française d'Etude de la Reproduction

L'Association Montpelliéraine pour la Recherche en Obstétrique Gynécologique (AMROG), sous l'autorité de son Trésorier, Monsieur Samir HAMAMAH, organisera du 23 au 25 septembre 2015, au Corum de Montpellier, une manifestation intitulée « 20^{èmes} Journées de la FFER – Fédération Française d'Etude de la Reproduction ».

Ce congrès va réunir généticiens, obstétriciens, gynécologues, embryologistes, cytogénéticiens, endocrinologues, chercheurs et urologues qui échangeront sur les dernières avancées dans le domaine de la Reproduction et de la fertilité. « Comment avancer techniquement et éthiquement en France et quelles pourraient être les évolutions réglementaires souhaitables pour accompagner les techniques nouvelles ? », voici quelque uns des débats d'actualité qui seront abordés lors de ces trois jours. Environ 500 experts français, tant universitaires que libéraux et hospitaliers sont attendus.

Une subvention de 5 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès.

18^{èmes} Journées Françaises de l'Epilepsie

La Ligue Française Contre l'Epilepsie (LFCE), sous l'autorité de son Trésorier, Monsieur Benoit MARTIN, organisera du 3 au 6 novembre 2015, au Corum de Montpellier, une manifestation intitulée « 18^{èmes} Journées Françaises de l'Epilepsie ». Rendez-vous annuel européen soutenu par la Ligue Française Contre l'Epilepsie (LFCE) et la Fondation Française pour la Recherche sur l'Epilepsie (FFRE), ces journées vont permettre de débattre sur la prise en charge des patients souffrants d'épilepsie, pathologie neurologique fréquente et source de handicap chez l'enfant et chez l'adulte. Plus de 450 participants, médecins et chercheurs sont attendus.

Une subvention de 5 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès.

Salon de l'Ecologie

L'Association du Salon des Métiers et des Professionnels de l'Ecologie (ASMPE), sous l'autorité de sa Présidente, Madame Delphine JOUVIN, organisera du 5 au 11 novembre 2015, Salle Pagézy à Montpellier, une manifestation intitulée « Salon de l'Ecologie ».

Cet événement fédérateur pour l'ensemble de la filière Ecologie proposera un programme diversifié avec de nombreuses conférences, une journée de rencontres entre professionnels de l'écologie sous forme de congrès scientifique, une journée « formations et métiers » ainsi qu'une rencontre grand public enrichi d'un festival Photo Nature professionnel. Environ 5 000 visiteurs sont attendus.

Une subvention de 1 500 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès.

2^{ème} édition des Assises Nationales des Pêches de Loisir en Mer et de la Plaisance

La Fédération Nationale des Pêcheurs Plaisanciers et Sportifs de France (FNPPSF), sous l'autorité de son Président, Monsieur Jean KIFFER, organisera du 9 au 10 novembre 2015, au Corum de Montpellier, une manifestation intitulée « 2^{ème} édition des Assises Nationales des Pêches de Loisir en Mer et de la Plaisance ».

Cet événement majeur sur la thématique d'une pêche maritime de loisir et d'une plaisance éco responsable, participe au développement des filières halieutique, nautique et touristique. Cette édition proposera un cadre d'échanges, de rencontres et de débats lors de séances plénières et tables rondes. Environ 500 participants des cinq fédérations représentatives sont attendus.

Une subvention de 15 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès.

44^{èmes} Journées de Thérapie Psychomotrice « Médiation ... Quand tu nous tiens ! »

Le Syndicat National d'Union des Psychomotriciens (SNUP), sous l'autorité de son Président, Monsieur Yannick THOMAS, organisera du 12 au 14 novembre 2015, au Corum de Montpellier, une manifestation intitulée « 44^{èmes} Journées de Thérapie Psychomotrice « Médiation ... Quand tu nous tiens ! ».

Cette manifestation scientifique abordera le thème du soin psychomoteur de patients atteints dans leur intégrité motrice et/ou psychique à tous les âges de la vie. Séances plénières, symposiums, ateliers pratiques et animations seront proposées. Plus de 800 congressistes, psychomotriciens et professionnels de soin médical et paramédical sont attendus.

Une subvention de 5 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès.

DAVOS des PME – Edition 2015

L'Association des Anciens Elèves de l'Institut d'Administration des Entreprises de Montpellier – AAE – IAE, sous l'autorité de son Président, Monsieur Gérard MARTINEZ, organisera du 14 au 15 novembre 2015, à l'Espace Capdeville de Montpellier, une manifestation intitulée « DAVOS des PME – Edition 2015 ».

Cette manifestation « Dernier Avis de Vigilance des Organisations Solidaires des Petites et Moyennes Entreprises » est une rencontre concrète entre professionnels scientifiques, enseignants, formateurs et étudiants dans le but de confronter les difficultés de développement des PME dans leur tissu économique local et régional, dans le contexte de la mondialisation, avec pour but l'émergence d'outils de création, de conduite, de transmission, de reprise et de développement en présence d'intervenants de niveaux régional, national et international. Environ 75 congressistes sont attendus.

Une subvention de 1 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès.

JRES 2015 – Journées Réseaux de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche

GIP RENATER, Réseau National des télécommunications pour la Technologie, l'Enseignement et la Recherche, sous l'autorité de son Directeur, Monsieur Patrick DONATH, organisera du 8 au 11 décembre 2015, au Corum de Montpellier, une manifestation intitulée « JRES 2015 – Journées Réseaux de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche ».

Forum national d'échange et de transfert de compétences, par la confrontation des expériences et la présentation de technologies et services innovants, cette manifestation qui concourt à renforcer la dynamique territoriale dans le domaine de l'enseignement et de la recherche du secteur TIC, bénéficie du patronage du Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche. Pour cet événement unique en France, qui renforce le rayonnement et la notoriété de Montpellier en termes de développement des Techniques de l'information, de la Communication et d'aménagement du territoire par le développement du numérique, environ 1 700 participants sont attendus.

Une subvention de 20 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'affectation des subventions ci-dessus, sous réserve de la signature des conventions entre Montpellier Méditerranée Métropole et les organisateurs,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de l'exercice 2015, chapitre 936,
- autoriser Monsieur le Président à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Mme Chantal MARION MM. Max LEVITA, Philippe SAUREL et Jacques DOMERGUE ne prennent pas part au débat et ne participent pas au vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°17 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – ASSOCIATION EUROMÉDITERRANÉENNE POUR LE TRAVAIL ET LES ÉCHANGES (AETE) - CONVENTION RELATIVE À L'AIDE À LA CRÉATION D'ACTIVITÉS - PERMANENCES DE PROXIMITÉ - ATTRIBUTION DE SUBVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole exerce les compétences « développement économique » et « insertion par l'économie » et dans ce cadre soutient l'Association Euroméditerranéenne pour le Travail et les Echanges (AETE).

L'AETE mène sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole une action favorisant la création, le développement et la reprise d'activités ainsi qu'un soutien à la pérennisation de ces activités.

Pour ce faire, l'association est chargée d'assurer :

- Le conseil, l'orientation et l'accompagnement des porteurs de projet de création ou de reprise d'entreprise ;
- Le suivi de gestion des entreprises créées ;
- Des formations à la création et au développement d'entreprise ;
- Un hébergement et le suivi de certaines entreprises.

Depuis 2003, l'association décentralise son action par la mise en place de deux permanences locales avec un rayonnement sur les territoires Est et Ouest de la Métropole. Elle organise ainsi deux permanences locales d'une demi-journée par semaine, alternativement à Castries et Pignan.

En 2014, l'AETE a accueilli 30 projets et a permis 6 créations ou reprises d'activités au sein de ces deux permanences locales.

En 2015, elle projette d'accueillir 30 porteurs de projets, de réaliser au moins 10 accompagnements et de voir aboutir, au minimum 5 créations ou reprises d'activités sur ces permanences.

Afin de mener à bien ces objectifs, il est demandé à Montpellier Méditerranée Métropole de poursuivre ce soutien à l'AETE et de participer à cette action à hauteur de 10 000 euros, au titre de l'année 2015.

Une convention précisera le déroulement de l'action ainsi que les modalités du financement de Montpellier Méditerranée Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- accorder à l'association Euroméditerranéenne pour le Travail et les Échanges (AETE) une subvention de 10 000 euros pour mener à bien ses permanences à Castries et Pignan, sous réserve de la signature de la convention ;
- approuver les termes du projet de convention tels que définis ci-dessus ;
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2015, chapitre 936 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention de partenariat ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°18 : DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – SECTEUR DE LA MOGÈRE - PROJET DE DÉVIATION DE LA CANALISATION VESTRIC MONTPELLIER DN150 À MONTPELLIER - MAS ROUGE PRÉSENTÉ PAR GRTGAZ - AVIS DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire, rapporte :

Dans le cadre des travaux liés au déplacement de l'autoroute A9 par la société des Autoroutes Sud de France (ASF), une déviation du gazoduc DN 150 « Artère Vestric-Montpellier » doit être réalisée afin de lever les impacts de l'implantation de la future autoroute sur l'emplacement actuel de la canalisation.

Le tracé de la future canalisation se situera à l'Est du chemin du Mas Rouge le long de son futur rétablissement. Il concerne un tronçon d'une longueur de 434 m. Un dossier de demande d'autorisation préfectorale de construction et d'exploitation sans demande d'utilité publique a été déposée par GrtGaz auprès des services de l'Etat. Cette demande n'est pas soumise à étude d'impact ni à enquête publique au titre du code de l'environnement car les caractéristiques de l'ouvrage sont inférieures au seuil réglementaire.

Conformément aux articles R.555-13 et R.555-14 du Code de l'environnement, l'avis de Montpellier Méditerranée Métropole est sollicité au titre de sa compétence en matière d'urbanisme. Le dossier a également été transmis pour information aux communes intéressées : Montpellier, en tant que commune traversée et Lattes en tant que commune limitrophe.

Il est précisé que l'arrêté préfectoral instituera des servitudes d'utilité publique pour la construction et l'exploitation de la canalisation ainsi que des servitudes d'utilité publique pour la maîtrise de l'urbanisation.

Ce projet se situe dans le secteur sud de la commune de Montpellier, le long du chemin du Mas Rouge.

Il s'intègre dans le périmètre du site de la Mogère, intitulé Méjanelle Pont-Trinquat par le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) de l'agglomération de Montpellier (devenue Montpellier Méditerranée Métropole) approuvé par délibération n° 6863 du 17 février 2006 et identifié comme l'un des onze sites stratégiques d'enjeu communautaire du SCoT.

Ce secteur est traversé par les deux grandes infrastructures jumelées que sont l'autoroute A9 déplacée et la ligne à grande vitesse du Contournement Nîmes Montpellier (CNM), dont la construction a démarré pour une livraison prévue en 2017.

Par délibération du 24/09/2013, le conseil communautaire a défini des objectifs pour l'intégration de ces deux grandes infrastructures afin de diminuer leurs impacts cumulés, dans le cadre d'une opération d'aménagement d'ensemble et a décidé d'en confier la réalisation à la SAAM dans le cadre d'une concession d'aménagement.

Le tracé du rétablissement du chemin du Mas Rouge a ainsi été défini en cohérence avec ces objectifs urbains et environnementaux.

Le tracé proposé pour la déviation de la canalisation DN150 « Artère Vestric-Montpellier », objet du présent avis, tient compte de ce rétablissement futur et n'appelle pas d'observation spécifique.

Pour autant, une coordination approfondie est nécessaire pour assurer la compatibilité du projet de déviation de la canalisation DN 150 avec les autres projets – déviation de réseaux existants liés aux grandes infrastructures et projets de nouveaux réseaux nécessaires à l'aménagement du secteur.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- émettre un avis favorable sur le dossier ;
- rappeler la nécessité de coordonner la réalisation de ce projet avec les différents maîtres d'ouvrages et notamment la SAAM, aménageur du secteur ;
- transmettre cet avis au Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault ;
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°19 : DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – MODIFICATION N°3 DU PLU DE CASTRIES - APPROBATION

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire, rapporte :

La maîtrise du développement urbain de la Commune de Castries rend les adaptations du Plan Local d'Urbanisme (PLU) fréquentes et nécessaires. C'est dans ce contexte que le Conseil Municipal de la Commune de Castries a pris acte, par délibération en date du 22 mai 2014, de la décision de M. le Maire d'engager le projet de modification n°3 du document d'urbanisme communal et que M. le Maire l'a soumis à enquête publique par arrêté n°189/2014 en date du 10 décembre 2014. Ce projet intègre des modifications de fond et de forme visant :

L'adaptation du règlement du PLU avec notamment :

- la suppression du COS, conformément à la Loi ALUR du 24 mars 2014, et l'instauration, sur les secteurs à enjeu, d'un coefficient d'emprise au sol voire d'une surface minimale non imperméabilisée ou éco-

aménageable, telle que définie par l'article L 123-1-5 du Code de l'Urbanisme ;

- la clarification de l'application de la servitude de mixité sociale en cas de divisions foncières successives ;
- l'adaptation du règlement du secteur IIAU2 pour permettre la mise en œuvre de la ZAC des Saurèdes ;
- l'adaptation des règles relatives au stationnement en zones urbaines ;
- l'adaptation du règlement de la zone UA, correspondant au centre-ville, et notamment des règles relatives à l'aspect extérieur des constructions, en lien avec le Service Territorial de l'Architecture et du Patrimoine (STAP) ;
- l'adaptation du règlement de la zone agricole A et notamment des prescriptions relatives à la hauteur maximale des constructions.

La mise à jour des annexes avec notamment :

- l'intégration de la nouvelle fiche relative à la servitude canalisation de gaz ;
- l'intégration à l'annexe « périmètres particuliers » d'un périmètre permis de démolir sur la base du travail d'inventaire établi par le STAP en vue de protéger certaines maisons du village ou alignement présentant un intérêt patrimonial.

Conformément à l'article L 123-13 du Code de l'urbanisme, le dossier de modification n°3 du P.L.U. a été notifié au préfet et aux Personnes Publiques Associées (PPA). Dans ce cadre, trois avis ont été formulés :

- le premier émane de l'Agence Régionale de Santé (ARS) Languedoc-Roussillon qui émet un avis favorable au projet attirant toutefois l'attention de la Commune sur les conséquences d'une possible densification de l'Habitat avec les possibilités d'alimentation en eau dans des conditions satisfaisantes ;
- le second émane de la Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI) qui ne fait toutefois pas d'observation ;
- le troisième émane du STAP qui estime que le projet de 3ème modification du PLU de la Commune de CASTRIES va plus loin que ses propositions et émet, complémentirement, deux recommandations d'ordre rédactionnelles.

Par arrêté n°189/2014 en date du 10 décembre 2014, M. le Maire de Castries a ensuite soumis à enquête publique, du 12 janvier au 13 février 2015 inclus, le projet de modification du PLU.

Monsieur MEALLONNIER, désigné Commissaire Enquêteur par décision de Madame le Président du Tribunal Administratif de MONTPELLIER du 30 octobre 2014 a, le 27 février 2015, remis son rapport d'enquête publique et ses conclusions motivées. Constatant que le projet est conforme à l'intérêt général et ne comporte pas d'atteinte aux intérêts particuliers légitimes, M. le Commissaire Enquêteur a alors émis un avis favorable sans réserve à cette modification n°3 du PLU.

En ce qui concerne les observations exprimées par le public durant l'enquête, il apparaît que 13 ont été consignées dans le registre d'enquête dont deux émanent de 2 courriers adressés par 2 administrés de la Commune.

Chacune des observations formulées durant l'enquête publique a fait l'objet d'une analyse détaillée de la part du Commissaire Enquêteur. La plupart des observations écrites concernent de simples demandes d'information ou des cas particuliers sur les possibilités d'extension de construction ou d'urbanisation, demandes qui sortent dès lors du champ de l'enquête. Deux observations ont nécessité une réponse. M. le Commissaire Enquêteur a confirmé l'intérêt de l'ensemble des modifications proposées par la Commune dans le cadre du mémoire en réponse établi par Montpellier Méditerranée Métropole, le 23 février 2015, à la suite de l'envoi par le Commissaire Enquêteur, le 17 février 2015, de son procès-verbal de synthèse des observations.

En cela, le projet soumis à enquête publique a été amendé afin de prendre en considération les observations d'ordre rédactionnel émises par le STAP et satisfaire une observation formulée durant l'enquête publique consistant à autoriser les éoliennes dites domestiques (-12 mètres sur mât ou sur bâti), en zone UD, sous réserve de leur bonne intégration paysagère, de l'absence de nuisances sonores et visuelles pour le voisinage et du respect des dispositions réglementaires du PLU (règles d'implantation, hauteurs, aspect extérieur des constructions, etc.).

Au vu :

- des avis formulés par l'Agence Régionale de Santé (ARS) Languedoc-Roussillon, la Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI) et le Service Territorial de l'Architecture et du Patrimoine ;
- des remarques formulées au cours de l'enquête publique ouverte par arrêté n°189/2014 de M. le Maire de Castries, en date du 10 décembre 2014 ;
- du rapport, des conclusions et de l'avis favorable sans réserve de M. le Commissaire Enquêteur sur le projet de modification n°3 du PLU de la Commune de Castries ;
- de la prise en compte de ces avis, remarques et conclusions dans le dossier de modification du PLU ;
- de la délibération du Conseil Municipal de Castries en date du 12 mars 2015 autorisant Montpellier Méditerranée Métropole à achever la procédure de modification du PLU, conformément aux dispositions de l'article L.123-1 du Code de l'urbanisme.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- prendre acte du rapport et des conclusions du Commissaire Enquêteur chargé de l'enquête publique relative à la modification n°3 du PLU de Castries ;
- approuver le dossier de modification n°3 du PLU de Castries tel que modifié après enquête publique et annexé à la présente délibération ;
- tenir le dossier de modification n°3 du PLU de Castries à la disposition du public aux jours et heures d'ouverture des bureaux au public au siège de Montpellier Méditerranée Métropole et procéder aux mesures réglementaires de publicité et d'affichage conformément aux dispositions des articles R.123-24 et R.123-25 du Code de l'urbanisme ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tous documents relatifs à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°21 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 49 LOGEMENTS SOCIAUX À SAINT JEAN DE VÉDAS ET À MONTPELLIER- ATTRIBUTION DE SUBVENTION À L'OPH DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés visant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs. Dans ce cadre, l'Office Public de l'Habitat (OPH) de Montpellier Méditerranée Métropole a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin qu'elle apporte son concours à la création de 49 logements sociaux correspondant à trois opérations prenant place à Saint Jean de Védas et dans les quartiers Chamberte et Cévennes à Montpellier.

Le concours de Montpellier Méditerranée Métropole est proposé sur la base de 2 000 € par logement en Zone 2 du financement du logement social, permettant d'atteindre l'équilibre financier des opérations.

Les caractéristiques et le plan de financement prévisionnel des trois opérations projetées sont détaillés dans le tableau suivant :

Opération	Opération «Le Cévenol» à Montpellier (Acquisition-Amélioration)	Opération «Boiséo» à Montpellier (VEFA ICADE)	Opération «ZAC Roque Fraïsse lot 7» à Saint Jean de Védas (VEFA SPAG)
-----------	--	--	--

Caractéristiques :			
Architecte	sans objet	Cabinet SERRADO	A+Architecture Collectifs
Collectif/Individuel	Collectifs	Collectifs	832 m²
Surface habitable	784 m²	1 114.80 m²	12
Nombre de logement	18	19	9 PLUS / 3 PLAI
Catégorie de financement	13 PLUS / 5 PLAI	14 PLUS / 5 PLAI	4 T2 – 3 T3 – 5 T4
Typologie	3 T1 – 7 T2 – 8 T3	1 T1 – 5 T2 – 11 T3 – 2 T4	
Plan de financement :			
Coût total de l'opération	1 534 639.57 €	2 351 446.01 €	1 725 279.48 €
Subvention Etat déléguée	33 845.00 €	33 845.00 €	20 307.00 €
Subvention Région	36 000.00 €	29 000.00 €	15 000.00 €
Subvention 1%	16 155.00 €	16 155.00 €	9 693.00 €
Prêt CDC	1 384 639.57€	2 206 446.01 €	1 631 279.48 €
Prêt 1%	28 000.00 €	28 000.00 €	25 000.00 €
Participation Montpellier Méditerranée Métropole	36 000.00 €	38 000.00 €	24 000.00 €

La subvention accordée ouvre un droit à réservation portant sur 10 % des logements de l'opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- apporter une subvention à l'OPH de Montpellier Méditerranée Métropole de 36 000 € pour la réalisation de 18 logements locatifs sociaux, opération «Le Cévenol» 396, rue Paul Rimbaud à Montpellier, de 38 000 € pour la réalisation de 19 logements locatifs sociaux, opération «Boiséo» 572, rue de la Croix de Figuerolles à Montpellier et de 24 000 € pour la réalisation de 12 logements locatifs sociaux, opération «ZAC Roque Fraïsse lot 7» à Saint Jean de Védas,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 907 ;
- dire que le paiement des subventions s'effectuera sous réserve de la signature des conventions d'attribution fixant les modalités de leur versement ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer ces conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Mmes Régine ILLAIRE, Chantal LEVY-RAMEAU, Patricia MIRALLES et MM Robert COTTE, Abdi EL KANDOUSSI, Gérard CASTRE, Jean-Luc SAVY et Bernard TRAVIER ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°22 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 90 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE « ATHÉNA » - ZAC VIA DOMITIA AU CRÈS - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SA D'HLM NOUVEAU LOGIS MÉRIDIONAL - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

La Société Anonyme d'HLM Nouveau Logis Méridional a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), de 90 logements sociaux, résidence « Athéna », ZAC Via Domitia au Crès. L'opération, sous maîtrise d'ouvrage du promoteur Amétis, comprend 58 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS), 23 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) et 9 logements financés en Prêt Locatif Social (PLS).

Le projet a été conçu par François FONTES, architecte à Montpellier.

Le Nouveau Logis Méridional demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % les six emprunts d'un montant total de 8 084 390 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant de 2 496 124 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant de 2 462 451 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 1 438 473 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 868 792 € ;
- un Prêt Locatif Social (PLS) construction d'un montant de 478 508 € ;
- un Prêt Locatif Social (PLS) foncier d'un montant de 340 042 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil Communautaire du 25 juillet 2013, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 5111-4 et les articles L. 5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques financières des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLUS construction	PLUS foncier	PLAI construction	PLAI foncier	PLS construction	PLS foncier
Montant du prêt	2 496 124 €	2 462 451 €	1 438 473 €	868 792 €	478 508 €	340 042 €
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0,6 %	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0,65%	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt – 0,2 %	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0,65%	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 1,11%	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0,65%
Révisabilité des taux d'intérêt	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %					
Taux annuel de progressivité	0 à 1 % maximum					
Révisabilité des taux de progressivité	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0 %					
Modalité de révision	simple révisabilité					
Durée de la phase de préfinancement	néant					de 3 à 24 mois maximum
Périodicité des échéances	annuelle					
Profil d'amortissement	amortissement déduit (intérêts différés)					
Durée de la phase d'amortissement	40 ans	60 ans	40 ans	60 ans	40 ans	60 ans
Dont durée de la phase du différé d'amortissement	24 mois	néant	24 mois	néant	24 mois	néant

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts, soit de 3 à 24 mois maximum de préfinancement pour le PLS foncier suivis d'une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction, PLAI construction et PLS construction et de 60 ans pour les prêts PLUS foncier, PLAI foncier et PLS foncier, et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par le Nouveau Logis Méridional, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par le Nouveau Logis Méridional est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou

supérieure à 12 mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si le Nouveau Logis Méditerranée Méropole opte pour le paiement des intérêts de la période.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer au Nouveau Logis Méditerranée Méropole pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 6 063 292,50 €, représentant 75 % des six prêts d'un montant total de 8 084 390 €, sollicités par la SA d'HLM Nouveau Logis Méditerranée Méropole auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 90 logements locatifs sociaux, résidence « Athéna », ZAC Via Domitia au Crès ;
- autoriser Monsieur le Président à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA d'HLM Nouveau Logis Méditerranée Méropole, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°23 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 40 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE « UNDERGROUND » - LOTISSEMENT « URBAN PARK » À LATTES - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SA D'HLM FDI HABITAT - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

La Société Anonyme d'HLM FDI Habitat a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), de 40 logements sociaux, résidence « Underground », lotissement Urban Park à Lattes. L'opération, sous maîtrise d'ouvrage du promoteur Amétis, comprend 28 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 12 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI).

Le projet a été conçu par François FONTES, architecte à Montpellier.

FDI Habitat demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % les quatre emprunts d'un montant total de 4 673 504 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant de 1 984 543 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant de 1 291 239 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 846 735 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 550 987 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil Communautaire du 25 juillet 2013, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 5111-4 et les articles L. 5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques financières des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLUS construction	PLUS foncier	PLAI construction	PLAI foncier
Montant du prêt	1 984 543 €	1 291 239 €	846 735 €	50 987 €
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0,6%	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0,36%	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt – 0,2%	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0,36%
Révisabilité des taux d'intérêt	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %			
Taux annuel de progressivité	0 à 0,50 % maximum			
Révisabilité des taux de progressivité	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0 %			
Modalité de révision	double révisabilité limitée			
Préfinancement	de 3 à 24 mois maximum			
Périodicité des échéances	annuelle			
Profil d'amortissement	amortissement déduit (intérêts différés)			
Durée	40 ans	60 ans	40 ans	60 ans

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts, soit de 3 à 24 mois maximum de préfinancement suivis d'une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction et PLAI construction et de 60 ans pour les prêts PLUS foncier et PLAI foncier, et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par FDI Habitat, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par FDI Habitat est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à 12 mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si FDI Habitat opte pour le paiement des intérêts de la période.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer à FDI Habitat pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 3 505 128 €, représentant 75 % des quatre prêts d'un montant total de 4 673 504 € sollicités par la SA d'HLM FDI Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 40 logements locatifs sociaux, résidence « Underground », lotissement Urban Park à Lattes;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA d'HLM FDI Habitat, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

MM Noël SEGURA et Yvon PELLET ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°24 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 7 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE « SAN'T AGATHA » - 586 AVENUE DU VAL MONTFERRAND À MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SA D'HLM PROMOLOGIS - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :
 Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

La Société Anonyme d'HLM PROMOLOGIS (groupe CILEO) a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), de 7 logements sociaux, résidence « San't Agatha », 586 avenue du Val Montferrand à Montpellier. L'opération, sous maîtrise d'ouvrage de BOUYGUES IMMOBILIER, comprend 5 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 2 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI).

Le projet a été conçu par Philippe RUBIO, architecte à Montpellier.

La Société Anonyme d'HLM PROMOLOGIS demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % les quatre emprunts d'un montant total de 535 812 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant total de 235 012 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant total de 168 096 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 84 247 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 48 457 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil du 25 juillet 2013, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 5111-4 et les articles L. 5217-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques financières des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLUS construction	PLUS foncier	PLAI construction	PLAI foncier
Montant du prêt	235 012 €	168 096 €	84 247 €	48 457 €
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0.6%	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0.39%	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt – 0.20%	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0.39%
Révisabilité des taux d'intérêt	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %			
Taux annuel de progressivité	de – 3% à 0,50 %			
Révisabilité des taux de progressivité	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A			
Modalité de révision	double révisabilité	simple révisabilité	double révisabilité	simple révisabilité
Durée de la phase de préfinancement	de 3 à 24 mois maximum			
Périodicité des échéances	annuelle			

Profil d'amortissement	amortissements déduit (intérêts différés)			
Durée de la phase d'amortissement	40 ans	60 ans	40 ans	60 ans

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts, soit de 3 à 24 mois maximum de préfinancement suivis d'une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction et PLAI construction et de 60 ans pour les prêts PLUS foncier et PLAI foncier, et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par PROMOLOGIS dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par PROMOLOGIS est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à 12 mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si PROMOLOGIS opte pour le paiement des intérêts de la période.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer à PROMOLOGIS pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 401 859 €, représentant 75 % des quatre prêts d'un montant total de 535 812 €, sollicités par la SA d'HLM PROMOLOGIS auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 7 logements sociaux, résidence « San't Agatha », 586 avenue du Val Montferrand à Montpellier ;
- autoriser Monsieur le Président à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA d'HLM PROMOLOGIS, et à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°25 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 40 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE « SAINT-ROCH » - RUE DU MOULIN DES 7 CANS À MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SA PROMOLOGIS - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :
Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

La Société Anonyme d'HLM PROMOLOGIS (groupe CILEO) a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer la création de 40 logements sociaux, résidence « Saint-Roch », rue du Moulin des 7 Cans à Montpellier. L'opération comprend 28 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 12 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI).

Le projet a été conçu par le cabinet « Jauré S. Architecte DPLG ».

La Société Anonyme d'HLM PROMOLOGIS demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % les quatre emprunts d'un montant total de 3 627 878 € qu'elle sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant total de 1 821 128 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant total de 851 073 € ;

- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 684 297 €.
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 271 380 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil du 25 juillet 2013, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 5111-4 et les articles L. 5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques financières des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLUS construction	PLUS foncier	PLAI construction	PLAI foncier
Montant du prêt	1 821 128 €	851 073 €	684 297 €	271 380 €
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0,60 %		taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt – 0,20 %	
Révisabilité des taux d'intérêt	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %			
Taux annuel de progressivité	de – 3% à 0,50 %			
Révisabilité des taux de progressivité	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A			
Modalité de révision	double révisabilité			
Durée de la phase de préfinancement	de 3 à 24 mois maximum			
Périodicité des échéances	annuelle			
Profil d'amortissement	Amortissements déduit de l'échéance (intérêts différés)			
Durée de la phase d'amortissement	40 ans	50 ans	40 ans	50 ans

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts, soit de 3 à 24 mois maximum de préfinancement suivis d'une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction et PLAI construction et de 50 ans pour les prêts PLUS foncier et PLAI foncier et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par PROMOLOGIS, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par PROMOLOGIS est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à 12 mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si PROMOLOGIS opte pour le paiement des intérêts de la période.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer à PROMOLOGIS pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 2 720 908,50 €, représentant 75 % des quatre prêts d'un montant total de 3 627 878 €, sollicités par la SA d'HLM PROMOLOGIS auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 40 logements sociaux, résidence « Saint-Roch », rue du Moulin des 7 Cans à Montpellier.
- autoriser Monsieur le Président à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA d'HLM PROMOLOGIS, et à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°26 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 15 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE « LE COLORADOR » - 60 RUE DES PATTES À JUVIGNAC - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SA D'HLM PROMOLOGIS - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :
Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

La Société Anonyme d'HLM PROMOLOGIS (groupe CILEO) a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), de 15 logements sociaux, résidence « Le Colorador », 60 rue des Pattes à Juvignac. L'opération, sous maîtrise d'ouvrage de PREMALIS, comprend 11 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 4 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI).
Le projet a été conçu par le cabinet d'architecture TOURRE SANCHIS ARCHITECTES.

La Société Anonyme d'HLM PROMOLOGIS demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % les quatre emprunts d'un montant total de 2 094 762 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant total de 1 007 806 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant total de 542 030 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 353 885 €.
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 191 041 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil du 25 juillet 2013, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 5111-4 et les articles L. 5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques financières des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLUS construction	PLUS foncier	PLAI construction	PLAI foncier
Montant du prêt	1 007 806 €	542 030 €	353 885 €	191 041 €
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0.6%	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0.38%	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt – 0.20%	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0.38%
Révisabilité des taux d'intérêt	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %			
Taux annuel de progressivité	de – 3% à 0,50 %			
Révisabilité des taux de progressivité	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A			

Modalité de révision	double révisabilité	simple révisabilité	double révisabilité	simple révisabilité
Durée de la phase de préfinancement	de 3 à 24 mois maximum			
Périodicité des échéances	annuelle			
Profil d'amortissement	Amortissements déduit (intérêts différés)			
Durée de la phase d'amortissement	40 ans	60 ans	40 ans	60 ans

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts, soit de 3 à 24 mois maximum de préfinancement suivis d'une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction et PLAI construction et de 60 ans pour les prêts PLUS foncier et PLAI foncier, et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par PROMOLOGIS, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par PROMOLOGIS est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à 12 mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si PROMOLOGIS opte pour le paiement des intérêts de la période.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer à PROMOLOGIS pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 1 571 071,50 €, représentant 75 % des quatre prêts d'un montant total de 2 094 762 €, sollicités par la SA d'HLM PROMOLOGIS auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 15 logements sociaux, résidence « le Colorador » 60 rue des Pattes à Juvignac ;
- autoriser Monsieur le Président à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA d'HLM PROMOLOGIS, et à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°27 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 11 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE « LE MAN RAY » - 1 292 AVENUE DES PLATANES À LATTES - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SA D'HLM PROMOLOGIS - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

La Société Anonyme d'HLM PROMOLOGIS (groupe CILEO) a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), de 11 logements sociaux, résidence « Le Man Ray », 1 292 avenue des Platanes à Lattes. L'opération, sous maîtrise d'ouvrage de GAIA PROMOTION, comprend 8 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 3 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI).

Le projet a été conçu par Philippe SEBBANE, architecte à Montpellier.

La Société Anonyme d'HLM PROMOLOGIS demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % les quatre emprunts d'un montant total de 367 299 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant total de 155 846 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant total de 138 195 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 30 967 €.
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 42 291 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil du 25 juillet 2013, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 5111-4 et les articles L. 5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques financières des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLUS construction	PLUS foncier	PLAI construction	PLAI foncier
Montant du prêt	155 846 €	138 195 €	30 967 €	42 291 €
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0.6%	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0.39%	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt – 0.20%	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0.39%
Révisabilité des taux d'intérêt	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%			
Taux annuel de progressivité	de – 3% à 0,50 %			
Révisabilité des taux de progressivité	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A			
Modalité de révision	double révisabilité	simple révisabilité	double révisabilité	simple révisabilité
Durée de la phase de préfinancement	de 3 à 24 mois maximum			
Périodicité des échéances	annuelle			
Profil d'amortissement	amortissements déduit de l'échéance (intérêts différés)			
Durée de la phase d'amortissement	40 ans	60 ans	40 ans	60 ans

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts, soit de 3 à 24 mois maximum de préfinancement suivis d'une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction et PLAI construction et de 60 ans pour les prêts PLUS foncier et PLAI foncier, et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par PROMOLOGIS, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par PROMOLOGIS est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à 12 mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si PROMOLOGIS opte pour le paiement des intérêts de la période. Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer à PROMOLOGIS pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 275 474,25 €, représentant 75 % des quatre prêts d'un montant total de 367 299 €, sollicités par la SA dHLM PROMOLOGIS auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 11 logements sociaux, résidence « Le Man Ray », 1 292 avenue des Platanes à Lattes ;
- autoriser Monsieur le Président à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA d'HLM PROMOLOGIS, et à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°28 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 10 LOGEMENTS EN LOCATION-ACCESSION - RÉSIDENCE « LEZIN ART » À MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SA D'HLM SFHE / GROUPE ARCADE - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

La Société Anonyme d'HLM SFHE / Groupe Arcade a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir la garantie de l'emprunt qu'elle va contracter pour financer la réalisation de 10 logements en location-accession, résidence « Lezin Art », ZAC Rive Gauche, lot 3 à Montpellier. Le projet a été conçu par le cabinet d'architecture N+B Architectes.

La SFHE / Groupe Arcade demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 100% le Prêt Social de Location-Accession (PSLA) d'un montant total de 1 928 118 € qu'elle sollicite auprès de ARKEA Banque Entreprises et Institutionnels.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil Communautaire du 25 juillet 2013, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 5111-4 et les articles L. 5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques du prêt PSLA consenti par ARKEA Banque Entreprises et Institutionnels sont mentionnées ci-après :

Montant du prêt	1 928 118 €
Phase de mobilisation	
Durée	Possible de 3 à 24 mois maximum
Périodicité	Annuelle
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 100 pdb
Commission d'engagement	0.20% du montant emprunté
Phase d'amortissement	
Durée	30 ans maximum
Périodicité	Annuelle
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 100 pdb
Amortissement	Progressif
Remboursement anticipé	Possible à chaque date d'échéance (indemnité gratuite en cas de levée d'option)

Au cas où la SFHE / Groupe Arcade, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas du remboursement du capital des emprunts et des intérêts, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à en effectuer le paiement en son lieu et place, sur simple notification de ARKEA Banque Entreprises et Institutionnels par lettre missive, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ces règlements.

Montpellier Méditerranée Métropole s'engage, pendant toute la durée des prêts à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir la charge de l'emprunt.

Pour rappel, le dispositif PSLA prévoit que l'opérateur rembourse au fur et à mesure des levées d'option des locataires-accédants la partie du prêt correspondant au logement vendu. Lorsque l'ensemble du prêt est remboursé, la garantie n'a plus cours. Par ailleurs, la part du prêt qui serait le cas échéant transférée au locataire-accédant lors de l'acquisition du bien n'est pas couverte par la garantie de Montpellier Méditerranée Métropole.

Il y a lieu de formaliser cette garantie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 1 928 118 €, représentant 100 % du prêt sollicité à SFHE / Groupe ARCADE auprès de ARKEA Banque Entreprises et Institutionnels pour financer la réalisation de 10 logements en location-accession, résidence « Lezin Art », ZAC Rive Gauche, lot 3 à Montpellier ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à intervenir au contrat de prêt qui sera passé entre de ARKEA Banques Entreprises et Institutionnels et la SFHE / Groupe ARCADE, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

M. Noël SEGURA ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°29 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 32 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE « LE DEVÈS » - LIEUDIT « FOUR DE LA CAUX » À PIGNAN - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SA D'HLM IMMOBILIÈRE MÉDITERRANÉE - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :
Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

La Société Anonyme d'HLM IMMOBILIERE MEDITERRANEE a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), de 32 logements sociaux, résidence « Le Devès », lotissement Le Devès, lot n°53, lieudit « Four de la Caux » à Pignan. L'opération, sous maîtrise d'ouvrage du promoteur Amétis, comprend 23 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 12 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI).

Le projet a été conçu par Le cabinet Christophe Marmey Architecte.

La Société Anonyme d'HLM IMMOBILIERE MEDITERRANEE demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % les quatre emprunts d'un montant total de 3 607 016 € qu'elle sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant de 2 039 964 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant de 545 013 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 807 693 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 214 346 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil Communautaire du 25 juillet 2013, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 5111-4 et les articles L. 5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques financières des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLUS construction	PLUS foncier	PLAI construction	PLAI foncier
Montant du prêt	2 039 964 €	545 013 €	807 693 €	21446 €
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0.60%	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0.60%	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt – 0.20%	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 0.20%
Révisabilité des taux d'intérêt	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %			
Taux annuel de progressivité	0 à 0,50 % maximum			
Révisabilité des taux de progressivité	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0 %			
Modalité de révision	double révisabilité limitée			
Préfinancement	de 3 à 24 mois maximum			
Périodicité des échéances	annuelle			
Profil d'amortissement	amortissement déduit (intérêts différés)			
Durée	40 ans	50 ans	40 ans	50 ans

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts, soit de 3 à 24 mois maximum de préfinancement suivis d'une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction et PLAI construction et de 50 ans pour les prêts PLUS foncier et PLAI foncier, et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par IMMOBILIERE MEDITERRANEE, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par IMMOBILIERE MEDITERRANEE est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à 12 mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si IMMOBILIERE MEDITERRANEE opte pour le paiement des intérêts de la période.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer à IMMOBILIERE MEDITERRANEE pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 2 705 262 €, représentant 75 % des quatre prêts d'un montant total de 3 607 016 € sollicités par la SA dHLM IMMOBILIERE MEDITERRANEE auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 32 logements locatifs sociaux, résidence « Le Devès », lotissement Le Devès, lot n°53, lieudit « Four de la Caux » à Pignan ;

- autoriser Monsieur le Président à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA d'HLM IMMOBILIERE MEDITERRANEE, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°30 : LOGEMENT – OPÉRATION PROGRAMMÉE D'AMÉLIORATION DE L'HABITAT DE RENOUVELLEMENT URBAIN DE MONTPELLIER 2010-2015 - QUARTIERS GAMBETTA / FIGUEROLLES / NORD ECUSSON - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS POUR LA RÉHABILITATION DE TROIS LOGEMENTS - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :
Par délibération n°9521 du 27 mai 2010, le Conseil Communautaire a décidé la participation de Montpellier Méditerranée Métropole à l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat de Renouvellement Urbain et Copropriétés Dégradées Gambetta / Figuerolles / Nord-Ecusson pour la période 2010-2015, qui participe à la mise en œuvre du projet « Montpellier Grand Cœur » et du projet de rénovation urbaine de Montpellier.

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole apporte, en complément des aides de l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH) :

- pour les propriétaires occupants aux ressources modestes et très modestes, une subvention de 10% du montant H.T. des travaux subventionnables par l'ANAH, plafonnée de 700 € à 4 000 € selon le niveau de dégradation du logement,
- pour les propriétaires bailleurs, une aide de 100€/m² dans la limite de 4 000 € par logement conventionné à loyer social et de 50 €/m² dans la limite de 2 000 € par logement conventionné à loyer intermédiaire, ainsi qu'une prime de 2 000 € par logement pour la réalisation de travaux permettant une amélioration significative de la performance énergétique et de 2 000 € pour la remise sur le marché de logements vacants loués à loyer conventionné après travaux. Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole est sollicitée pour apporter son concours à la réhabilitation de trois logements occupés par des propriétaires très modestes, pour un montant total de 2 100 €. Les caractéristiques de chacune des opérations de rénovation et leur plan de financement font l'objet d'une présentation détaillée dans le tableau en annexe.

En contrepartie de ces subventions, les propriétaires s'engagent à occuper leurs logements en tant que résidence principale pendant au moins 6 ans.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider l'octroi des subventions telles que décrites dans le tableau en annexe ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905 ;
- dire que le paiement de la subvention sur ses fonds propres s'effectuera après versement par Montpellier Méditerranée Métropole de l'aide de l'ANAH sur la base de la dépense réellement subventionnée ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°31 : LOGEMENT – OPÉRATION "RÉNOVER POUR UN HABITAT DURABLE ET SOLIDAIRE" 2013-2016 - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS POUR LA RÉHABILITATION DE QUARANTE QUATRE LOGEMENTS - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :
Depuis le 1^{er} décembre 2013, Montpellier Méditerranée Métropole a relancé l'opération « Rénover pour un habitat durable et solidaire » labellisé « Habiter Mieux » ayant pour objet la réhabilitation de 180 logements par an, locatifs ou occupés par des propriétaires modestes ; son périmètre couvre l'ensemble du territoire communautaire, hors secteurs de Montpellier déjà concernés par une opération similaire.

Cette opération a pour priorité la lutte contre l'habitat dégradé, indigne et à faible performance énergétique, l'adaptation des logements au handicap ou perte d'autonomie, la remise sur le marché de logements vacants ainsi que la maîtrise des loyers après travaux.

La labellisation « Habiter Mieux » marque l'engagement, pour Montpellier Méditerranée Métropole, de financer annuellement au moins 100 dossiers de propriétaires occupants modestes ou très modestes réalisant des travaux de rénovation permettant un gain énergétique minimal de 25 %. Montpellier Méditerranée Métropole mobilise, pour ce faire, les aides de l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH), dont l'attribution lui est déléguée. Elle accorde par ailleurs sur fonds propres, des aides aux propriétaires occupants modestes et aux propriétaires bailleurs s'engageant à pratiquer des loyers maîtrisés. Celles-ci concernent également l'amélioration de la performance énergétique des logements anciens et la remise sur le marché de logements vacants. Le montant total des subventions mobilisées peut ainsi représenter de 45 % à 80 % du montant hors taxes des travaux subventionnables, voire 100 % pour les propriétaires occupants disposant de ressources très modestes.

Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole est sollicitée pour apporter son concours à la réhabilitation de quarante quatre logements situés dans les communes de Montpellier, Le Crès, Fabrègues, Saint Geniès des Mourgues, Courmonterral, Pérols, Lattes, Sussargues, Castelnau-le-Lez, Saint Jean de Védas, Clapiers, Baillargues, Juvignac, Murviel-lès-Montpellier, Saint-Brès et Villeneuve-lès-Maguelone, occupés par des propriétaires disposant de ressources modestes ou très modestes, pour un montant total de 167 488 €. Les caractéristiques de chacune des opérations de rénovation et leur plan de financement font l'objet d'une présentation détaillée dans le tableau en annexe.

En contrepartie de ces subventions, les propriétaires concernés s'engagent à occuper leurs logements en tant que résidence principale pendant au moins 6 ans.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider l'octroi de subventions telles que décrites dans le tableau en annexe ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 905 ;
- dire que le paiement de la subvention sur ses fonds propres s'effectuera après versement par Montpellier Méditerranée Métropole de l'aide de l'ANAH qui lui est déléguée, sur la base de la dépense réellement subventionnée ;
- autoriser Monsieur Le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°32 : LOGEMENT – PROJET DE RÉNOVATION URBAINE DE MONTPELLIER - QUARTIER CÉVENNES - PLAN DE SAUVEGARDE DU PETIT BARD - ATTRIBUTION DE SUBVENTION POUR LA RÉHABILITATION D'UN LOGEMENT - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :
Par délibérations n°12631 du 27 novembre 2014, n°10614 du 30 janvier 2012, n°9185 du 27 octobre 2009 et n°7877 du 02 octobre 2007, le Conseil Communautaire a décidé la participation de Montpellier Méditerranée Métropole au programme de réhabilitation des logements privés du quartier du Petit Bard à Montpellier, qui s'inscrit dans le cadre du Projet de Rénovation Urbaine de la commune.

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole apporte une subvention de :

- 20% des travaux subventionnables par l'ANAH pour la réhabilitation des logements des propriétaires occupants à ressources modestes ;
- 25% des travaux subventionnables par l'ANAH pour la réhabilitation des logements des propriétaires occupants aux ressources très modestes ;

- 10 % des travaux subventionnables par l'ANAH pour les logements à loyer conventionné intermédiaire ;
- 15% des travaux subventionnables par l'ANAH pour les logements à loyer conventionné social.

Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole est sollicitée pour apporter son concours à un propriétaire occupant disposant de ressources très modestes, pour la réhabilitation de son logement de type 4 de 62,47 m², situé bâtiment C 24. Le projet concerne la mise aux normes électriques, l'isolation des murs et la réfection des sols. Le coût des travaux s'élève à 17 840 € HT correspondant à la dépense subventionnable calculée par l'ANAH, soit 19 624 € T.T.C.

Le plan de financement de l'opération s'établit comme suit :

- Subvention ANAH : 6 244 €
- Subvention Montpellier Méditerranée Métropole : 25 % soit 4 460 €
- Subvention Ville de Montpellier : 1 784 €
- Reste à charge propriétaire : 7 136 €

En contrepartie de cette subvention, le propriétaire occupant s'engage à occuper son logement en tant que résidence principale pendant au moins 6 ans.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- attribuer une subvention d'un montant de 4 460 € à M. Mohamed EL JAGHOUTI demeurant 2 rue du Saxifrage - Le Petit Bard - Bât C à Montpellier ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905 ;
- dire que le paiement de la subvention sur ses fonds propres s'effectuera après versement par Montpellier Méditerranée Métropole de l'aide de l'ANAH qui lui est déléguée, sur la base de la dépense réellement subventionnée;
- autoriser Monsieur Le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°33 : COHÉSION SOCIALE – PASSERELLES-INSERTION - CONVENTION RELATIVE AU CHANTIER D'INSERTION MÉCANIQUE ET AIDE À LA MOBILITÉ - ATTRIBUTION DE SUBVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme C. DARDE, Première Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à la Cohésion sociale, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole exerce la compétence « Développement Economique » et « insertion par l'économique ». A ce titre, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite continuer à soutenir l'action du chantier d'insertion « Mécanique et aide à la mobilité » menée par l'association Passerelles-Insertion sur le territoire de la Métropole.

L'association Passerelles-Insertion, financée par l'Etat et les collectivités territoriales, a pour mission d'accueillir un public en difficulté d'insertion professionnelle et sociale, jeune et adulte, et de lui proposer des actions du type chantiers d'insertion et d'utilité sociale ou formations de pré-qualification.

Dans ce cadre, l'association Passerelles-Insertion porte le chantier d'insertion et d'utilité sociale « Mécanique et Aide à la Mobilité ». Ce chantier d'insertion et d'utilité sociale, qui se déroule sur la Commune de Saint Jean de Védas consiste à entretenir et à réparer des voitures et des cyclomoteurs (neufs) - mécanique, carrosserie, électricité - pour les mettre à disposition à prix modéré ou les vendre à des personnes elles-mêmes en insertion professionnelle.

Cette action d'insertion est financée par Montpellier Méditerranée Métropole depuis 2002.

Cette opération a pour mission de pré-qualifier, dans les différents métiers du secteur automobile, des jeunes et adultes en insertion habitant le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole, recrutés en Contrat à Durée Déterminée d'Insertion (CDDI) pour une durée de 6 mois renouvelable une fois maximum, dans un atelier composé de 12 postes de travail.

L'association Passerelles-Insertion assure le développement de cette action, l'encadrement technique et pédagogique ainsi que la coordination administrative.

Fin décembre dernier, sur 23 bénéficiaires en 2014, 12 salariés sont sortis du dispositif ; 5 d'entre eux ont connu une sortie dynamique : un en emploi durable (une création d'entreprise), 2 en emploi de transition (un contrat aidé et un CDD de moins de 6 mois) et 2 en formation qualifiante.

Pour mener à bien cette action, Montpellier Méditerranée Métropole est sollicitée pour participer à hauteur de 15 000 euros sur un budget prévisionnel total de 371 851 euros pour l'année 2015, sous réserve de l'accord de la Commission Départementale de l'Insertion par l'Activité Economique, de la signature de la Convention, de l'engagement des co-financeurs et de l'équilibre du budget.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération est le suivant :

- 174 492 € de la Direccte Languedoc-Roussillon (Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi),
- 56 690 € du Fonds Social Européen,
- 35 500 € du Département de l'Hérault,
- 15 000 € de Montpellier Méditerranée Métropole,
- 86 169 € de prestations
- 4 000 € de l'Organisme Paritaire Collecteur Agréé

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- accorder à l'association Passerelles-Insertion une subvention de 15 000 euros pour continuer le chantier d'insertion « Mécanique et Aide à la Mobilité » durant l'année 2015, sous réserve de l'accord de la Commission Départementale de l'Insertion par l'Activité Économique, de l'engagement des co-financeurs, de l'équilibre du budget et de la signature de la Convention ;
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2015, chapitre 936 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention avec les partenaires concernés, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°34 : COHÉSION SOCIALE – INFORMATIQUE PLUS - CONVENTION RELATIVE AU CHANTIER D'INSERTION - ATTRIBUTION DE SUBVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme C. DARDE, Première Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à la Cohésion sociale, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole exerce la compétence « Développement Economique » et « Insertion par l'Economie ». A ce titre, Montpellier Méditerranée Métropole favorise notamment l'accompagnement, le soutien, le développement et le renforcement des actions d'insertion par l'économie permettant la rencontre locale entre l'offre et la demande d'emploi.

Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite continuer à soutenir l'action du chantier d'insertion « Informatique Plus » menée par l'Association Informatique Plus sur le territoire de la Métropole.

L'Association Informatique Plus, financée par l'Etat et les collectivités territoriales a pour mission d'accueillir un public jeune et adulte en difficulté d'insertion professionnelle et sociale et de lui proposer des actions de type chantier d'insertion ou formation pré-qualification.

L'action « Informatique Plus », qui se déroule sur les communes de Castries et de Montpellier, consiste à récupérer du matériel informatique obsolète, à réaliser un tri sélectif, à évacuer vers des filières de traitement les déchets informatiques inutilisables, à réhabiliter une partie du matériel et à le mettre à disposition d'associations à prix modérés ou le vendre à des personnes suivant un parcours d'insertion professionnelle justifié. L'atelier principal de démantèlement et de reconstitution du matériel informatique est situé sur la Commune de Castries, un point de vente et les bureaux administratifs restant sur la commune de Montpellier.

Cette opération a pour mission de pré-qualifier, dans les différents métiers du secteur informatique, des jeunes et adultes en insertion habitant Montpellier Méditerranée Métropole, recrutés en Contrat à Durée Déterminée d'Insertion (CDDI) pour une durée de 6 mois renouvelable une fois maximum, dans un atelier composé de 14 postes de travail.

L'Association Informatique Plus assure le développement de cette action, l'encadrement technique et pédagogique ainsi que la coordination administrative.

En 2014, sur 22 personnes sorties du dispositif, 18 d'entre elles ont connu une sortie dynamique : 7 en emplois durables (CDI ou CDD de plus de 6 mois), 1 personne a créé son entreprise, 7 en emplois de transition (CDD de moins de 6 mois) et 3 en formations qualifiantes.

Pour mener à bien cette action, il est demandé à Montpellier Méditerranée Métropole de participer à hauteur de 15 000 euros sur un budget prévisionnel total de 346 704 euros, sous réserve de l'accord de la Commission Départementale de l'Insertion par l'Activité Economique, de la signature de la Convention, de l'engagement des co-financeurs et de l'équilibre du budget.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération est le suivant :

- 191 704 € de la Direccte Languedoc-Roussillon (Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi),
- 82 000 € du Conseil Général de l'Hérault,
- 58 000 € de ventes de produits (micros, périphériques, ...),
- 15 000 € de Montpellier Méditerranée Métropole.

Une convention précise le déroulement de l'action ainsi que les modalités du financement de Montpellier Méditerranée Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- accorder à l'association Informatique Plus une subvention de 15 000 euros pour continuer l'action du chantier d'insertion « Informatique Plus » durant l'année 2015, sous réserve de l'accord de la Commission Départementale de l'Insertion par l'Activité Économique, de l'engagement des co-financeurs, de l'équilibre du budget et de la signature de la Convention ;
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2015, chapitre 936 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention de partenariat, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°35 : ENERGIE ET TRANSITION ÉNERGÉTIQUE – MARCHÉ DE MAINTENANCE, ENTRETIEN ET DÉPANNAGE DES ÉQUIPEMENTS DE PRODUCTION DE FROID - CONVENTION CONSTITUTIVE DE GROUPEMENT DE COMMANDES ENTRE LA VILLE DE MONTPELLIER ET MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ - AUTORISATION DE LANCER LA CONSULTATION ET DE SIGNER LA CONVENTION ET LE MARCHÉ

Mme T. DASYLVA, Présidente Suppléante de la Commission Energie et Transitoir énergétique, rapporte :
Depuis le 1^{er} janvier 2003, les services de la Ville de Montpellier assurent par convention, l'entretien et la maintenance des équipements climatiques des bâtiments transférés à la Métropole. Le 1^{er} janvier 2008, cette convention a été étendue à une partie de son patrimoine propre.

La maintenance, l'entretien et le dépannage des équipements de production de froid sont confiés par le service énergie de la ville de Montpellier à un prestataire de service. Ce contrat comprend une partie de maintenance préventive, qui est incluse dans les prestations couvertes par la convention entre les deux collectivités et une partie maintenance curative et travaux de dépannage qui en sont exclus.

Afin d'accroître la réactivité en cas de panne et d'optimiser la maintenance des équipements de production de froid, il apparaît pertinent que la ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole disposent du même prestataire pour réaliser la maintenance préventive, d'une part et la maintenance curative, d'autre part. Il est donc proposé d'établir un groupement de commandes publiques entre les deux collectivités selon la convention annexée à la présente délibération.

La Commune de Montpellier est proposée coordonnatrice du groupement et sa Commission d'Appel d'Offres sera celle du groupement.

L'objectif du marché à procédure adaptée (MAPA) est la conclusion d'un marché à bons de commande, d'une durée initiale de six mois qui débutera au plus tôt le 11 juillet 2015 jusqu'au 31 décembre 2015 et sera reconductible deux fois, par période de un an, pour les années 2016 et 2017.

La procédure de mise en concurrence implique le lancement d'un marché à procédure adaptée (MAPA), conformément aux articles 28 et 77 du code des marchés publics, d'un montant maximum strictement inférieur à 207 000 € H.T., périodes de reconduction éventuelles comprises. Ce marché se compose d'un lot unique.

Les montants estimatifs annuels sont les suivants :

- pour la Commune de Montpellier, le montant estimé est de 21 000 € H.T./an,
- pour Montpellier Méditerranée Métropole, le montant estimé est de 8 000 € H.T./an.

Le marché sera notifié et signé par la Commune de Montpellier au nom du groupement pour une durée de six mois, et renouvelé tacitement pour deux périodes d'un an maximum.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser la constitution du groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole,
- autoriser la signature des marchés avec les candidats retenus par la Commission d'Appel d'offres à l'issue de la procédure de consultation,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de la Métropole,
- autoriser Monsieur le Président à signer tous les documents relatifs à cette affaire et à prendre toute décision concernant l'exécution de ce marché, y compris son éventuelle résiliation.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°36 : CULTURE – CONVENTION DE DOUBLE DÉLIVRANCE DE DIPLÔMES ENTRE L'UNIVERSITÉ PAUL-VALÉRY MONTPELLIER ET LE CONSERVATOIRE À RAYONNEMENT RÉGIONAL - LICENCE MUSICIEN INTERPRÈTE - PROLONGATION ET ACTUALISATION DU DISPOSITIF - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. B. TRAVIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Culture, rapporte : Depuis quelques années, des cursus d'études post-DEM (Diplôme d'Etudes Musicales) proposant un enseignement de type pré professionnel instrumental, chorégraphique et vocal, se sont développés dans de nombreux conservatoires.

Le Conservatoire à Rayonnement Régional (CRR) propose, dans le cadre de la création de l'espace européen d'enseignement supérieur dit « De Bologne », une redéfinition des missions et du contenu de ce cycle d'études par le biais du dispositif intitulé « Cycle d'Enseignement Supérieur Professionnalisé » (CESP) qui correspond à la définition des Centres d'enseignement supérieur décentralisés ou Pôles supérieurs mis en place sous l'égide du Ministère de la Culture et de la Communication.

Il s'agit de permettre aux étudiants d'acquérir, dans des conditions optimales et dans une logique d'insertion professionnelle, des savoirs et savoir-faire, dans un cadre défini conjointement par les conservatoires et les universités.

Destinée aux musiciens, cette formation débouche en trois ans sur la délivrance de la Licence « Arts, Lettres, Langues » mention « Musicologie » parcours « Musicien interprète » et, sous réserve d'habilitation par le Ministère de la culture et de la communication, du Diplôme National Supérieur Professionnel de Musicien (DNSPM).

Le partenariat engagé dans cette perspective entre l'Université Paul-Valéry Montpellier et le Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole depuis l'année universitaire 2008/2009 a permis de définir un contenu équilibré et cohérent correspondant à ces objectifs.

Il est proposé de renouveler ce partenariat par la conclusion d'une nouvelle convention avec l'Université Paul-Valéry Montpellier, qui précise les modalités techniques et administratives de sa mise en œuvre : conditions d'admission, cadre de formation, modalités administratives d'inscription, jurys, délivrance des diplômes. En outre, à l'origine prévue pour les disciplines « Cordes et « Claviers », la présente convention intègre toutes les disciplines dispensées au CRR.

La présente convention prendra fin à l'issue de l'accréditation, soit au 31 août 2021, et est renouvelable par décision expresse.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de double délivrance des diplômes entre l'Université Paul-Valéry Montpellier et le Conservatoire à Rayonnement Régional relative à la Licence Musicien Interprète,
- autoriser Monsieur Le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention susvisée ainsi que tout document découlant de cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°37 : CULTURE – MUSÉE FABRE - SITE ARCHÉOLOGIQUE LATTARA, MUSÉE HENRI PRADES - ADAPTATION DES TARIFS - APPROBATION

M. B. TRAVIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Culture, rapporte : Les dispositions tarifaires des musées Fabre et Henri Prades doivent être modifiées afin de prendre en compte l'harmonisation de l'offre culturelle des deux établissements et ainsi définir des conditions d'accès adaptées à tous les publics. Les modifications proposées induisent en conséquence, l'évolution et/ou la modification des offres des musées, et l'ajustement des modalités d'accès aux tarifs spécifiques vers un modèle unique applicable aux deux musées. De manière synthétique, elles conduisent :

- à un élargissement de la validité de l'abonnement annuel du musée Fabre, pour y inclure le musée Henri Prades – Site archéologique Lattara, sans changement de tarifs, avec définition d'un tarif « professionnel » de 15€ pour les puéricultrices et auxiliaires puéricultrices, et d'un tarif « étudiant » de 9€,
- à la création de tarifs « Billet famille » au musée Henri Prades – Site archéologique Lattara,
- à la suppression des tarifs 'Collections permanentes seules » du musée Fabre, afin d'y inclure systématiquement les collections Art Décoratif de l'Hôtel Sabatier d'Espeyran,
- à une mise à jour des tarifs du musée Henri Prades – Site archéologique Lattara sur les entrées individuelles et les visites guidées individuelles, inchangés depuis 2007,
- à une mise à jour des tarifs d'entrée aux expositions temporaires d'été du musée Fabre, sur les entrées individuelles et les visites guidées individuelles, compte tenu notamment des coûts importants liés à leur organisation,
- à une mise à jour des tarifs des visites guidées sur réservation du musée Fabre, compte tenu des tarifs constatés dans d'autres musées de province,
- à la redéfinition et l'harmonisation des conditions d'accès aux tarifs spécifiques des deux musées, avec davantage de souplesse pour les personnes handicapées et leurs accompagnants,
- à une mise à jour des tarifs des audiophones et autres dispositifs multimédias d'aide à la visite du musée Fabre,
- à une mise à jour des tarifs relatifs aux droits de reproduction des visuels d'œuvres du musée Fabre.

Les nouvelles dispositions tarifaires sont annexées à la présente délibération. Compte tenu des contraintes techniques liées au paramétrage des systèmes billettiques, elles entreront en vigueur au mardi 7 avril 2015 pour le musée Henri Prades, et au mardi 14 avril 2015 pour le musée Fabre.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser l'adaptation des tarifs du musée Fabre et du Site archéologique Lattara - musée Henri Prades,
- approuver les nouveaux tarifs tels que définis ci-dessus,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°38 : CULTURE – SITE ARCHÉOLOGIQUE LATTARA-MUSÉE HENRI PRADES - CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE ET LE CNRS - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. B. TRAVIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Culture, rapporte :
Dans le cadre du développement des activités muséales, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite renforcer les partenariats susceptibles d'amplifier le rôle et le rayonnement scientifique du Site archéologique *Lattara*-Musée Henri Prades.

Au vu de cet objectif, il semble propice de pérenniser la collaboration qui existe entre le Site archéologique *Lattara*-Musée Henri Prades et l'Unité Mixte de Recherche « Archéologique des Sociétés Méditerranéennes » (UMR 5140) dépendant du Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS).

Dans une perspective de mise en commun des compétences scientifiques, de partage des outils méthodologiques, d'échange des connaissances, d'accueil des étudiants et de valorisation des publications des travaux menés, le Site archéologique *Lattara*-Musée Henri Prades et le CNRS ont mis en place des actions pour répondre de façon optimale à ces objectifs, et ainsi gérer au mieux les relations et la collaboration scientifique qu'ils entretiennent depuis plus de quatre ans.

Ces actions révèlent un bilan positif, et ce partenariat a notamment permis d'organiser diverses expositions temporaires, telles que « *Les objets racontent Lattara* » du 16 octobre 2010 au 30 avril 2011 ; « *Des rites et des hommes* » du 9 juillet 2011 au 8 janvier 2012 ; « *Les Iapodes, peuple méconnu* » du 15 mars au 8 septembre 2014 ; et « *Jean Arnal et le Néolithique en Languedoc* » du 27 septembre 2014 au 10 août 2015.

Il convient donc de les poursuivre afin de consolider le partenariat mis en place, en établissant une nouvelle convention de partenariat, pour une période de quatre ans.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et le CNRS ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer cet avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°39 : CULTURE – SITE ARCHÉOLOGIQUE LATTARA-MUSÉE HENRI PRADES - CONVENTION DE PARTENARIAT POUR LE FINANCEMENT DES FOUILLES ARCHÉOLOGIQUES 2015 SUR LES SITES DE LATTARA (LATTES) ET DU CASTELLAS (MURVIEL-LES-MONTPELLIER) - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. B. TRAVIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Culture, rapporte :
Depuis 2011, le CNRS, pour le compte de l'UMR 5140, est chargé de la gestion d'un projet triennal participant à la mise en place de fouilles archéologiques sur le Site archéologique *Lattara*, Commune de Lattes et le Site archéologique du Castellàs, Commune de Murviel-lès-Montpellier, propriétés de Montpellier Méditerranée Métropole. Cette collaboration s'inscrit dans le cadre d'une convention qui précise les modalités de financement et de participation de chacun des trois partenaires.

Dans le cadre de ce projet de fouilles prévu du 1^{er} au 26 juillet 2015 sur le site de *Lattara* et durant quatre mois sur le site du Castellàs (prospection et études céramologiques en avril, fouilles du 1^{er} juin au 29 août), Montpellier Méditerranée Métropole apporte sa contribution financière à hauteur de 80 000€, soit 25 000€ pour *Lattara* et 55 000€ pour Castellàs.

Dans cette même optique, la Commune de Murviel-lès-Montpellier qui soutient activement les campagnes de fouilles, finance depuis 2014 les terrassements sur le site du Castellàs à hauteur de 6 000€.

En outre, elle prend en charge la mise à disposition de douches pour les fouilleurs, elle garantit l'usage de locaux pour le stockage et l'étude des vestiges archéologiques, de matériel informatique durant la période des fouilles, l'aide au débroussaillage du site ainsi que les coûts liés aux fluides.

Le CNRS, quant à lui, initie et gère les campagnes de fouilles ainsi que les orientations scientifiques des projets de recherches sur chacun de ces deux sites. Chaque secteur fouillé soulève ainsi une problématique spécifique. Pour répondre à ces problématiques, il est essentiel de faire appel à une équipe de recherche forte et nombreuse, et de se prévaloir de nombreux partenaires.

Sur le Site archéologique *Lattara*, la zone profonde (zone 1), dont l'étude a débuté en 1963 avec Henri Prades et son équipe, sera fouillée pendant quatre semaines. Pour le Site de Castellàs, la campagne de fouilles concernera l'étude de la fortification de la ville haute et de ses abords immédiats, l'exploration d'un quartier d'habitat de la ville basse et le dégagement complet du centre monumental.

Il convient donc de poursuivre le partenariat mis en place, en établissant une nouvelle convention, pour l'année civile 2015.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Commune de Murviel-lès-Montpellier et le C.N.R.S. pour le financement de la campagne de fouille archéologique 2014 sur les sites de Lattara à Lattes et du Castellàs à Murviel-lès-Montpellier,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°40 : CULTURE – CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DE L'AGORA DE LA DANSE AVEC LES ASSOCIATIONS MONTPELLIER DANSE ET CENTRE CHORÉGRAPHIQUE NATIONAL DE MONTPELLIER - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. B. TRAVIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Culture, rapporte :
Par délibération n°12640 du 27 novembre 2014, le Conseil de Communauté a approuvé la signature d'une nouvelle convention d'occupation temporaire de l'Agora de la Danse avec Montpellier danse et le Centre Chorégraphique National de Montpellier (CCNM). Cette nouvelle convention définit de manière beaucoup plus précise les obligations de l'occupant en matière de maintenance des locaux, d'assurance et de responsabilités, maintient le principe d'une refacturation des charges (électricité, eau, téléphonie, gaz, chauffage, maintenance) par Montpellier Méditerranée Métropole aux deux occupants, et permet une plus grande ouverture du lieu sur la cité et aux publics.

Elle introduit également le paiement d'une redevance fixe calculée en fonction des investissements réalisés par Montpellier Méditerranée Métropole sur les 10 dernières années, amortis sur 50 ans, soit 164 000 € pour Montpellier Danse, et 96 000 € pour le CCNM.

Compte tenu d'un contexte budgétaire particulièrement contraint, et afin de permettre à ces deux structures d'intégrer progressivement ces charges supplémentaires, vu enfin le caractère d'intérêt général des activités de Montpellier Danse et du CCNM, associations à but non lucratif, et à l'article L 2151.1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, il est proposé que la mise à disposition des espaces soit consentie jusqu'au 30 septembre 2016, à titre gracieux, et relève d'une contribution volontaire de la Collectivité au bénéfice de Montpellier Danse et du CCNM, valorisée à hauteur des montants susmentionnés.

En application des dispositions de la jurisprudence ces contributions sont assimilables à des subventions. Elles seront donc intégrées, conformément à l'article L 2313-1 du Code Général des Collectivités Territoriales dans la liste des concours attribués par la Métropole sous forme de prestations en nature ou de subventions, figurant en annexe des documents budgétaires à hauteur de :

- 164 000€ pour l'association Montpellier Danse
- 96 000€ pour l'association Centre Chorégraphique National de Montpellier

Il convient en conséquence de conclure une nouvelle convention, intégrant ces dispositions. Toutes les autres clauses de la convention approuvée par le Conseil de Communauté du 27 novembre 2014 sont maintenues. La nouvelle convention proposée prendra effet à compter de la date de sa signature, jusqu'au 30 septembre 2016.

La présente délibération abroge la délibération n°12640 du 27 novembre 2014.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- abroger la délibération n°12640 du 27 novembre 2014,
- approuver la conclusion d'une nouvelle convention d'occupation temporaire de l'Agora de la Danse avec les associations Montpellier Danse et Centre Chorégraphique National de Montpellier,
- approuver les montants des contributions volontaires consenties par Montpellier Méditerranée Métropole pour la mise à disposition des lieux aux associations susmentionnées,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention susvisée ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°41 : CULTURE – MUSÉE FABRE - CONVENTION DE COLLABORATION SCIENTIFIQUE AVEC L'INSTITUT NATIONAL DU PATRIMOINE DANS LE CADRE DE L'EXPOSITION L'ART À NAPLES, UN SIÈCLE D'OR - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. B. TRAVIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Culture, rapporte :
Le musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole organise une exposition, *L'Age d'Or de la peinture à Naples* qui se tiendra au musée du 20 juin au 11 octobre 2015.

Dans ce cadre, il est proposé de conclure un partenariat scientifique avec l'Institut National du Patrimoine de Paris, portant notamment sur la rédaction du catalogue de l'exposition. L'Institut National du Patrimoine (INP) est un établissement d'enseignement supérieur du Ministère de la Culture et de la Communication, qui a pour mission le recrutement par concours et la formation initiale des conservateurs du patrimoine de l'État, de la fonction publique territoriale et de la Ville de Paris ainsi que des restaurateurs du patrimoine. L'objet de la présente convention est de définir la nature de la contribution scientifique et logistique de l'Institut National du Patrimoine au projet.

L'Institut National du Patrimoine apportera son soutien à l'édition du catalogue d'exposition, de plusieurs manières :

- Contribution scientifique : participation de plusieurs conservateurs stagiaires à la rédaction des textes scientifiques du catalogue.
- Contribution éditoriale : Manuela Bazzali, chargée des éditions à l'INP, assurera le suivi éditorial de cette production, travaillant en étroite collaboration avec le service des expositions du musée Fabre, en charge de la réalisation de la publication.
- Contribution financière : l'INP apportera une contribution financière de 4 000 euros à l'édition, outre l'achat des droits afférant à l'iconographie des textes scientifiques produits par les auteurs de l'INP.

Enfin, Gennaro Toscano, directeur des études du département des conservateurs, directeur de la recherche et des relations scientifiques à l'INP et spécialiste des études napolitaines participera aux recherches, tant en tant que membre du comité scientifique que comme auteur du catalogue.

En échange de sa contribution financière et éditoriale, le musée livrera à l'INP 200 exemplaires du catalogue de l'exposition, option au marché public n°3855DC15 relatif à l'édition du catalogue, chiffrée à 3 791 €H.T. soit 4 000 € T.T.C., que l'INP s'engage à ne pas commercialiser.

Une page sera prévue pour accueillir un éditorial du directeur de l'INP. La collaboration de l'INP sera rendue visible dans les outils de communication de l'exposition (logo, une page dans le dossier de presse).

Enfin, les deux parties s'engagent à collaborer pour promouvoir l'événement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de collaboration scientifique conclue avec l'Institut National du Patrimoine,
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention de collaboration scientifique susvisée, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°42 : CULTURE – PLANÉTIARIUM GALILÉE - SPECTACLE "SOLAR SUPERSTORMS" - CONTRAT DE LICENCE AVEC LA SOCIÉTÉ SPITZ INC. - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. B. TRAVIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Culture, rapporte :
Le Planétarium Galilée assure le renouvellement régulier des spectacles de Planétarium qui sont proposés pour les séances publiques.

Après la diffusion du film « Les légendes du ciel maya », présenté au Planétarium Galilée depuis février 2013 et qui a attiré 13 600 spectateurs jusqu'à ce jour, il est proposé la diffusion d'un nouveau film, « Solar Superstorms », sélectionné sur la base du scénario et du script. Actuellement en production aux États-Unis, ce film proposera des images spectaculaires de l'activité au sein du Soleil et s'intéressera aux incidences de l'activité solaire sur la Terre.

Le producteur, Spitz Inc. propose un contrat de licence d'un montant de 13 700 dollars américains, soit environ 12 000 euros pour une durée de cinq ans à compter de sa première présentation au public du planétarium Galilée, prévue le samedi 4 juillet 2015. Les clauses du contrat ne dérogent pas aux contrats qui sont d'usage en la matière et se situent dans la fourchette des prix pratiqués pour un nouveau film.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion du contrat de licence du film vidéo pleine voûte "Solar Superstorms" avec la société Spitz Inc.,
- dire que les crédits sont prévus au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer le contrat de licence susvisé ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°43 : CULTURE – CENTRE D'ART CONTEMPORAIN - ANCIEN MUSÉE DE L'HISTOIRE DE LA FRANCE ET DE L'ALGÉRIE - MARCHÉ N°2623DC11 DE MAÎTRISE D'ŒUVRE PARTIELLE BÂTIMENT - AVENANT N°2 - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Par délibération n°10459 du 27 octobre 2011, le Conseil de Communauté a approuvé la signature du marché de maîtrise d'œuvre partielle n°2623DC11 relatif aux travaux bâtiment du musée de l'Histoire de la France et de l'Algérie (missions VISA à AOR, SSI et OPC) avec le groupement FERRI-CASTELNAU ARCHITECTES (mandataires) / BETS AIGOIN (BET Structure) / BETSO (BET Fluides) / Thierry Rossel (Economiste) /JSI Coordination (SSI) / ORDIPRO (OPC) / C&G (SYN), pour un forfait de rémunération de 348 471,57 € H.T. La conclusion de ce nouveau marché avait été rendue nécessaire suite à la refonte du programme scientifique et culturel du musée.

Par délibération n°12293 en date du 19 juin 2014, le Conseil de Communauté a prononcé l'arrêt de l'opération de construction du Musée de l'Histoire de France et de l'Algérie (MHFA) dans les locaux de l'Hôtel Montcalm, à Montpellier, et l'étude de sa réorientation vers un projet fondé sur l'art contemporain.

Dans cette perspective, et compte tenu des contraintes techniques liées à la situation, il a été décidé de finaliser et adapter les travaux bâtiment de manière à ce que ceux-ci soient compatibles avec le futur projet. Ces dispositions ont induit d'une part une évolution de l'enveloppe travaux liée au présent marché, et d'autre part une augmentation du délai global du chantier consécutive à l'arrêt de l'opération et de la nécessaire reprise de certaines études.

Il convient donc de conclure avec le titulaire un avenant n°2 au marché n°2623DC11, ayant pour objet la fixation d'un nouveau forfait de rémunération prenant en compte les éléments susvisés, conformément à l'article 6.1 du CCAP du marché de maîtrise d'œuvre.

L'évolution proposée est la suivante :

Augmentation de l'enveloppe travaux bâtiment	
Enveloppe travaux bâtiment initiale en € H.T.	3 606 946,00 €
Nouvelle enveloppe travaux bâtiment en € H.T.	3 928 248,93 €
Ecart	+ 321 302,93 €
Taux de rémunération	9,66%
Augmentation du forfait de rémunération en € H.T.	+ 31 037,86 €
Augmentation du délai global du chantier	
Le délai initial global du marché était de 28 mois, dont un an de Garantie de Parfait Achèvement, avec une phase de réception programmée en décembre 2014. Cette phase est à ce jour envisagée en avril 2015, soit 4 mois après la date prévue au marché. La rémunération complémentaire correspondante convenue avec la maîtrise d'œuvre est de 2 mois supplémentaires calculés sur un prorata de 85% des DET pour l'ensemble de la maîtrise d'œuvre, hors OPC.	
Montant mensuel de 85% la mission DET hors OPC en € H.T.	10 326,68 €
Nombre de mois pris en compte	2
Augmentation du forfait de rémunération en € H.T.	+ 20 653,36 €

En conséquence, le forfait de rémunération du marché est modifié comme suit :

Montant initial du marché :	348 471,57 € H.T.
Montant de l'avenant n°1(avenant de transfert) :	0,00 € H.T.
Montant de l'avenant n°2 :	+ 51 691,22 € H.T.
Nouveau montant du marché :	400 162,79 € H.T.

L'augmentation du marché est de 14,83% par rapport au marché initial.

La Commission d'Appel d'Offres du mardi 17 mars 2015 a émis un avis favorable à la conclusion de cet avenant n°2.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser la conclusion de l'avenant n°2 au marché de maîtrise d'oeuvre n°2623DC11, avec le groupement FERRI-CASTELNAU ARCHITECTES (mandataires) / BETS AIGOIN (BET Structure) / BETSO (BET Fluides) / Thierry Rossel (Economiste) / JSI Coordination (SSI) / ORDIPRO (OPC) / C&G (SYN),
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 903,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer l'avenant n°2 précité ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°44 : CULTURE – CENTRE D'ART CONTEMPORAIN - ANCIEN MUSÉE DE L'HISTOIRE DE LA FRANCE ET DE L'ALGÉRIE - AVENANTS AUX MARCHÉS DE TRAVAUX N°2183DC09 LOTS N°4, 5, 7, 9A, 9B, 10, 11, N°3131DC12 LOTS N°6, 8, 12, 14, N°3315DC13 LOTS N°4A ET 5A, N°3510DC13, ET N°3514DC13 - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Par délibération n°9269 du 22 décembre 2009, le Conseil a approuvé l'attribution des lots n°1, 4, 5, 6, 9a, 9b, 10, 11 et 12 relatif aux marchés n°2183DC09 de travaux bâtiment du Musée de l'Histoire de la France et de l'Algérie, ainsi que la relance d'un appel d'offres pour le lot n°13 et le lancement d'une consultation en procédure adaptée pour les lots n°2, 3, 7 et 8.

Par délibération n°9787 du 28 septembre 2010, le Conseil a approuvé la passation de l'avenant n°1 au lot n°12.

Par délibération n°9933 du 15 décembre 2010, le Conseil a approuvé la passation des avenants n°1 aux lots n°2, 4, et 11, et avenant n°2 au lot n°12.

Par délibération n°10249 du 23 juin 2011, le Conseil a approuvé la passation des avenants n°1 aux lots n°3, 5, 7, 8, 9a, 10, et 13, et avenants n°2 aux lots n°2 et 4.

Par délibération n°11 712 du 25 juillet 2013, le Conseil a autorisé la signature des marchés de travaux bâtiment n°3131DC12, lots n°1, 6, 8, 12 et 14.

Par délibération n°11 713 du 25 juillet 2013, le Conseil a autorisé la signature du marché n°3315DC13, lot n°5a.

Par délibération n°12002 du 27 novembre 2013, le Conseil a autorisé la signature du marché de travaux bâtiment n°3315DC13, lot n°4a.

Par délibération n°12072 du 19 décembre 2013, le Conseil a autorisé la signature des marchés n°3510DC13 et 3514DC13.

Par délibération n°12293 en date du 19 juin 2014, le Conseil a prononcé l'arrêt de l'opération de construction du Musée de l'Histoire de France et de l'Algérie dans les locaux de l'Hôtel Montcalm, à Montpellier, et l'étude de sa réorientation vers un projet fondé sur l'art contemporain.

Dans cette perspective, et compte tenu des contraintes techniques liées à la situation, il a été décidé de finaliser et adapter les travaux bâtiment de manière à ce que ceux-ci soient compatibles avec le futur projet. Ceci impacte des marchés de travaux en cours, par la modification, la suppression ou l'ajout de prestations, et nécessite en conséquence la conclusion d'avenants avec les entreprises attributaires comme suit :

Marché n°2183DC09 - Lot n° 09b : Electricité Courants Faibles – Avenant n°2

Entreprise : Groupement SOMITEG (mandataire) – ETNI – SAS SIEMENS

Objet : Reprise des études, modification des systèmes d'alarmes et de contrôle d'accès, ajustement des circuits de câblage et de distribution électrique.

Total des prestations modifiées et supprimées : 3 050,11 € H.T.

Le montant du marché est donc modifié comme suit :

Montant initial :	420 289,74 € H.T.
Montant de l'avenant n°1 HT :	38 980,53 € H.T.
Montant de l'avenant n°2 HT :	3 050,11 € H.T.
Nouveau montant du marché :	462 320,38 € H.T.

Soit une augmentation de 10,00% par rapport au montant initial du marché.

Marché n°2183DC09 - Lot n°5 : Menuiseries bois – Parquet – Avenant n°3

Entreprise : TRADIBOIS

Objet : Modification des prestations relatives aux sols, parquet et plinthes.

Total des prestations modifiées et supprimées : 14 809,03 € H.T.

Le montant du marché est donc modifié comme suit :

Montant initial :	435 196,62 € H.T.
Montant de l'avenant n°1 HT :	52 927,75 € H.T.
Montant de l'avenant n°2 HT :	982,91 € H.T.
Montant de l'avenant n°3 HT :	14 809,03 € H.T.
Nouveau montant du marché :	503 916,31 € H.T.

Soit une augmentation de 15,79% par rapport au montant initial du marché.

Marché n°2183DC09 - Lot n°7 : Revêtements de sols en résine – Avenant n°3

Entreprise : SOCAMO

Objet : Suppression et modification de prestations sur certains espaces de l'Hôtel Montcalm

Total des prestations modifiées et supprimées : -164 382,49 € H.T.

Le montant du marché est donc modifié comme suit :

Montant initial :	285 010,85 € H.T.
Montant de l'avenant n°1 HT :	3 124,00 € H.T.
Montant de l'avenant n°2 HT :	25 279,42 € H.T.
Montant de l'avenant n°3 HT :	-164 382,49 € H.T.
Nouveau montant du marché :	149 031,78 € H.T.

Soit une diminution de -47,71% par rapport au montant initial du marché.

Marché n°2183DC09 - Lot n°9a : Electricité – Courants forts – Avenant n°3

Entreprise : INEO MIDI PYRENEES

Objet : Suppression d'appareillages, adaptation et ajouts de points de distributions électriques.

Total des prestations modifiées et supprimées : 7 923,70 € H.T.

Le montant du marché est donc modifié comme suit :

Montant initial :	305 072,08 € H.T.
Montant de l'avenant n°1 HT :	52 502,35 € H.T.
Montant de l'avenant n°2 HT :	-6 147,51 € H.T.
Montant de l'avenant n°3 HT :	7 923,70 € H.T.
Nouveau montant du marché :	359 350,62 € H.T.

Soit une augmentation de 17,79% par rapport au montant initial du marché.

Marché n°2183DC09 - Lot n°10 : Génie climatique - Plomberie – Avenant n°3

Entreprise : SPIE SUD OUEST

Objet : Reprise des études, modifications des distributions aérauliques et de désenfumage, adaptation du système de gestion technique du bâtiment.

Total des prestations modifiées et supprimées : -9 672,19 € H.T.

Le montant du marché est donc modifié comme suit :

Montant initial :	909 392,64 € H.T.
Montant de l'avenant n°1 HT :	82 163,31 € H.T.
Montant de l'avenant n°2 HT :	53 111,08 € H.T.
Montant de l'avenant n°3 HT :	-9 672,19 € H.T.
Nouveau montant du marché :	1 034 994,84 € H.T.

Soit une augmentation de 13,81% par rapport au montant initial du marché.

Marché n°2183DC09 - Lot n°11 : Ascenseurs – Avenant n°3

Entreprise : OTIS

Objet : Amélioration du projet par la fourniture et pose de capotage en tôle inox pour les seuils des portes palières.

Total des prestations modifiées : 3 460,00 € H.T.

Le montant du marché est donc modifié comme suit :

Montant initial :	117 000,00 € H.T.
Montant de l'avenant n°1 HT :	9 461,05 € H.T.
Montant de l'avenant n°2 HT :	9 110,00 € H.T.
Montant de l'avenant n°3 HT :	3 460,00 € H.T.
Nouveau montant du marché :	139 031,05 € H.T.

Soit une augmentation de 18,83% par rapport au montant initial du marché.

Marché n°2183DC09 - Lot n°4 : Menuiseries aluminium - Serrurerie – Avenant n°4

Entreprise : SOLATRAG

Objet : Adaptation et suppression de prestations sur l'aile Est du bâtiment, et reprise du portail rue Joffre.

Total des prestations modifiées : -18 149,70 € H.T.

Le montant du marché est donc modifié comme suit :

Montant initial :	421 361,20 € H.T.
Montant de l'avenant n°1 HT :	18 120,90 € H.T.
Montant de l'avenant n°2 HT :	28 675,32 € H.T.
Montant de l'avenant n°3 HT :	11 919,70 € H.T.
Montant de l'avenant n°4 HT :	-18 149,70 € H.T.
Nouveau montant du marché :	461 927,42 € H.T.

Soit une augmentation de 9,63% par rapport au montant initial du marché.

Marché n°3131DC12 - Lot n°6 : Cloisons – Doublages - Plafonds – Avenant n°1

Entreprise : RED CONCEPT

Objet : Reprise de flocage et suppression des prestations cloisons, doublages et plafonds sur une partie du bâtiment.

Total des prestations modifiées et supprimées : -286 525,91 € H.T.

Le montant du marché est donc modifié comme suit :

Montant initial :	582 384,50 € H.T.
Montant de l'avenant n°1 HT :	-286 525,91 € H.T.
Nouveau montant du marché :	295 858,59 € H.T.

Soit une diminution de -49,20% par rapport au montant initial du marché.

Marché n°3131DC12 - Lot n°8 : Peinture - Nettoyage – Avenant n°1

Entreprise : SOPESUD

Objet : suppression des prestations peinture sur une partie du bâtiment.

Total des prestations modifiées et supprimées : -91 269,50 € H.T.

Le montant du marché est donc modifié comme suit :

Montant initial :	215 243,50 € H.T.
Montant de l'avenant n°1 HT :	-91 269,50 € H.T.
Nouveau montant du marché :	123 974,00 € H.T.

Soit une diminution de -42,40% par rapport au montant initial du marché.

Marché n°3131DC12 - Lot n°12 : Restauration des décors peints – Avenant n°1

Entreprise : ATELIER PAILLARD BOYER

Objet : Chargement, transport et assemblage d'une banquette bois.

Total des prestations supplémentaires : 1 171,39 € H.T.

Le montant du marché est donc modifié comme suit :

Montant initial :	119 204,68 € H.T.
Montant de l'avenant n°1 HT :	1 171,39 € H.T.
Nouveau montant du marché :	120 376,07 € H.T.

Soit une augmentation de +0,98% par rapport au montant initial du marché.

Marché n°3131DC12 - Lot n°14 : Mobilier – Avenant n°1

Entreprise : AE3

Objet : modification de mobilier d'accueil et de rangement, et suppression de mobiliers dans une partie du bâtiment.

Total des prestations modifiées et supprimées : --23 955,00 € H.T.

Le montant du marché est donc modifié comme suit :

Montant initial :	100 165,00 € H.T.
Montant de l'avenant n°1 HT :	-23 955,00 € H.T.
Nouveau montant du marché :	76 210,00 € H.T.

Soit une diminution de -23,92% par rapport au montant initial du marché.

Marché n°3315DC13 - Lot n°4a : Métallerie – Avenant n°1

Entreprise : SOLATRAG

Objet : Suppression de structures métalliques, gardes corps, grilles, et de prestations sur charpente métallique.

Total des prestations supprimées : -31 726,00 € H.T.

Le montant du marché est donc modifié comme suit :

Montant initial :	84 962,60 € H.T.
Montant de l'avenant n°1 HT :	-31 726,00 € H.T.
Nouveau montant du marché :	53 236,60 € H.T.

Soit une diminution de -37,34% par rapport au montant initial du marché.

Marché n°3315DC13 - Lot n°5a : Menuiseries extérieures - Ventelles – Avenant n°1

Entreprise : MENUISERIE POUJOL

Objet : Déplacement d'une cheminée pour améliorer la fonctionnalité de l'auditorium, ajustement d'une porte extérieure pour garantir les unités de passage requises, et ajout d'une façade de placard technique.

Total des prestations modificatives : 4 304,06 € HT.

Le montant du marché est donc modifié comme suit :

Montant initial :	110 162,00 € H.T.
Montant de l'avenant n°1 HT :	4 304,06 € H.T.
Nouveau montant du marché :	114 466,06 € H.T.

Soit une diminution de +3,91% par rapport au montant initial du marché.

Marché n°3510DC13 : Electricité – Courants forts – Avenant n°1

Entreprise : INEO MIDI PYRENEES

Objet : Modification des éclairages des cours et des installations électriques dans le sous-sol haut.

Total des prestations modificatives : 9 977,02 € HT.

Le montant du marché est donc modifié comme suit :

Montant initial :	66 484,49 H.T.
Montant de l'avenant n°1 HT :	9 977,02 € H.T.
Nouveau montant du marché :	76 461,51 € H.T.

Soit une augmentation de +15,01% par rapport au montant initial du marché.

Marché n°3514DC13 : Détection et supervision SSI, intrusion et contrôle d'accès – Avenant n°1

Entreprise : SAS SIEMENS

Objet : Suppression des prestations SSI relatives à l'aile Est du bâtiment.

Total des prestations supprimées : -6 477,28 € H.T.

Le montant du marché est donc modifié comme suit :

Montant initial : 46 329,41 € H.T.

Montant de l'avenant n°1 HT : -6 477,28 € H.T.

Nouveau montant du marché : 39 852,13 € H.T.

Soit une diminution de -13,98% par rapport au montant initial du marché.

La Commission d'Appel d'Offres en date du 17 mars 2015 a donné un avis favorable à la conclusion des avenants précités.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser la conclusion de l'avenant n°2 au lot 9b, des avenants n°3 aux lots n°5, 7, 9a, 10 et 11, et de l'avenant n°4 au lot n°4 relatifs au marché de travaux n°2183DC09,
- autoriser la conclusion des avenants n°1 aux lots n°6, 8, 12 et 14 relatifs au marché de travaux n°3131DC12,
- autoriser la conclusion des avenants n°1 aux lots n°4a et 5a relatifs au marché de travaux n°3315DC13,
- autoriser la conclusion de l'avenant n°1 au marché de travaux n°3510DC13,
- autoriser la conclusion de l'avenant n°1 au marché de travaux n°3514DC13,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 903,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer les avenants précités ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°45 : CULTURE – FONDS D'AIDE À LA DIFFUSION THÉÂTRALE - ÉLABORATION DE CRITÈRES D'ATTRIBUTION - APPROBATION

M. B. TRAVIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Culture, rapporte :

Le Fonds d'Aide à la Diffusion Théâtrale contribue à soutenir la vitalité artistique sur le territoire de la métropole en permettant une plus large diffusion de spectacles créés et joués par des compagnies locales. En 2014, cette aide a permis de soutenir la diffusion de près de 20 spectacles sur le territoire, pour un montant global de 45 000 € T.T.C. qui sera reconduit en 2015.

Il est envisagé d'apporter des améliorations au fonctionnement de ce fonds afin que ce dispositif concourt également tant à la professionnalisation des lieux de diffusion, qu'à l'accompagnement des communes et des petites structures sur le choix des compagnies accueillies, et qu'il leur garantisse un contrat en bonne et due forme conforme à la réglementation en vigueur et aux bonnes pratiques.

A cet effet, le dispositif sera élargi aux théâtres soutenus contractuellement en fonctionnement par la Métropole. Ceux-ci pourront être financés via le Fonds d'Aide à la Diffusion Théâtrale à condition qu'ils programment des compagnies installées sur le territoire métropolitain, dans le cadre d'un conventionnement particulier.

Un comité consultatif d'experts, issus du milieu théâtral mais n'ayant pas d'intérêts dans l'attribution du fonds, a été réuni. Ses réflexions ont permis de préciser le cadre présenté aujourd'hui. Compte tenu des objectifs de la politique culturelle de Montpellier Méditerranée Métropole, il est ainsi proposé de conditionner l'Aide à la Diffusion Théâtrale aux critères suivants :

- Présentation de la programmation annuelle de chaque lieu de diffusion,
- Nécessité pour le diffuseur d'établir un contrat de cession ou de co-réalisation avec minimum garanti pour la compagnie,
- Nécessité pour le diffuseur de joindre sa licence d'entrepreneur de spectacle,
- Obligation que la compagnie bénéficiaire soit installée sur le territoire métropolitain ; une attention particulière sera portée sur les compagnies émergentes,
- Incitation à la diffusion d'une série pour le spectacle aidé.
- Irrigation la plus large possible du nombre de communes de la Métropole,
- Professionnalisation du lieu et des compagnies aidées.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les critères d'attribution du Fonds d'Aide à la Diffusion Théâtrale tels que définis ci-dessus,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document découlant de cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°46 : SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES – FONDS SPÉCIAL SPORTS - SUBVENTIONS - ATTRIBUTION

M. J.-L. MEISSONNIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux Sports et Traditions sportives, rapporte :

Un fonds spécial est créé pour soutenir des actions ponctuelles sur le territoire métropolitain ou reconnaître des résultats sportifs dont l'audience participe à la promotion de Montpellier Méditerranée Métropole au plan national voir international.

Dans ce cadre il est proposé au Conseil de Métropole de soutenir les projets et manifestations suivantes :

1/ Accueillir une étape sur le territoire métropolitain d'une course relais au bénéfice de la recherche sur la maladie de Rett.

L'association nationale « ARett toi pour courir » organise une course-relais à pied réunissant plusieurs centaines de coureurs, qui rejoint Marseille à Angers, soit près de 1200 kilomètres en 10 jours, au bénéfice de la recherche sur la maladie de Rett.

Le 2 mai 2015 les coureurs vont traverser les communes de Lavérune et Pignan pour arriver à Murviel-lès-Montpellier, où vit une enfant atteinte de cette maladie rare.

Au regard de l'ampleur de cet événement à la fois sportif, solidaire et éducatif, il est proposé au Conseil de Métropole d'attribuer une subvention de 500 € au Comité des Fêtes de Murviel-lès-Montpellier afin de contribuer au financement d'animations pour les enfants, de stands d'information et de conférences sur cette maladie rare pour laquelle il n'existe actuellement pas de traitement médical.

2/ Attribuer 1000 € au profit du Racing Club Védasèn pour l'organisation d'un tournoi de football qui accueillera près de 1 000 participants provenant de toute la France lors du week end de Pentecôte.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'attribution de ces subventions, dont le versement est conditionné par la signature d'une convention d'attribution,
- dire que les crédits sont inscrits au budget primitif 2015 de la Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°47 : SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES – PISCINE OLYMPIQUE D'ANTIGONE - MARCHÉ N°3759DS14 DE NETTOYAGE DES FAÇADES DE LA PISCINE OLYMPIQUE D'ANTIGONE - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. J.-L. MEISSONNIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux Sports et Traditions sportives, rapporte :

Le marché n°3183DS12 qui concerne les prestations de nettoyage des façades de la Piscine Olympique d'Antigone est arrivé à échéance.

Ce marché comprend les prestations de nettoyage suivantes :

- façades vitrées y compris la double peau sur une surface globale de 13 020 m2,
- habillage en saillie des toitures,
- habillage en aluminium laqué des poutres du solarium,
- habillage en aluminium laqué des attaches de haubans,
- habillage en aluminium laqué du toit mobile,
- habillage en aluminium laqué des édicules en toiture,
- grilles de caniveau ceinturant les façades de la piscine.

Le dit marché intègre également la fourniture des produits et matériels nécessaires, ainsi que l'assistance technique à l'exploitant.

Afin de renouveler ce marché et d'assurer la continuité des prestations de nettoyage sus mentionnées, un appel d'offre ouvert a été lancé le 14 octobre 2014 en application des articles 33, 57 à 59 et 77 du Code des marchés publics.

A l'issue de la procédure, la Commission d'Appel d'Offres, lors de sa séance du 10 mars 2015 a attribué le marché à l'entreprise ACAD située à Saint-Gely-du-Fesc, qui a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse.

Le marché à intervenir, référencé sous le numéro 3759DS14, sera conclu pour une durée d'un an renouvelable trois fois à compter de sa notification.

Il est conclu à prix mixte pour un montant estimatif annuel qui se décompose comme suit :

Montant annuel des prestations régulières et programmées, à prix global et forfaitaire	30 225 € H.T.
Montant estimatif annuel des prestations ponctuelles complémentaires sur bordereau de prix unitaires (les commandes pouvant être passées à ce titre étant sans montants minimum ni maximum)	17 455 € H.T.
Total estimatif annuel du marché	47 680 € H.T.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion du marché n°3759DS14 de nettoyage des façades de la Piscine Olympique d'Antigone avec la société ACAD ,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer le marché sus mentionné ainsi que tout autre document relatif à cette affaire et à prendre toute décision relative à l'exécution du marché, notamment sa résiliation éventuelle.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°48 : SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES – CHAMPIONNAT DU MONDE DE HANDBALL MASCULIN 2017 - CONVENTION D'ACCUEIL SUR LE TERRITOIRE DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. J.-L. MEISSONNIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux Sports et Traditions sportives, rapporte :

Dans le cadre de sa politique sportive, Montpellier Méditerranée Métropole soutient les manifestations d'envergure nationale et internationale, dont l'audience auprès du public et l'impact médiatique contribuent à promouvoir son image et participent au développement local de son territoire.

La Fédération Internationale de Handball a désigné la France comme pays hôte d'accueil du Championnat du monde 2017, et délégué son organisation à la Fédération Française de Handball. Cet événement se déroulera sur plusieurs sites nationaux du 12 au 29 janvier 2017 et réunira 24 équipes. Il se répartira en une phase préliminaire, une Coupe du Président, une phase éliminatoire et une phase finale.

Le choix par la Fédération Française de Handball de confier l'organisation de la phase éliminatoire du Mondial 2017 à la Ligue Régionale de Handball du Languedoc-Roussillon et à ses partenaires institutionnels s'inscrit parfaitement dans le cadre de la politique sportive de la Métropole.

Forte de son expérience dans l'accueil d'événements sportifs majeurs comme les Coupes du Monde de Football, de Handball et de Rugby, les arrivées et départs du Tour de France, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite s'engager et partager son expérience avec les partenaires sportifs et institutionnels, pour accueillir deux huitièmes et un quart de finale, prévus sur le site de la Park and Suites Aréna, entre le 21 et le 24 janvier 2017.

Cet engagement doit être formalisé par une convention d'accueil conclue entre le Comité d'Organisation du Championnat du Monde de Handball France 2017 (CO France 2017) et les acteurs locaux du territoire de Montpellier constitués de la Ligue Régionale de Handball, du Conseil Régional Languedoc-Roussillon, de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole.

Cette convention définit les conditions d'accueil de l'événement, les conditions de mise à disposition du site de compétition et des terrains d'entraînement pour la préparation et le déroulement des matchs, les modalités de communication et de promotion de l'événement, ainsi que le programme d'animations périphériques. La création d'un Comité Local d'Organisation permettra de coordonner l'organisation du Mondial 2017 sur le territoire métropolitain, notamment en ce qui concerne les animations et la promotion de l'événement.

La convention d'accueil prévoit également une contribution financière globale de 350 000 € répartie entre la Région Languedoc-Roussillon, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole.

Dans ce cadre, par la signature de cette convention Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à verser d'ici 2017, une subvention totale de 115 000 €, sous réserve de l'adoption des autorisations annuelles de subvention par le Conseil de Métropole, et sous réserve des concours financiers des autres collectivités.

Pour l'exercice 2015, il est proposé d'attribuer une première subvention de 50 000 € au titre de cette convention d'accueil.

Ce financement permettra de participer aux dépenses d'hébergements, de transports, de restauration des équipes et officiels, de fourniture et pose du sol sportif, de services médicaux, de communication et de logistique du site de compétition (technologie numérique, mobilier, signalétique, décoration), de recrutement et de formation des volontaires.

A ce titre, Montpellier Méditerranée Métropole pourra utiliser la charte graphique du Mondial 2017 dans le cadre de la communication institutionnelle et de la promotion de l'événement et bénéficiera d'une visibilité sur le site internet de la compétition.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser la signature de la convention d'accueil du Championnat du Monde Masculin 2017 avec le Comité d'Organisation France 2017, la Ligue Régionale de Handball et la Région Languedoc-Roussillon ;
- attribuer une subvention de 50 000 € au Comité d'Organisation France 2017 pour l'exercice 2015 ;
- dire que les crédits sont prévues au budget de la collectivité, chapitre 933 ;
- préciser que la demande complémentaire de subvention de 65 000 € sera soumise au vote du Conseil de Métropole au titre de l'exercice 2016, sous réserve de l'adoption de l'autorisation annuelle de subvention ;
- autoriser Monsieur le Président à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°49 : SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES – ADHÉSION À L'ASSOCIATION NATIONALE DES ÉLUS EN CHARGE DU SPORT (ANDES) - APPROBATION

M. J.-L. MEISSONNIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux Sports et Traditions sportives, rapporte :

Le sport en général et le sport professionnel en particulier est en constante évolution. Son approche par les collectivités territoriales devient de plus en plus complexe et nécessite d'assurer une veille régulière afin de faire face aux évolutions rapides du secteur sportif.

C'est dans cet esprit que Montpellier Méditerranée Métropole souhaite faire bénéficier toutes les communes membres d'une adhésion à l'Association Nationale des Elus en charge du Sport (ANDES).

L'Association Nationale des Elus en charge du Sport a pour but :

- de renforcer les échanges entre les communes par l'intermédiaire de leurs élus chargés des sports et de l'animation sportive, afin de favoriser le partage des expériences en matière de développement des activités sportives ;
- d'assurer la défense des intérêts matériels et moraux, tant collectifs qu'individuels de ses membres en toute matière relative aux activités et aux infrastructures sportives, y compris par voie d'action ou d'intervention en justice ;
- d'assurer la représentation collective de ses membres auprès de l'Etat, du mouvement sportif, des organismes d'aménagement des normes des équipements sportifs d'homologation des enceintes sportives et de sécurité des manifestations sportives ;
- de constituer un organe de réflexion consultatif en matière de gestion, d'organisation des activités physiques et sportives, de concertation et de négociation avec tous les organismes ayant une influence sur la vie sportive de la collectivité.

La cotisation pour 2015, calculée en fonction du nombre d'habitants de chaque commune est fixée à 4 601, 80 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à l'ANDES ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget primitif de la Métropole, chapitre 933 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°50 : RESSOURCES HUMAINES – AVENANT N°1 À LA CONVENTION FINANCIÈRE 2015 AVEC LE COMITÉ D'ACTION SOCIALE SPORTIVE ET CULTURELLE DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ - APPROBATION

M. P. BONNAL, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux Ressources Humaines, rapporte :

Par délibération n°12691 du Conseil de Communauté en date du 18 décembre 2014, Montpellier Méditerranée Métropole a autorisé la signature d'une convention de moyens avec le Comité d'Action Sociale Sportive et Culturelle (CASSC) pour l'année 2015.

Cette convention a pour objet de formaliser les moyens qui sont mis à disposition du CASSC, ainsi que les moyens mis en œuvre par le Conseil d'administration de ce dernier pour atteindre les objectifs qui lui ont été fixés. Au titre de ces moyens, figurent le versement d'une subvention annuelle dont le montant et les modalités de versement sont définis par une convention financière signée le 13 février 2015.

Aussi, comme stipulé dans l'article 2.3 de ladite convention, il convient de prévoir un avenant à la convention financière 2015 par lequel Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à verser la subvention pour l'année 2015 qui sera fixée par le Conseil Métropolitain après le vote du Budget Primitif 2015.

Montpellier Méditerranée Métropole s'engage ainsi à verser au CASSC une subvention de 451 250 € au titre du Budget Primitif 2015. L'ensemble des dispositions prévues dans le cadre de la convention financière 2015 signée entre Montpellier Méditerranée Métropole et le Comité d'Action Sociale Sportive et Culturelle demeurent en vigueur.

Le versement de la subvention s'effectuera en fonction de l'échéancier établi par la Collectivité joint en annexe et sur présentation d'un relevé d'identité bancaire.

Ces dispositions ont été soumises à l'avis des membres du Comité Technique réunis le 24 mars 2015.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'avenant n°1 à la convention financière 2015 entre Montpellier Méditerranée Métropole et le Comité d'Action Sociale, Sportive et Culturelle ;
- dire que les crédits sont prévus au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, Budget Principal, chapitre 930 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer l'avenant n°1 à la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Mesdames Isabelle Touzard, Eliane Lloret, Véronique Perez, Patricia Mirallès, Isabelle Gianiel, Rosy Buono, Jackie Galabrun-Boulbes, et Messieurs Gérard Castre, Pierre Bonnal, Yvon Pellet, Jean-Luc Meissonnier, Thierry Breyse, Joël Raymond, Jean-Luc Savy, Genies Balazun, René Revol, Jean-Luc Cousquer et Arnaud Moynier ne prennent pas part au vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°51 : RESSOURCES HUMAINES – MODIFICATION DU TABLEAU DES EMPLOIS ET DES EFFECTIFS

M. P. BONNAL, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux Ressources Humaines, rapporte :

I-Création de poste :

Dans le cadre de l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole, il est nécessaire de créer au tableau des effectifs les postes mentionnés dans l'**annexe 1** ci-jointe.

Pour les emplois de catégorie A, il convient de préciser qu'il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé.

II-Créations de postes CAP 2015 :

Dans le cadre de l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole, il est nécessaire, dans la perspective des promotions internes de l'année 2015, de créer au tableau des effectifs les postes mentionnés dans l'**annexe 2** ci-jointe, après avis du Comité Technique du 24 mars 2015.

III-Transformations de postes :

Dans le cadre de l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole, il convient de procéder à des ajustements de postes au moyen de créations et de suppressions mentionnées en **annexe 3** ci-jointe, après avis du Comité Technique du 24 mars 2015.

Pour les emplois de catégorie A, il convient de préciser qu'il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- modifier le tableau des effectifs de Montpellier Méditerranée Métropole en tenant compte des créations, des transformations de postes;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole Budget Principal, chapitre 920, 923, 924, 928 et 929 et les budgets annexes ;
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux votes contre).

Ont voté contre : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°52 : RESSOURCES HUMAINES – MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ - VILLE DE MONTPELLIER - SERVICE COMMUN DE DIRECTION DE CABINET - CONVENTION - MODIFICATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. P. BONNAL, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux Ressources Humaines, rapporte :

Dotée d'un pacte de confiance métropolitain, Montpellier Méditerranée Métropole a posé les bases d'une intercommunalité consentie et négociée. Cette nouvelle gouvernance des relations entre la Métropole et ses communes place la coopération au cœur de son projet politique.

Sur ce fondement et dans cet esprit de coopération, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier ont souhaité mutualiser leur direction de cabinet dans le cadre d'une convention de service commun.

Les lois n°2010-1563 du 16 décembre 2010, n°2012-281 du 29 février 2012 et n°2014-58 du 27 janvier 2014 ont défini un cadre juridique pour la mise en œuvre de services communs entre un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre et une ou plusieurs de ses communes membres, en dehors des compétences transférées. La création de ces services communs est codifiée à l'article L.5211-4-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé la création du service commun de direction de cabinet par sa délibération n°12776 du 5 février 2015.

Les modalités de cette mutualisation sont consignées dans une convention, en vertu de laquelle le service commun de direction de cabinet est géré par la Métropole et placé, en fonction de la mission réalisée, sous l'autorité fonctionnelle du Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou sous celle du Maire de la Ville de Montpellier.

Il est convenu que les dépenses mutualisées, qui couvrent notamment les charges de personnel et frais assimilés, sont remboursées par la Ville de Montpellier à la Métropole selon une clé de répartition des dépenses entre collectivités à hauteur de 50% chacune.

Il est proposé d'élargir le périmètre de mutualisation au poste de chef de cabinet, sans que cela ne modifie les dispositions définies dans la convention d'origine. La nouvelle convention se substitue ainsi à la précédente, qui n'a pas encore produit d'effet, pour une mise en place à compter du 1^{er} avril 2015.

Le Comité technique de Montpellier Méditerranée Métropole a été saisi, le 24 mars 2015, pour avis sur ce complément apporté à la convention de service commun et la fiche d'impact, décrivant notamment les effets sur l'organisation et les conditions de travail, la rémunération et les droits acquis des agents concernés.

La Ville de Montpellier saisit également son Comité technique, le 20 mars 2015, et son assemblée délibérante, le 30 mars 2015, aux fins de signer ladite convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les modifications apportées au service commun de direction de cabinet,
- dire que les crédits correspondants sont prévus au budget 2015,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°53 : PRÉVENTION ET VALORISATION DES DÉCHETS, PROPRETÉ DE L'ESPACE PUBLIC – TRAITEMENT DES DÉCHETS MÉNAGERS ET ASSIMILÉS - REPRÉSENTANTS DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE AU SEIN DE LA COMMISSION PRÉFECTORALE DE SUIVI DE SITE DE L'UNITÉ DE MÉTHANISATION AMETYST - DÉSIGNATION

M. C. MEUNIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Prévention et valorisation des déchets et propreté de l'Espace public, rapporte :

Par délibération n°12231 du 19 mai 2014, le Conseil a désigné les représentants de la Communauté d'Agglomération à la Commission de Suivi de Site AMETYST. Cette instance présidée par le monsieur le Préfet a essentiellement un rôle d'information, de concertation et de dialogue entre les différentes parties.

Suite à la validation, par arrêté préfectoral du 2 février 2015, du transfert de la Métropole au délégataire de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter l'unité de méthanisation, comme le prévoit la nouvelle convention de délégation de service public pour l'exploitation d'AMETYST entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2015, il est envisagé de modifier la représentativité de la Métropole au sein de la Commission de Suivi de Site, qui doit se réunir le 20 avril prochain.

Compte de cette évolution Montpellier Méditerranée Métropole disposera désormais d'un représentant titulaire et d'un représentant suppléant.

Il est donc proposé de procéder à leur désignation.

Sur proposition du Président, en application des informations transmises à l'ensemble des élus et de l'article L.2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, il sera proposé au Conseil de Métropole de décider à l'unanimité de ne pas procéder à la désignation des représentants de la Métropole de Montpellier au sein de la Commission de Suivi de Site AMETYST au scrutin secret mais à main levée.

Le Président propose les candidatures suivantes :

- Titulaire : M. Meunier,
- Suppléante: Mme Touzard.

Aucune autre candidature 'est proposée par l'Assemblée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- procéder à la désignation de M. Meunier en qualité de représentant titulaire et Mme Touzard en qualité de représentant suppléant au sein de la Commission de Suivi de Site AMETYST et les autoriser à exercer toute fonction dans ce cadre,
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°54 : PRÉVENTION ET VALORISATION DES DÉCHETS, PROPRETÉ DE L'ESPACE PUBLIC – GESTION DES DÉCHETS MÉNAGERS ET ASSIMILÉS - MARCHÉ 3801GD14 RELATIF AU TRAITEMENT DES DÉCHETS INERTES ISSUS DES DÉCHÈTERIES DE LA MÉTROPOLE - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. C. MEUNIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Prévention et valorisation des déchets et propreté de l'Espace public, rapporte :

Lors de sa séance du 5 mars 2015, le Conseil de Métropole a autorisé la signature du marché 3801GD14 relatif au traitement des déchets inertes issus des déchèteries de la Métropole avec la société BIOCAMA, sise CD5 sur la commune de Pignan. Ce marché à bons de commande, d'une durée d'un an renouvelable deux fois par période d'un an, porte sur :

- La réception des déchets inertes issus des déchèteries de Montpellier Méditerranée Métropole,
- La pesée des apports,
- Le traitement des déchets inertes avec un objectif de valorisation maximum,
- Le suivi administratif et comptable des flux de déchets et la transmission régulière des informations à la Métropole

La société BIOCAMA n'a toutefois pas été en mesure de produire dans le délai imparti la totalité des documents visés à l'article 46 du code des marchés publics et attestant de la régularité de sa situation fiscale et sociale. C'est pourquoi, conformément aux dispositions de l'article 46-III du même code, le marché 3801GD14 ne peut finalement pas être signé avec cette dernière.

Il convient dès lors de conclure ce marché avec la société SOVAMI, sise route de Bel Air 34 790 Grabels, dont l'offre a été classée seconde par la Commission d'Appel d'Offres ((AO) du 27 janvier 2015, et qui a adressé à la Métropole, dans le délai imparti, l'ensemble des documents visés à l'article 46 du Code des Marchés Publics.

Le montant annuel prévisionnel du marché est de 70 660 € HT correspondant au traitement des 21000 tonnes de déchets inertes portées au Détail Quantitatif Estimatif.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- abroger la délibération n°12823 du 5 mars 2015 approuvant la signature du marché n°3801GD14 avec la société BIOCAMA défaillante,
- approuver la conclusion du marché n°3801GD14 tel que défini ci-dessus avec la société SOVAMI,
- dire que les crédits correspondants sont et seront inscrits aux budgets 2015 et suivants de la Métropole de Montpellier, au chapitre 937,
- autoriser Monsieur le Président de la Métropole de Montpellier à signer le marché, ainsi que tout document relatif à cette affaire, et à prendre toute décision concernant son exécution, notamment son éventuelle résiliation.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°55 : TRANSPORTS ET MOBILITÉ – AVENANT N°7 À LA CONVENTION POUR LA GESTION DU SERVICE DES TRANSPORTS PUBLICS DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme I. GIANIEL, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée aux Transports et Mobilité, rapporte :

Par délibération n°9279 du 22 décembre 2009, le Conseil de la Communauté d'Agglomération de Montpellier a approuvé la convention d'exploitation du service des transports en commun passée avec le Groupement TaM/Transdev-Montpellier, pour une durée de 8 ans, du 1^{er} janvier 2010 au 31 décembre 2017.

Le contrat est de type affermage avec un engagement sur les recettes et le délégataire est rémunéré sur la base d'une Subvention Forfaitaire d'Exploitation (SFE) indexée annuellement résultant de la différence entre les charges forfaitaires d'exploitation et les produits forfaitaires d'exploitation sur lesquels le délégataire s'engage pour chacune des années de la convention.

Un avenant n°1, approuvé par délibération n°9920 du Conseil communautaire en date du 15 décembre 2010, a intégré :

- des mesures d'augmentation d'offre, avec notamment la prise en compte de la ligne 4 du tramway ;
- des ajustements correspondants de la Subvention Forfaitaire d'Exploitation, y compris notamment la prise en compte du dispositif de sécurisation du réseau ;
- des ajustements techniques sans incidence sur la Subvention Forfaitaire d'Exploitation.

Un avenant n°2, approuvé par délibération n°10378 du Conseil communautaire en date du 28 juillet 2011, a concerné le projet de création d'un Espace Multimodal de Montpellier Agglomération (projet dénommé « EMMA ») utilisant les Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication pour mettre à disposition du public un accès numérique de commercialisation et d'information d'un ensemble de services de mobilité proposés en alternative à la voiture particulière. Cet avenant n°2 n'a pas modifié les engagements du délégataire en termes d'offre kilométrique et de fréquentation, mais fait évoluer la Subvention Forfaitaire d'Exploitation.

Un avenant n°3, approuvé par délibération n°10600 du Conseil communautaire en date du 20 décembre 2011, a pris en compte :

- l'importante évolution du réseau en vue de la mise en service des lignes de tramway 3 et 4 en avril 2012 et des mesures d'amélioration de la desserte des communes prises par anticipation dès septembre 2011 ;
- des ajustements correspondants de la Subvention Forfaitaire d'Exploitation ;
- des ajustements techniques sans incidence sur la SFE.

Un avenant n°4, approuvé par délibération n°11340 du Conseil communautaire en date du 20 décembre 2012, a porté sur:

- les corrections apportées à l'offre de transport au titre des années 2012 et suivantes ;
- l'intégration dans le périmètre de la délégation des projets de ligne 5, de bouclage de la ligne 4 et d'extension de la ligne 1 vers la gare TGV compte tenu de leurs incidences sur l'ensemble du réseau de transports en commun ;
- la prise en compte de la mission d'assistance confiée au délégataire pour l'étude de l'exploitabilité de l'extension de la ligne 1 vers la nouvelle gare TGV et le nouveau quartier « Oz Montpellier Nature Urbaine ».

Un avenant n°5, approuvé par délibération n°11606 du Conseil communautaire en date du 23 mai 2013 a ajusté le contrat en fonction :

- des modifications de phasage des opérations d'urbanisation autour des lignes de tramway, impactant les objectifs de déplacement pour 2013 et 2014,
- des montants de charges annuelles de fonctionnement du projet EMMA entre les partenaires du Groupement, initialement toutes chez Transdev-Montpellier
- des frais de personnel,
- des éléments techniques sans incidence sur la SFE.

Enfin, un avenant n°6 approuvé par délibération n°12452 du Conseil communautaire en date du 31 juillet 2014 a concerné :

- des ajustements de l'offre urbaine et suburbaine portant notamment sur le Transport à la Demande,
- des ajustements correspondants de la Subvention Forfaitaire d'Exploitation et actant les retards d'urbanisation,
- des ajustements techniques sans incidence sur la SFE.

Objet de l'avenant n°7 proposé :

Par délibération en date du 13 juin 2014, le conseil communautaire a adopté une nouvelle grille tarifaire qui est entrée en vigueur au 1^{er} septembre 2014. Cette nouvelle grille a modifié la structure tarifaire en introduisant un titre ramenant le voyage à 1 €, avec une carte 10 voyages à 10 €, et une diminution du prix des abonnements jeunes mensuel et annuel de 20 %.

Il est donc nécessaire de prendre en compte les conséquences de ces dispositions tarifaires sur l'équilibre du contrat, tant en termes de fréquentation que de recettes. Il convient également d'intégrer les effets d'autres décisions prises et des modifications de l'offre.

1°) Ajustements de l'offre et des objectifs de fréquentation

- Les mesures mises en œuvre concernent principalement des améliorations de services à la clientèle relative à la ligne 30 et à l'offre Amigo, par une modification de tracé,
- A partir de 2015, l'impact des travaux de bouclage de la ligne 4 de tramway sur les lignes urbaines 1, 2, 3, 4, 6, 7, 11 et des lignes suburbaines 18 et 32,
- A partir de 2016, la prise en compte de la nouvelle offre de service du bouclage ligne 4.
- L'impact de la fréquentation 2014 du transport à la demande.

Ces modifications doivent nécessairement être intégrées afin de mettre à jour l'offre kilométrique par mode, les vitesses moyennes et les objectifs de fréquentation correspondant, définis à l'annexe 18 de la convention.

2°) Ajustement de la Subvention Forfaitaire d'Exploitation

Notamment avec la prise en compte financière :

- de l'ensemble des mesures exposées au point 1 – Ajustement de l'offre et des objectifs de fréquentation ci-dessus,
- des conséquences de pré-exploitation du bouclage de la ligne 4,
- des économies sur les charges d'exploitation EMMA et sur les charges du PC LAURE (contrôle des feux hors Montpellier),
- de la part non subventionnée de la mise en compatibilité informatique de la billettique métropolitaine avec celle de Hérault Transport sur 2015-2017,
- de l'amortissement des investissements de sécurisation 2015,
- du terme au 01/07/2015 de l'offre de location/maintenance de vélos longue durée et vélos électriques au profit du développement de la location courte durée,
- de l'indemnisation du délégataire au titre de la réforme tarifaire de septembre 2014 et de son impact sur l'équilibre du contrat ainsi bouleversé sur la période 2014-2017.

3°) Ajustements d'ordre technique sans impact sur la SFE comprenant notamment :

- La mise à jour de l'annexe 14 concernant les critères qualité,
- La mise à jour de l'annexe 18 concernant la répartition des volumes de services périscolaires avec et sans engagements (sans impact financier),
- La mise à jour de l'annexe 25 concernant l'avancement du projet EMMA et son financement,
- Le transfert de SFE de Transdev-Montpellier vers TaM concernant le portail Web et le Service Après-Vente EMMA.

Ces modifications ont des conséquences administratives, techniques et financières sur la convention d'exploitation du service des transports en commun passée avec le Groupement TaM/ Transdev-Montpellier.

En particulier le niveau d'offre prévisionnel total (annexe 18) sera le suivant :

(en milliers de kilomètres)

Année	2014	2015	2016	2017
Offre kilométrique Avenant 7	13 124,8	12 833.8	12 850.8	12 852.2
dont tramway	5 456.1	5 370.3	5 514.3	5 515.6

Non compris les kilomètres des services spéciaux affrétés et des dessertes de soirée.

L'engagement du délégataire sur la fréquentation (annexe 18) est modifié comme suit :

(en milliers de déplacements validés)

Année	2014	2015	2016	2017
Déplacements Avenant 7	50 635.5	52 085.2	54 038.4	55 481.5

Les montants de la Subvention Forfaitaire d'Exploitation (article IV.7 et 8) sont les suivants :

(en milliers d'euros HT valeur juin-2009) :

Année	2014	2015	2016	2017
SFE Avenant 7	39 192	40 129	39 848	38 858
dont TaM	27 556	28 693,7	28 547,6	27 600,3
dont TRANSDEV-MTP	11 635,9	11 435	11 300,2	11 257,9

non compris les indemnités tarifaires (au titre des articles IV.5.1 et 3 et articles IV.12.1 et 2) ni les compensations au tarif contractuel (sociales, scolaires et SMTCH) calculées par application de l'article IV.6 et assujetties à TVA, ou les taxes refacturées au réel, conformément au chapitre IV de la Convention.

Le projet d'avenant n°7 tel que présenté ci-dessus a fait l'objet d'un avis favorable de la Commission Délégation de Service Public pour la gestion et l'exploitation du service des transports urbains et de la mobilité lors de sa séance du 19 mars 2015.

Les crédits de fonctionnement correspondants sont prévus au budget annexe transport de Montpellier Méditerranée Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'avenant n°7 à la convention de délégation de service public des Transports Urbains,
- dire que la dépense correspondante est prévue au budget annexe des transports de Montpellier Méditerranée Métropole,
- autoriser Monsieur le Président à signer cet avenant et tout document relatif à cette affaire.

MM Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Luc COUSQUER, Jean-Luc SAVY, Jean-Pierre RICO et Mme Patricia MIRALLES ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote.

A l'issue d'un vote à main à levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°56 : TRANSPORTS ET MOBILITÉ – ÉTUDE DES FLUX DE DÉPLACEMENTS EXISTANTS ET IMPACTS SUR L'OFFRE DE TRANSPORT EN COMMUN - PROJET DE CONVENTION D'ÉTUDE DANS LE CADRE D'UNE THÈSE - UNIVERSITÉ PAUL VALÉRY MONTPELLIER - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme I. GIANIEL, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée aux Transports et Mobilité, rapporte :

Les flux de déplacements, évoluent en fonction des heures et des jours. Il est important de chercher à mieux les appréhender pour affiner l'offre multimodale de déplacement de Montpellier Méditerranée Métropole et en particulier l'offre de transports en commun.

Plusieurs bases de données sur les origines destinations des déplacements à l'échelle de l'aire urbaine existent, qui proviennent de l'enquête ménage déplacement, des domiciliations des lycéens et des collégiens par établissements fournies par le rectorat, et des données de l'opérateur de téléphonie SFR. Ces différentes sources peuvent permettre de mieux appréhender les flux existants sur le territoire et d'alimenter les réflexions en cours sur l'offre de transport en commun, dans le cadre de l'élaboration du Schéma Directeur de la Mobilité de la Métropole.

Pour passer de données sur les origines-destinations à des préconisations d'améliorations de notre offre de transport en commun, un important travail de modélisation est nécessaire. Une convention de partenariat avec l'Université Paul Valéry Montpellier est proposée pour réaliser ce travail durant la période 2015-2016 avec l'appui d'un thésard. L'Université Paul Valéry Montpellier, assurera le suivi de cette personne et lui fournira tous les moyens nécessaires à la réalisation de sa thèse, actuellement effectuée au sein de l'UMR GRED. Montpellier Méditerranée Métropole, mettra pour sa part à disposition les données dont elle dispose, assurera un suivi technique et participera au comité de suivi de la thèse.

Ce partenariat permettra de bénéficier des résultats de ces travaux de modélisation dès la fin de l'année 2015, l'année 2016 étant plutôt consacrée à la rédaction de la thèse.

Il est précisé que la convention à intervenir n'a aucune incidence budgétaire directe pour Montpellier Méditerranée Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention d'étude relative à ce partenariat d'étude dans le cadre d'une thèse ;
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°57 : TRANSPORTS ET MOBILITÉ – SYNDICAT MIXTE DES TRANSPORTS EN COMMUN DE L'HÉRAULT (SMTCH) - CONVENTION RELATIVE AUX MODALITÉS D'UTILISATION DU RÉSEAU URBAIN DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE POUR LE TRANSPORT SCOLAIRE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme I. GIANIEL, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée aux Transports et Mobilité, rapporte :

Conformément à l'article 6 des statuts du Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'Hérault (SMTCH), Montpellier Méditerranée Métropole a transféré à ce dernier l'organisation du transport scolaire de la Métropole. A ce titre, elle contribue au budget du SMTCH.

En zone urbanisée, conformément à l'article 8-3 des statuts, le Syndicat Mixte utilise les moyens existants des réseaux urbains pour assurer le transport des scolaires. En conséquence, le Syndicat Mixte et les Autorités Organisatrices de Transports Urbains doivent convenir des modalités d'utilisation de ce réseau.

Pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier devenue Montpellier Méditerranée Métropole au 1^{er} janvier 2015, les scolaires sont transportés sur le réseau urbain et notamment le réseau de tramway avec ses 4 lignes, en application du règlement de transport scolaire adopté par délibération du SMTCH.

Pour l'exercice 2015, il est convenu que le coût d'utilisation du réseau urbain de Montpellier Méditerranée Métropole par les scolaires est fixé forfaitairement à 8 467 407 € (pour mémoire, ce montant forfaitaire est identique à celui établi au titre de l'année 2014).

La présente convention annuelle précise les modalités d'application de ces dispositions et de prise en charge de ce coût par le Syndicat Mixte.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention définissant les modalités d'utilisation du réseau urbain par le Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'Hérault pour le transport scolaire pour l'exercice 2015 ;
- dire que la recette est prévue au chapitre 938 du budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- autoriser Monsieur le Président à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°58 : TRANSPORTS ET MOBILITÉ – CONVENTION POUR LA GESTION DU SERVICE DES TRANSPORTS PUBLICS DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ - ADOPTION DU PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS 2015

Mme I. GIANIEL, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée aux Transports et Mobilité, rapporte :

La Délégation de Service Public (DSP) des transports en commun de Montpellier Méditerranée Métropole, conclue pour la période 2010-2017, stipule que les biens nécessaires à l'exploitation sont, fournis pour l'essentiel, par la Métropole qui assure régulièrement leur renouvellement et, pour partie, par l'exploitant directement. Les investissements correspondants sont donc réalisés soit par la Métropole soit par l'exploitant avec le cas échéant une subvention d'équipement versée par la Métropole à hauteur de 70% des montants hors taxes.

Il est nécessaire de définir les modalités de réalisation de ce programme d'investissement pour l'année 2015.

1 – Programme d'investissements réalisé directement par Montpellier Méditerranée Métropole

Pour l'année 2015, le programme arrêté au montant de 4 000 000€ TTC comprend :

- l'acquisition de 6 bus GNV pour un montant de 2 000 000 € TTC (réalisation du programme 2014)
- et 6 autres bus GNV pour un montant de 2 000 000 € TTC au titre du programme 2015.

2 – Programme d'investissements subventionnés à 70% par Montpellier Méditerranée Métropole et réalisés par l'exploitant

Pour l'année 2015, la participation financière sur les investissements subventionnés est arrêtée à la somme de 2 000 000 € et comprend notamment :

- La poursuite du programme Vélomagg' et la mise en place de 3 nouvelles stations autour de la gare Saint-Roch, pour un montant de 200 000 € HT,
- Le démarrage des opérations de modernisation des rames de tramway, pour un montant de 1 300 000 € HT
- Les équipements pour l'exploitation et la maintenance bus et tramway (fin du programme de Bornes Informations Voyageurs, logiciels d'exploitation, informations voyageurs, appareils de contrôle,...), pour un montant de 200 000 € HT,
- La mise en place d'équipement de sécurisation du réseau (caméras aux stations des lignes 1 et 2 de tramway) : 200 000 € HT,
- Mise à jour de la signalétique : 100 000 € H.T.

3- Projet EMMA (Espace Multimodal Montpellier Agglomération)

L'objet du projet est de mettre à disposition du public un espace numérique d'information et de permettre la commercialisation de services de mobilité proposés par Montpellier Méditerranée Métropole et ouvert aux partenaires du projet (Ville de Montpellier, Modulauto, ...).

La poursuite du projet EMMA en 2015 nécessite un investissement de 500 000€.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le présent programme d'investissements pour 2015, dans le cadre de la convention pour la gestion du service des transports publics,
- dire que les crédits sont inscrits au budget annexe des transports de Montpellier Méditerranée Métropole, aux chapitres 21 et 65,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°59 : TRANSPORTS ET MOBILITÉ – TRAMWAY - MARCHÉ N°3.583 DES ÉQUIPEMENTS EN ABRIS VOYAGEURS, MAINTENANCE, ENTRETIEN ET GESTION DE LA PUBLICITÉ - AVENANT N°3 - INTRODUCTION DE PRIX NOUVEAUX - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme I. GIANIEL, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée aux Transports et Mobilité, rapporte :

Par délibération n°9672 du 20 juillet 2010, le Conseil de Communauté a approuvé le projet de marché et a autorisé TaM, mandataire de l'Agglomération, à signer le marché n°3.583 des équipements en abris voyageurs, maintenance, entretien et gestion de la publicité avec la société JC Decaux Mobilier Urbain.

Ce marché prévoit, pour la ligne 3 la mise en place de 83 abris tramway catalogue, 12 abris tramway spécifiques et 13 abris du réseau bus. Il prévoit également le remplacement de 80 abris tramway pour la ligne 1 ainsi que 393 abris catalogue sur le réseau de bus associé.

Les prestations comprennent également la maintenance, l'entretien des abris et la gestion de la publicité pour la Ligne 1 et la Ligne 3 de tramway ainsi que le réseau bus associé.

L'avenant n°3 a pour objet de prendre en compte :

- certaines contraintes liées à la mise en accessibilité des abris voyageurs, qui nécessitent l'implantation d'abris sans retour publicitaires permettant de respecter des largeurs minimales pour les trottoirs étroits. L'actuel catalogue des abris voyageurs ne disposant que d'un choix restreint de matériel, il convient de compléter le bordereau des prix supplémentaires par un prix de mise à disposition d'abri catalogue sans retour publicitaire de type Foster.
- l'équipement d'abris spécifiques tramway qui ne bénéficient pas tous de bancs et de vitres de protection. Ainsi, le bordereau des prix supplémentaires sera également complété par un prix de fourniture d'un banc (8 assises) et vitres attenantes pour une travée d'abri spécifique type Rousseau.

L'exécution du présent avenant est sans incidence financière.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet d'avenant n°3 au marché 3.583 avec la Société Decaux France de Neuilly-sur-Seine relatif aux équipements en abris voyageurs, à leur maintenance, leur entretien et la gestion de la publicité, tel que décrit ci-dessus ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer cet avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°60 : TRANSPORTS ET MOBILITÉ – GROUPEMENT POUR L'INSERTION DES PERSONNES HANDICAPÉES (GIHP) - CONVENTION D'ATTRIBUTION DE SUBVENTION CONCERNANT LE TRANSPORT DES PERSONNES À MOBILITÉ RÉDUITE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme I. GIANIEL, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée aux Transports et Mobilité, rapporte :

Malgré les efforts importants réalisés par Montpellier Méditerranée Métropole pour rendre son réseau de transports urbains accessible au plus grand nombre de personnes à mobilité réduite, les aménagements ne permettent pas à certaines personnes présentant des handicaps lourds d'y accéder.

Compte tenu de l'ensemble des contraintes spécifiques liées à certains handicaps, à savoir l'aide personnalisée adaptée, le service porte à porte avec prise en charge au domicile, l'accompagnement, ces personnes nécessitent un service de transport spécialisé dont le niveau de qualité ne peut pas être assuré dans le cadre d'un réseau de transport traditionnel.

Le service de transport adapté du Groupement pour l'Insertion des Personnes Handicapées Physiques en Languedoc-Roussillon (GIHP-LR) qui relève d'une initiative associative privée reconnue d'utilité publique, organise et exécute ce service depuis de nombreuses années auprès des ces adhérents présentant des handicaps physique importants.

Le nombre de transports est en augmentation constante et s'est élevé à 79 676 en 2014, sur notre territoire. La précédente convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et le GIHP étant échue, il convient de passer une nouvelle convention qui définit les conditions d'octroi d'une subvention annuelle à l'association GIHP-LR, sur présentation des éléments financiers et du budget prévisionnel.

Au titre de l'année 2015, la subvention versée par Montpellier Méditerranée Métropole s'établira à 1 200 000 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention entre le GIHP et Montpellier Méditerranée Métropole portant sur le transport des personnes à mobilité réduite,
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget Transport 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole, au chapitre 65,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention et tout document relatif à cette affaire.

Mesdames Catherine DARDE et Patricia MIRALLES ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°61 : VOIRIE, ESPACE PUBLIC – ANCRAGE D'ÉQUIPEMENTS INDISPENSABLE À LA VOIRIE, L'ÉCLAIRAGE PUBLIC OU LES TRANSPORTS SUR LES FAÇADES D'IMMEUBLES - APPLICATION AU TERRITOIRE DE LA MÉTROPOLE DES DISPOSITIONS DES ARTICLES L171-2 À L171-11 DU CODE DE LA VOIRIE ROUTIÈRE (DISPOSITIONS DITES VILLE DE PARIS) - APPROBATION

M. R. YOUSSEF, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Voirie, Espace Public, rapporte :

Au titre de ses compétences dans le domaine de la voirie, de l'éclairage public et des transports urbains, Montpellier Méditerranée Métropole doit implanter sur le domaine public les équipements indispensables au

fonctionnement de la voirie comme des transports en commun.

En application de la convention en vue de l'exercice transitoire des compétences nouvelles de la Métropole, la ville de Montpellier, au titre de l'année 2015, assure sur son territoire la création et la gestion des équipements et services afférents aux compétences exercées jusqu'alors par les communes et qui relèvent au 1^{er} janvier 2015 de la Métropole, notamment concernant la voirie et l'éclairage public dédié.

Dans certaines configurations, il est difficile de positionner ces émergences (mâts notamment) sur le domaine public, soit en raison de la gêne occasionnée aux personnes à mobilité réduite ou aux usagers des modes actifs (piétons, vélos, ...), soit parce que les caractéristiques et/ou l'occupation des sols et sous-sols concernés ne permettent pas techniquement l'implantation de ces émergences.

Dans ses articles L.171-2 à L.171-11, le Code de la voirie routière permet notamment, sur les voies publiques et privées de la Ville de Paris, que cette dernière établisse des supports et ancrages pour les appareils d'éclairage public ou de signalisation et, s'il y a lieu, pour les canalisations et les appareillages s'y rapportant, soit à l'extérieur des murs ou façades donnant sur la voie publique, soit sur les toits et terrasses des bâtiments à la condition qu'on puisse y accéder par l'extérieur, soit sur tous ouvrages ou saillies sur ou sous la voie publique dépendant des immeubles riverains.

L'article 23 de la loi 2007-1787 de simplification du droit du 20 décembre 2007 a modifié l'article L173-1 du Code de la voirie routière, pour préciser que les articles visés ci-dessus (L.171-2 à 171-11) sont applicables, sur délibération de leur assemblée, aux communes et aux établissements publics de coopération intercommunale compétents en matière de voirie ou d'éclairage public ou de transport en commun. De manière à pouvoir réaliser ces opérations d'implantation d'émergences, et notamment d'ancrage pour l'éclairage public, les équipements de signalisation ou les lignes électriques d'alimentation des lignes de tramway, il apparaît utile pour la Métropole de délibérer en faveur de l'application sur son territoire des articles L 171-2 à L.171-11 du Code de la voirie routière.

Cette disposition permettra à la Métropole, à défaut d'accords amiables avec les propriétaires – accords qui seront recherchés en priorité -, de recourir à une procédure d'enquête publique ayant pour effet la création de servitudes obligeant le propriétaire à accepter les supports ou ancrages sur la façade de son immeuble.

A noter que cette prérogative ne peut faire obstacle au droit du propriétaire de démolir, réparer ou surélever, ni de clore ou bâtir son bien.

C'est notamment dans le cadre de ces dispositions que pourront intervenir les ancrages nécessaires à la réalisation du bouclage de la 4^{ème} ligne de tramway (ancrages pour l'éclairage public et pour les supports de ligne aérienne de contact).

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser l'application des articles L171-2 à L171-11 du Code de la voirie Routière sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole,
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°62 : HORS COMMISSION – CONVENTION EN VUE DE L'EXERCICE TRANSITOIRE DES COMPÉTENCES NOUVELLES DE LA MÉTROPOLE AVEC LES COMMUNES - VOLET OPÉRATIONNEL ET FINANCIER - AVENANTS N°1 - APPROBATION

M. M. LEVITA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux finances, rapporte :

Dans le cadre du passage en Métropole, les modalités de mise en œuvre des compétences transférées ont été définies par délibération en date du 18 décembre 2014. Ainsi, en application de l'article L 5215-27 du Code Général des Collectivités Territoriales, une convention en vue de l'exercice transitoire des compétences

nouvelles de la Métropole a été conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et chacune des communes membres au titre de l'année 2015.

Cette convention de gestion transitoire, dans son article 6.7, précise que les volets opérationnels et financiers sont établis par avenant après notification des attributions de compensation provisoires. Ils définissent les enveloppes financières à l'intérieur desquelles la commune intervient pour le compte de la Métropole, celle-ci assurant la charge des dépenses nettes des recettes réalisées par les communes. Les sommes présentées dans l'avenant correspondent au montant maximum des dépenses pouvant être remboursées à la commune et au montant prévisionnel des recettes encaissées au titre des compétences relevant de la présente convention.

Les volets opérationnels et financiers constituent l'avenant n°1 aux conventions initiales signées en date du 31 décembre 2014 après délibérations concordantes des communes de Castelnau le Lez, Cournonterral, Fabrègues, Jacou, Saint Jean de Védas, Restinclières et de la Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- adopter les avenants n°1 aux conventions en vue de l'exercice transitoire des compétences nouvelles de la Métropole avec les communes de Castelnau le Lez, Cournonterral, Fabrègues, Jacou, Saint Jean de Védas et Restinclières
- dire que les dépenses et recettes correspondantes sont inscrites au budget primitif 2015,
- autoriser Monsieur le Président à signer les avenants n°1 aux conventions en vue de l'exercice transitoire des compétences nouvelles de la Métropole avec les communes de Castelnau le Lez, Cournonterral, Fabrègues, Jacou, Saint Jean de Védas et Restinclières, ainsi que l'ensemble des actes relatifs à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux votes contre).

Ont voté contre : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°63 : HORS COMMISSION – MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE - NOUVELLES COMPÉTENCES - POURSUITE OU TRANSFERT DES OPÉRATIONS DÉCIDÉES PAR LES COMMUNES DE CASTELNAU LE LEZ, JACOU ET SAINT JEAN DE VEDAS

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole a été créée par décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, au 1^{er} janvier 2015.

A compter de cette date, de nombreuses compétences exercées précédemment par les communes relèvent désormais de Montpellier Méditerranée Métropole, notamment en matière de création, d'aménagement et d'entretien de la voirie, de création, d'aménagement et d'entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires

En application de la convention conclue en vue de l'exercice transitoire des nouvelles compétences de Montpellier Méditerranée Métropole, les communes de Castelnau-le-Lez, Jacou et Saint Jean de Védas, assurent notamment sur leur territoire, du 1^{er} janvier au 31 décembre 2015, la création et la gestion des équipements et services afférents aux compétences qu'elles exerçaient jusqu'alors et qui relèvent depuis sa création, de la Métropole.

Cependant il apparaît nécessaire, notamment au niveau budgétaire, de définir les conditions de poursuite ou de transfert des opérations décidées par les communes avant le 1^{er} janvier 2015 en application des articles L 5217-7, L 5215-29 et R 5215-3 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales.

Les Communes de Saint Jean de Védas et Jacou ont approuvé la liste des opérations maintenues au niveau communal ou transférées à la Métropole par délibérations respectives du 26 février et du 16 mars 2015.

Le conseil municipal de Castelnau le Lez se prononcera sur cette liste le 30 mars 2015.

Il est donc proposé au Conseil de la Métropole de se prononcer sur la liste des opérations poursuivies et financées par les budgets communaux et des opérations transférées et financées par le budget de Montpellier Méditerranée Métropole, pour ces 3 communes, comme suit :

Pour la commune de Saint Jean de Védas :

- Opération décidée avant le 1^{er} janvier 2015 mais dont le début d'exécution n'est pas intervenu avant cette date, que la commune souhaite poursuivre et financer :

<i>Identification du projet</i>	<i>Montant de l'opération TTC</i>	<i>Date de décision de l'opération</i>
<i>Aménagement et sécurisation de la rue du Loun</i>	<i>434 153 €</i>	<i>Intégration dans la convention de PUP – 06/11/2012</i>

Pour la commune de Jacou :

- Opération décidée et dont le début d'exécution est intervenu avant le 1^{er} janvier 2015, poursuivie et financée par la commune :

<i>Identification du projet</i>	<i>Montant de l'opération TTC</i>	<i>Date de décision de l'opération</i>
<i>Réhabilitation de la rue des Iris</i>	<i>98 713 €</i>	<i>Attribution du marché de travaux 21/11/2014</i>

- Opération décidée avant le 1^{er} janvier 2015 mais dont le début d'exécution n'est pas intervenu avant cette date, que la commune souhaite poursuivre et financer :

<i>Identification du projet</i>	<i>Montant de l'opération TTC</i>	<i>Date de décision de l'opération</i>
<i>Réhabilitation de la rue de l'Hôtel de Ville</i>	<i>189 772 €</i>	<i>Décision modificative au budget inscrivant une enveloppe budgétaire dédiée 17/12/2014</i>

Pour la commune de Castelnau-le-Lez :

- Opération décidée avant le 1^{er} janvier 2015 mais dont le début d'exécution n'est pas intervenu avant cette date, transférée à Montpellier Méditerranée Métropole :

<i>Identification du projet</i>	<i>Montant de l'opération TTC</i>	<i>Date de décision de l'opération</i>
<i>Réaménagement de la rue des Perrières</i>	<i>1 200 000 €</i>	<i>Validation AVP 12/07/2013</i>

- Opération décidée avant le 1^{er} janvier 2015 mais dont le début d'exécution n'est pas intervenu avant cette date, que la commune souhaite poursuivre et financer :

<i>Identification du projet</i>	<i>Montant de l'opération TTC</i>	<i>Date de décision de l'opération</i>
<i>Réaménagement de la rue Romani</i>	<i>437 000 €</i>	<i>Validation AVP 28/01/2014</i>

Après délibérations concordantes des conseils municipaux de Saint Jean de Vedas, Jacou et Castelnau le Lez et du Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole, la poursuite ou le transfert des opérations susvisées sera effectif en application des dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Il est rappelé que les opérations poursuivies par les communes ne relèvent pas de la convention en vue de l'exercice transitoire des compétences nouvelles de la métropole conclue entre la commune et Montpellier Méditerranée Métropole. Néanmoins, les services de Montpellier Méditerranée Métropole seront informés de l'évolution des travaux et seront associés aux procédures de réception.

En application du Code Général des Collectivités Territoriales, l'ensemble des ouvrages réalisés par les communes au titre des présentes dispositions deviennent la propriété de Montpellier Méditerranée Métropole à compter de la date de leur réception définitive, soit après réception sans réserves ou à l'issue de la levée des réserves.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- adopter la liste des opérations poursuivies par les communes de Castelnau-le-Lez, Jacou et Saint-Jean-de-Védas ou transférées à Montpellier Méditerranée Métropole en application des articles L5217-7, L5215-29 et R5215-3 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales,
- dire que les crédits nécessaires au transfert de ces opérations sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole au chapitre 908,
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux votes contre).

Ont voté contre : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°64 : HORS COMMISSION – ORGANISMES EXTÉRIEURS - OPH ACM - OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ - REPRÉSENTANTS - DÉSIGNATION

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

L'office public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole – Aménagement et Construction de Montpellier (OPH ACM) a pour mission de développer, de gérer et d'entretenir un parc immobilier de logement social de qualité sur le territoire de l'agglomération. Il constitue le plus important des bailleurs sociaux de la région avec plus de 50 000 locataires.

Par délibération n°12213 du 22 avril 2014, le Conseil de la Communauté d'Agglomération de Montpellier devenue Montpellier Méditerranée Métropole au 1^{er} janvier 2015 en tant que collectivité de rattachement a élu 13 membres la représentant, soit :

- 6 conseillers métropolitains :
 - Robert COTTE,
 - Gérard CASTRE,
 - Chantal LEVY-RAMEAU,
 - Patricia MIRALLES,
 - Jean-Luc SAVY,
 - Bernard TRAVIER.
- 2 personnalités qualifiées ayant la qualité d'élus d'une collectivité territoriale ou d'un établissement de coopération intercommunal du ressort de compétence de l'office autre que celui de rattachement,
 - Claude ARNAUD,
 - Henri FRICOU.
- 5 membres choisis en qualité de personnalités qualifiées en matière d'urbanisme, de logement, d'environnement de financement de ces politiques ou en matière d'affaires sociales :
 - Jean-François MANLHIOT,
 - Françoise d'ABUNTO,
 - François RICCI,
 - Daniel ROBEQUAIN,
 - Christian VIGOUROUX.

Par délibération n°12483 du 31 juillet 2014, le Conseil a procédé à la désignation de Monsieur Daniel RODRIGUEZ en lieu et place de Monsieur Henry FRICOU au titre des personnalités qualifiées.

Il convient aujourd'hui de désigner un nouveau représentant parmi le collège des personnalités qualifiées en matière d'urbanisme, de logement, d'environnement de financement de ces politiques ou en matière d'affaires sociales, en remplacement de Monsieur François RICCI, et de confirmer l'ensemble des 12 autres représentants de Montpellier Méditerranée Métropole au sein de l'OPH ACM.

Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.

Sur proposition du Président, en application de l'article L.2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, il est proposé au Conseil de Métropole de décider à l'unanimité de ne pas procéder à la désignation du représentant de Montpellier Méditerranée Métropole à l'OPH-ACM au scrutin secret mais à main levée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- désigner en remplacement de Monsieur François RICCI, un nouveau représentant de Montpellier Méditerranée Métropole, au sein du Conseil d'Administration de l'office public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole – OPH ACM, au titre des personnalités qualifiées en matière d'urbanisme, de logement, d'environnement, de financement de ces politiques ou en matière d'affaires sociales, et de l'autoriser à exercer toutes fonctions dans ce cadre ;
- confirmer l'ensemble des autres représentants de Montpellier Méditerranée Métropole, au sein du Conseil d'Administration de l'office public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole – OPH ACM, et de les autoriser à exercer toutes fonctions dans ce cadre ;
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°65 : HORS COMMISSION – CONTRAT DE CO-ORGANISATION D'UN COLLOQUE AVEC LE JOURNAL LE MONDE LES 25 ET 26 JUIN 2015 - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. A. EL KANDOUSSI, Conseiller spécial, délégué à la Communication, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole a décidé de s'associer à la ville de Montpellier et au journal le Monde, pour organiser l'espace de deux journées une série de conférences, ouvertes au public, animées par des personnalités de référence issues d'horizons divers.

Baptisé « *Rencontres du Monde à Montpellier* », la première édition de cet événement aura lieu le jeudi 25 et le vendredi 26 juin 2015 au centre Rabelais. L'accès sera gratuit sur inscription. Les Parties se sont rapprochées pour définir leurs obligations respectives. Ces engagements ont été détaillés au sein d'un contrat de co-organisation.

En contrepartie de la prise en charge, par Le Monde, de l'organisation des débats, de leur promotion dans ses pages, de l'identification et de l'acheminement des intervenants, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier s'engagent à verser au Monde la somme forfaitaire de 40 000 € H.T., soit un montant de 20 000 € H.T. pour la Métropole, au titre de leur participation aux frais techniques.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le contrat de co-organisation entre Montpellier Méditerranée Métropole, la ville de Montpellier et la société éditrice du Monde,
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au chapitre 936,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer le contrat de co-organisation susvisé ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux votes contre).

Ont voté contre : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°66 : HORS COMMISSION – ORGANISMES EXTÉRIEURS - COMITÉ RÉGIONAL DE L'HABITAT ET DE L'HÉBERGEMENT (CRHH) - COMMISSION THÉMATIQUE "HÉBERGEMENT ET ACCÈS AU LOGEMENT" - DÉSIGNATION

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Le Comité régional de l'Habitat (CRH) devenu Comité régional de l'Habitat et de l'Hébergement (CRHH) dispose désormais de compétences élargies aux thèmes de l'hébergement et devra comporter une commission thématique "Hébergement et accès au logement".

Cette commission sera chargée de rendre un avis sur :

- la coordination, l'évaluation et le suivi des plans locaux d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées (PLALHPD) ;
- les demandes ou modification d'agrément maitrise d'ouvrage des associations œuvrant en faveur des personnes défavorisées,
- les appels à projets relatifs à la politique sociale du logement et de l'hébergement.

En tant que partenaire incontournable dans les domaines de l'hébergement et du logement, Montpellier Méditerranée Métropole est sollicité en vue de la désignation d'un représentant titulaire et d'un représentant suppléant au sein de cette commission.

Sur proposition du Président et en application de l'article L.2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, il est proposé au Conseil de Métropole, de décider à l'unanimité, de ne pas procéder à une élection au scrutin secret mais à une désignation à main levée.

Le Président propose la candidature de Mme C.DARDE en qualité de représentante titulaire et M. N.SEGURA en qualité de représentant suppléant.

Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- procéder à la désignation de Mme C.DARDE en qualité de représentante titulaire et M. N. SEGURA en qualité de représentant suppléant de Montpellier Méditerranée Métropole au sein de la Commission Hébergement et accès au logement du CRHH ;
- les autoriser à exercer toutes fonction dans ce cadre ;
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°67 : HORS COMMISSION – COMMISSIONS - NOUVELLE COMPOSITION ET DÉNOMINATION - APPROBATION

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Par délibération n°12721 du 12 janvier 2015, le Conseil de Métropole a approuvé la création de 20 commissions chargées d'étudier les affaires soumises au Conseil dont le domaine d'intervention a été fixé comme ci-après :

- Finances ;
- Administration générale, contentieux et affaires juridiques ;
- Ressources Humaines ;
- Culture ;
- Sports et traditions sportives ;
- Proximité, relations avec les usagers, complexe funéraire, chasse et pêche ;
- Prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques ;
- Service public de l'eau et de l'assainissement ;

- Transports et mobilité ;
- Voirie, espace public ;
- Agro-écologie et alimentation ;
- Développement économique, enseignement supérieur et recherche, innovation, international, Artisanat ;
- Logement ;
- Développement et aménagement durable du territoire et de l'espace public, habitat ;
- Cohésion sociale, politique de la ville, lutte contre les discriminations, insertion par l'emploi, aires d'accueil des gens du voyage ;
- Gestion des temps, accessibilité, handicap et autonomie ;
- Participation citoyenne, performance et évaluation des politiques publiques ;
- Energie et transition énergétique ;
- Prévention et valorisation des déchets, propreté de l'espace public ;
- Valorisation et protection animales.

Puis, par délibération n°12771 du 5 février 2015, le Conseil a désigné les membres de 15 Commissions en fonction des vœux des conseillers métropolitains titulaires et suppléants et des demandes des maires des communes membres.

A la suite de la réception de nouvelles demandes d'inscription d'élus métropolitains et d'élus désignés par les maires, il convient d'acter la participation de ces nouveaux membres au sein des différentes commissions, par la présente délibération.

Les tableaux figurant en annexe sont ainsi mis à jour.

Par ailleurs, il est proposé l'insertion de la mention "Biodiversité" dans le titre de la Commission "Protection et valorisation animales".

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la nouvelle composition des commissions du Conseil de Métropole ;
- approuver la dénomination des commissions, notamment la modification de la Commission "Protection et valorisation animales" devenue Commission "Protection et valorisation animales, Biodiversité".

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°68 : HORS COMMISSION – ORGANISMES EXTÉRIEURS - CONSEILS DE L'ÉCOLE DOCTORALE 58 ET 60 - UNIVERSITÉ PAUL VALÉRY DE MONTPELLIER - DÉSIGNATION

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

L'Ecole Doctorale 58, Langues, Littératures, Cultures, Civilisations, portée par l'Université Paul-Valéry Montpellier, membre du Collège Doctoral Sud de France réunit onze équipes de recherche hébergeant 440 chercheurs et enseignants-chercheurs travaillant dans les domaines Sciences Humaines et Sociales et des Lettres, Langues et Arts. Elle permet à quelques 480 doctorants de préparer trente-sept spécialistes de doctorats, ce qui représente une grande diversité au regard des Ecoles Doctorales spécialisées dans des domaines comparables. L'Ecole Doctorale 60 « Territoires, Temps, Sociétés et Développement » portée également par l'Université Paul-Valéry et membre du Collège Doctoral Sud de France Montpellier – Perpignan réunit quant à elle neuf équipes de recherche hébergeant quelques 350 chercheurs et enseignants-chercheurs travaillant dans les domaines des Sciences Humaines et Sociales. Elle permet à quelques 250 doctorants de préparer 18 spécialités de doctorats.

De par leur configuration, ces Ecoles Doctorales sont naturellement ouvertes à l'international, mais elles se préoccupent également de problématiques qui concernant notre Métropole, notamment dans les domaines respectifs de l'histoire de l'art, l'histoire, la linguistique, la littérature des arts et du spectacle pour l'Ecole Doctorale 58 et de la géographie urbaine et des territoires, de l'écologie, de la santé, de la sociologie et de l'archéologie, pour l'Ecole Doctorale 60.

Ces deux Ecoles Doctorales conduisent leur action par l'intermédiaire d'un conseil, ouvert à des personnalités extérieures susceptibles de déterminer les choix d'orientation de sa stratégie. Montpellier Méditerranée Métropole est sollicité à ce titre dans le but d'être associée à l'action de ces deux Ecoles par l'intermédiaire d'un représentant titulaire et d'un représentant suppléant au sein de chacun des conseils.

Il est proposé au Conseil de Métropole de désigner le même représentant titulaire et le même représentant suppléant au sein du conseil de l'Ecole Doctorale 60 et du conseil de l'Ecole Doctorale 58.

Le Président propose de désigner un unique représentant titulaire et un unique représentant suppléant au sein de ces deux conseils.

Il propose :

- en tant que représentante titulaire de la Métropole : Mme Sonia Kerangueven,
- en tant que représentante suppléante de la Métropole : Mme Kanthaly Phouthasang.

Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.

Sur proposition du Président, en application de l'article L.2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, il est proposé au Conseil de Métropole, de décider à l'unanimité, de ne pas procéder à une élection au scrutin secret mais à une désignation à main levée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider à l'unanimité, en application de l'article L.2121-21 du Code général des collectivités territoriales de ne pas procéder à une élection à bulletin secret mais à une désignation à main levée ;
- procéder à la désignation de Mme Sonia Kerangueven en tant que représentante titulaire de la Métropole et Mme Kanthaly Phouthasang en tant que représentante suppléante de Montpellier Méditerranée Métropole au sein des Conseils de l'École Doctorale 58 et 60 et les autoriser à exercer toutes fonctions dans ce cadre ;
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°69 : HORS COMMISSION – ORGANISMES EXTÉRIEURS - ÉTABLISSEMENT PUBLIC FONCIER LANGUEDOC ROUSSILLON (EPF LR) - DÉSIGNATION

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Le décret n°2008-670 du 2 juillet 2008 portant création de l'Établissement Public Foncier Languedoc Roussillon (EPF LR) a été modifié par le décret n° 02014-1734 du 29 décembre 2014. Ce nouveau texte modifie notamment la composition du conseil d'administration de l'établissement, lequel est réduit à 28 membres au lieu de 42, chaque membre étant désormais doté d'un suppléant.

En application des articles 2 et 3 de l'ordonnance n°2011-1068 du 8 septembre 2011, modifiée par la loi ALUR du 24 mars 2014, les conseils d'administration des établissements publics fonciers existant à la date de publication de ladite ordonnance doivent se réunir sous leur nouvelle configuration dans un délai maximum de six mois à compter de la date de publication du décret portant modification de leur décret de création. S'agissant du conseil d'administration de l'EPF LR, celui-ci doit donc se réunir sous la nouvelle composition avant le 30 juin 2015.

Montpellier Méditerranée Métropole est concernée par l'installation de cette instance et le Conseil de Métropole est sollicité à ce titre pour procéder à la désignation d'un représentant titulaire et d'un représentant suppléant.

Sur proposition du Président, en application de l'article L.2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, il est proposé au Conseil de Métropole, de décider à l'unanimité, de ne pas procéder à une élection au scrutin secret mais à une désignation à main levée.

Le Président propose les candidatures suivantes :

- représentant titulaire : S.JANNIN,
- représentant suppléant : I.TOUZARD.

Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- procéder à la désignation de Mme JANNIN en tant que représentant titulaire et Mme TOUZARD en tant que représentante suppléante au sein du Conseil d'administration de l'Établissement Public Foncier Languedoc Roussillon (EPF-LR) et les autoriser à exercer toutes fonctions dans ce cadre.
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.